

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

RÉGION DE L'EST

DÉPARTEMENT DU HAUT-NYONG



RÉPUBLIQUE OF CAMEROON

Peace – Works – Fatherland

EAST REGION

HAUT-NYONG DIVISION

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE NGUELEMENDOUKA



Financement : PNDP/IDA



Avec l'accompagnement de PLANET
SURVEY

Juin 2012

VALIDATION DU PCD

Nguélémendouka le.....

Abong-Mbang le

Le Maire

Le Délégué Départemental du MINEPAT

Abong-Mbang le.....

Le préfet du Haut- Nyong

SOMMAIRE

sommaire	iii
LISTE DES ABREVIATIONS.....	vi
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES CARTES.....	viii
LISTE DES PHOTOS.....	viii
LISTE DES ANNEXES.....	viii
RESUME.....	ix
1 INTRODUCTION.....	1
1.1 Contexte et justification.....	2
1.2 Objectifs du PCD	2
1.3 Structure du document.....	3
2 METHODOLOGIE.....	4
2.1 Préparation de l'ensemble du processus	5
2.2 Collecte des informations et traitement	6
2.3 Consolidation des données du diagnostic.....	8
2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	9
2.5 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	10
3 PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	11
3.1 Localisation de la commune.....	12
3.2 Milieu biophysique	14
3.2.1 Relief.....	14
3.2.2 Sols.....	14
3.2.3 Climat.....	14
3.2.4 Hydrographie.....	14
3.2.5 Végétation et Flore.....	14
3.2.6 Faune.....	15
3.2.7 Ressources minières.....	16
3.3 Milieu humain	16
3.3.1 Historique.....	16
3.3.2 Taille de la population	17
3.3.3 Groupes ethniques.....	20
3.3.4 Religion.....	20
3.4 Activités économiques	20
3.4.1 Agriculture.....	20
3.4.2 Elevage et pêche	20
3.4.3 Chasse.....	21
3.4.4 Exploitation forestière.....	21
3.4.5 Collecte des produits forestiers non ligneux	21
3.4.6 Artisanat.....	21
3.4.7 Commerce	22
3.4.8 Industrie	22
3.4.9 Services	22
3.5 Principales infrastructures par secteur	22
3.5.1 Education primaire et enseignement secondaire.....	22
3.5.2 Santé publique	23

3.5.3	Eau et énergie.....	24
3.5.4	Travaux publics.....	25
3.5.5	Commerce.....	25
3.5.6	Agriculture.....	26
3.5.7	Elevage, pêches et industries animales.....	26
3.5.8	Forêts et Faune.....	26
3.5.9	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre.....	26
3.5.10	Affaires sociales.....	26
3.5.11	Sport et éducation physique.....	26
3.5.12	Recherche scientifique et innovations.....	27
3.5.13	Culture.....	27
3.5.14	Mines et développement industriel.....	27
3.5.15	Poste et télécommunication.....	27
3.5.16	Communication.....	27
3.6	Synthèse des principales institutions intervenant dans la Commune.....	28
3.7	Principales potentialités et ressources de la Commune ;.....	28
4	SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	30
4.1	Synthèse du DIC.....	31
4.1.1	Forces et faiblesses dans la gestion des ressources humaines.....	31
4.1.2	Forces et faiblesses dans la gestion financière.....	31
4.1.3	Forces et faiblesses dans la gestion du patrimoine communale.....	31
4.1.4	Forces et faiblesses dans la gestion des relations.....	32
4.1.5	Opportunités/atouts et menaces/contraintes.....	32
4.1.6	Axes de renforcement.....	33
4.2	Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.....	34
5	PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	50
5.1	Vision et objectifs du PCD.....	51
5.2	Cadre logique par secteur.....	52
5.3	Cout du PCD.....	102
5.4	Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal.....	103
6	PROGRAMMATION.....	107
6.1	Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires.....	108
6.2	Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT.....	115
6.2.1	Principaux impacts socio-environnementaux potentiels, mesures d'atténuation et d'optimisation.....	115
6.2.2	Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	122
6.3	Plan d'investissement annuel (PIA).....	124
6.3.1	Ressources mobilisables et échéances.....	124
6.3.2	Programmation annuelle des projets prioritaires.....	126
6.4	Plan de Passation des marchés du PIA.....	130
7	MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	132
7.1	Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD.....	133
7.1.1	Composition du Comité de Suivi du PCD.....	133
7.1.2	Attributions du comité de suivi-évaluation.....	134
7.2	Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA.....	135
7.2.1	Suivi du PIA.....	135
7.2.2	Evaluation du PIA.....	136

7.3	Dispositif, outils et fréquence du reporting	136
7.3.1	Dispositif du reporting.....	136
7.3.2	Outils et fréquence du reporting	137
7.3.3	Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	137
7.3.4	Coût du mécanisme de suivi/évaluation	137
8	PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	139
8.1	Objectifs du plan	140
8.2	Etapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan	140
8.3	Stratégie	140
8.4	Cibles de la commune	141
8.5	Dispositif de communication au niveau communal.....	141
8.6	Planification des activités de communication au niveau communal.....	143
8.6.1	Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution.....	143
8.6.2	La communication institutionnelle.....	143
8.6.3	La communication de masse.....	146
8.6.4	Actions de plaidoyer.....	148
8.7	Coûts du plan de communication	148
	CONCLUSION	149
	BIBLIOGRAPHIE.....	151
	ANNEXES	152

LISTE DES ABREVIATIONS

BP :	Budget Prévisionnel	MINEE :	Ministère de l'Eau et de l'Energie
BIP :	Budget d'Investissement Public	MINEPIA :	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
C.A. :	Compte Administratif	MINEPAT :	Ministère de l'Economie, Planification et de l'aménagement du territoire
CAF :	Centre d'Alphabétisation Fonctionnel	MINFI :	Ministère des Finances
CAC :	Centimes Additionnels Communaux	MINFOF :	Ministère des Forêts et de la Faune
CDMT :	Cadre des Dépenses à Moyen Termes	OAL :	Organisme d'Appui Local
CES :	Collège d'Enseignement Secondaire	ONG :	Organisation Non Gouvernementale
CETIC :	Collège d'Enseignement Technique Industrielle et Commerciale	PCD :	Plan Communal de Développement
CSI :	Centre de Santé Intégré	PFL :	Produits Forestiers Ligneux
CVUC :	Communes et Villes Unies du Cameroun	PFNL :	Produits Forestiers Non Ligneux
DEUC :	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal	PIA :	Plan d'Investissement Annuel
DIC :	Diagnostic Institutionnel Communal	PME :	Petites et Moyennes Entreprise
DPNV :	Diagnostic Participatif Niveau Village	PNDP :	Programme National de Développement Participatif
DSCE	Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi	PSEDD :	Planet Survey – Environnement et Développement Durable
ENIEG :	Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général	RFA :	Redevance Forestière Annuelle
FEICOM :	Fonds spécial d'Equipement et d'Intervention intercommunale	SAR/SM :	Section Artisanale Rurale/Section Ménagère
FFOM :	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces	SDE :	Services Déconcentrés de l'Etat
GIC :	Groupe d'Initiative Commune	SG :	Secrétaire Général
IDA :	International Development Association	TIC :	Technologies de l'Information et de la Communication
IRAD :	Institut de Recherche Agronomique et de Développement	UFA :	Unité Forestière d'Aménagement
MARP :	Méthode Accélérée de Recherche Participative		

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Quelques essences forestières de Nguélémeudouka	15
Tableau 2 : Quelques espèces de la faune sauvage	15
Tableau 3 : Principales espèces halieutiques	16
Tableau 4 : structure de la population.....	17
Tableau 5 : Liste des espèces fauniques.....	21
Tableau 6 : Infrastructures d'élevage.....	26
Tableau 7 : infrastructures culturelles et de loisir dans l'espace urbain.....	27
Tableau 8 : infrastructures de communication	28
Tableau 9 : Principales institutions intervenant dans la Commune	28
Tableau 10 : Forces et faiblesses dans la gestion des ressources humaines	31
Tableau 11 : Forces et faiblesses dans la gestion financière	31
Tableau 12 : Forces et faiblesses dans la gestion du patrimoine communale.....	32
Tableau 13 : Forces et faiblesses dans la gestion des relations	32
Tableau 14 : Opportunités/atouts et menaces/contraintes de la commune	32
Tableau 15 : Axes de renforcement des capacités de la Commune de Nguélémeudouka.....	33
Tableau 16 : DIFFERENTS CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR.....	52
Tableau 17: cout estimatif du PCD	102
Tableau 18 : Matrice diagnostic des ressources naturelles.....	103
Tableau 19 : Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires	108
Tableau 20 : Principaux Impacts Socio-environnementaux Potentiels, mesures d'atténuations et d'optimisation	115
Tableau 21 : Plan Sommaire de Gestion de l'Environnement	122
Tableau 22 : Ressources mobilisables et échéances	124
Tableau 23 : Programmation annuelle des projets prioritaires	126
Tableau 24 : Plan de Passation des Marchés.....	130
Tableau 25 : Composition du comité de suivi-évaluation du PCD.....	133
Tableau 26 : Exemple de tableau de suivi	135
Tableau 27 Exemple de tableau de suivi des réunions.....	135
Tableau 28 : Exemple de tableau de bilan annuel (grille d'évaluation).....	136
Tableau 29 : Outils et fréquence du reporting.....	137
Tableau 30 : plan de communication interne	143
Tableau 31 : plan de communication avec les autorités et les sectoriels	143
Tableau 32 : Plan de communication avec les bénéficiaires	144
Tableau 33 : Plan de communication avec la société civile et le secteur privé.....	145
Tableau 34 : Plan de communication avec les partenaires techniques et financiers	145
Tableau 35 : Plan de communication avec les élites extérieures et la diaspora	146
Tableau 36 : Plan de communication de masse	146
Tableau 37 : Plan d'action de plaidoyer.....	148
Tableau 38 : Coût du plan de communication.....	148

LISTE DES CARTES

Carte 1: Carte localisation de la Commune par rapport au chef-lieu de département et au Cameroun	13
Carte 2 : Répartition spatiale des populations	19
Carte 3 : Répartition spatiale des établissements scolaires	23
Carte 4 : Répartition spatiale des centres de santé	24
Carte 5 : Répartition spatiale des points d'eau	25
Carte 6 : Plan d'utilisation et de gestion des terres	106

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Séance d'élaboration des cartes.....	7
Photo 2 : Séance de travail dans un village	8
Photo 3 : atelier de Planification	9

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Fiches des projets du PIA.....	152
Annexe 2 : Rapport de Diagnostic consolidé.....	175

RESUME

Dans le cadre de la convention signée entre le PNDP et la commune de Nguélémondouka, Planet Survey c'est vu attribuer la responsabilité d'accompagner les bénéficiaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de son plan communal de développement. A cet effet, une équipe de Planet Survey aux compétences pluridisciplinaires a séjourné dans ladite commune durant la période allant de juillet 2011 à février 2012. L'objectif étant d'appuyer cette commune dans la définition des orientations du développement communal devant servir de référence à toutes les activités à mener dans le future.

La méthodologie utilisée a consisté en une succession de consultations publiques comprenant : des travaux de groupes, les séances plénières, les entretiens semi-structurés, la visualisation, l'étude des documents, les sondages d'opinion et l'observation participante. Durant toute l'intervention, l'accent a été mis sur la participation de toutes les parties prenantes dans toutes les phases du processus. Les résultats obtenus présentes une grande variabilité.

Ainsi donc, Le diagnostic participatif révèle entre autres une pauvreté de la commune en termes d'infrastructures sociales et économiques, un faible développement de l'économie locale, un faible développement organisationnel et institutionnel au sien de la mairie, et une relative aisance de l'arrondissement en termes de ressources naturelles. Près de 90% de la population active de la commune appartient au secteur primaire. La commune connaît de nombreux problèmes dont certains sont : difficultés d'accès à l'eau potable, à l'énergie électrique, à l'éducation de base de qualité ; difficultés d'accès aux soins de santé et l'information, faible production agricoles, pastorale et de développement économique ; enclavement de la localité ; déforestation ; etc.

L'analyse des problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquels la commune veut et peut agir pendant les 6 prochaines années. Les activités de planification qui ont suivi ont permis à la commune de retenir les projets à mener les trois premières années (2012, 2013 et 2014). En ce qui concerne la première année pour laquelle les fonds sont disponibles, la commune a retenu comme projets : la construction des points d'eau, la construction d'un marché et une gare routière, la mise sur pied de deux pépinières agroforestières, l'extension du réseau SCANWATER au centre-ville, la réhabilitation du foyer municipal, l'équipement de l'hôtel de ville, l'acquisition d'un véhicule de liaison pour la mairie et l'extension du réseau électrique .

Ainsi, le plan d'investissement annuel de 2012 s'élève à **862 390 406 FCFA**, tandis que le coût des activités sur les trois années (2012-2014) s'élève à **3 146 200 000 FCFA**. Tout projet ayant un impact, les effets environnementaux ont été relevés, tout comme les mesures d'atténuation. Le coût global du PCD est de **21 588 920 906 FCFA** pour un total investissement de **15 956 285 000 FCFA** et pour un total fonctionnement de **1 690 685 500 FCFA**.

Le PCD présente par ailleurs un plan de communication afin d'informer et sensibiliser les différents acteurs au niveau communal et de les impliquer dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la commune.

INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

La mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi et de la décentralisation interpellent fortement les communes camerounaises désormais chargées d'assurer la promotion du développement socio-économique à l'échelle locale. Ainsi, le Gouvernement du Cameroun avec l'aide de la Communauté des bailleurs de Fonds multilatéraux et bilatéraux a mis en place un important programme décentralisé participatif dénommé Programme National de Développement Participatif (PNDP). Ce programme consiste à donner aux Communes et aux Communautés locales, les moyens d'une participation effective au processus de développement. A l'issue des négociations avec la Banque Mondiale, un accord de crédit IDA N° 3876 CM est signé le 08 juillet 2004 entre la République du Cameroun et l'Association de Développement International (IDA).

Le PNDP a pour objectif général de contribuer à améliorer durablement les conditions de vie des populations en milieu rural. Ce programme est mis en œuvre à travers quatre composantes à savoir :

- Appui financier au Développement des Communautés rurales ;
- Appui aux Communes dans le processus progressif de décentralisation ;
- Renforcement des capacités des acteurs ;
- Coordination, gestion, suivi-évaluation et communication.

Les collectivités territoriales décentralisées sont au centre des actions du PNDP, avec une forte participation des communautés à la base, des sociétés civiles et des Administrations Publiques. La stratégie du programme repose sur le « Plan Communal de Développement » (PCD). Le PCD est élaboré de façon participative. Le processus de planification participative est appelé à induire des changements dans le mode de gestion du développement au sein des structures comme la commune et aussi promouvoir de nouveaux rapports entre différents partenaires du développement au niveau local.

Dans le cadre de ses activités de terrain le PNDP a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection d'un nombre d'Organismes d'Appui local (OAL) devant accompagner les communes bénéficiaires dans l'élaboration du PCD ainsi que la mise en œuvre de ses projets. A l'issue de cet appel à manifestation d'intérêt, Planet Survey s'est vu attribuer la responsabilité de conduire et d'accompagner la commune de Nguélémdouka dans ce processus.

La réalisation de la mission de terrain a nécessité la conduite d'un Diagnostic Institutionnel Communal (DIC), suivi du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et enfin le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV). Il s'agissait d'amener les parties prenantes de la Commune à réfléchir profondément sur leurs problèmes de Développement et à Planifier des activités principales dans un document principal dénommé PCD.

Le présent document matérialise la vision de développement de la Commune pour une période de six ans et les priorités d'investissements de la commune notamment en termes de microprojets.

1.2 Objectifs du PCD

Le Plan Communal de Développement vise à :

- Définir les orientations du développement Communal devant servir de référence à toutes les actions à mener dans cette Commune ;
- Matérialiser la vision du développement de la commune en tenant compte de ses potentialités et contraintes.

Le PCD est un Instrument de prévision et de partenariat agissant, appelé à induire des changements dans le mode de gestion du développement au sein de la Commune et en même temps promouvoir de nouveaux rapports entre les différents partenaires du développement au niveau local.

1.3 Structure du document

Le présent rapport comporte quatre (04) parties principales, à savoir :

- une introduction;
- une description de la méthodologie utilisée pour la réalisation du PCD ;
- une présentation sommaire de la commune ;
- une synthèse des résultats du diagnostic de la commune ;
- une planification stratégique ;
- une programmation ;
- un mécanisme de suivi-évaluation ;
- un plan de communication sur la mise en œuvre du PCD ;
- et une conclusion.

2 METHODOLOGIE

Conformément à la méthodologie proposée par le Programme National de Développement Participatif (PNDP), une approche participative a été utilisée pour l'accompagnement de la commune de Nguélémdouka dans la réalisation de son Plan Communal de Développement. Cette méthode permet aux différentes parties prenantes du processus de s'approprier la démarche, les outils et les résultats obtenus. La démarche utilisée pour l'accompagnement a suivi (05) étapes : la préparation de l'ensemble du processus ; la collecte des informations et traitement ; la consolidation des données du diagnostic ; Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ; et Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.

2.1 Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus s'est faite en plusieurs étapes, à savoir :

❖ La prise de contact avec l'exécutif municipal

A cet effet, une réunion de prise de contact a été organisée le 07 juillet 2011 dans les locaux de la mairie de Nguélémdouka. La rencontre était axée essentiellement sur les points suivants :

- La présentation de l'équipe complète d'intervention de Planet Survey et vérification de la conformité du personnel proposé avec les CV présentés dans l'offre de service ;
- L'examen du cahier des charges de la mission ;
- L'harmonisation de la compréhension de l'approche méthodologique ;
- La proposition d'une date pour l'atelier de lancement
- Et la sensibilisation de l'Exécutif municipal en vue de la mise en place du comité de pilotage du processus.

❖ L'information et la sensibilisation des autorités administratives locales

Il s'agissait pour cette étape d'introduire l'équipe de Planet Survey au Sous-Préfet de l'arrondissement de Nguélémdouka afin de faire un compte rendu verbal de la réunion de prise de contact et de Négocier la date de l'atelier de lancement. Par la suite, des correspondances et de communiqués radio ont été préparées afin d'informer les différentes parties de l'importance du processus, de sa durée, de leur implication et les invitants à l'atelier de lancement. Enfin, L'atelier de lancement du processus s'est tenu le 25 Juillet 2011 au foyer municipal de la commune de Nguélémdouka.

❖ La préparation à l'interne de Planet Survey

Cette étape a consisté en l'organisation des équipes de facilitateurs et enquêteurs, à la répartition des tâches et à l'élaboration du chronogramme de la suite des activités.

❖ L'information et la sensibilisation des autres parties prenantes

- Présentation du chronogramme de travail à la mairie ;
- Préparation des correspondances informant les différentes parties sur le chronogramme ;
- Signature desdites correspondances par le Sous-préfet et distribution aux Chefs de villages ;
- Distribution des correspondances sur le terrain et discussion sur les objectifs de la mission avec les parties prenantes (7 jours avant pour le DEUC et le DPNV).

❖ La collecte des données de base y compris cartographiques

- Identification des sources de données, y compris les corps de métiers ;
- Programmation de la collecte auprès de sources identifiées ;
- Mise à disposition des supports de collecte aux responsables des sources identifiées, y compris la matrice diagnostic des ressources naturelles.

2.2 Collecte des informations et traitement

Cette étape a été marquée par l'organisation et l'animation des ateliers de diagnostic participatif au niveau de la mairie, des villages et de l'espace urbain communal. Au niveau rural, toutes les populations de chaque village étaient concernées par les réunions. En ville par contre, en plus des ateliers organisés par quartier avec les populations, les corps de métiers (pour le diagnostic urbain) et les responsables communaux (pour la réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal) constituaient des cibles de la mission. Ainsi, la collecte et le traitement des informations se sont faits en trois (03) principales phases :

❖ Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

Cette phase s'est déroulée du 26 au 29 Juillet 2011 au sein de la mairie. Il avait pour objectif d'analyser de manière participative la situation structurelle et organisationnelle de la Commune en tant qu'institution. Cette analyse a permis d'évaluer la capacité de la Commune à remplir ses missions et à assurer la maîtrise du développement communal en passant par l'identification des principaux axes de renforcement nécessaires à l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services fournis;

Les principales étapes étaient :

✓ Collecte des données du DIC:

Elle a été conduite par des Interviews, des travaux de groupe et une étude documentaire en s'attardant sur les points suivants :

- ✚ Données sur les ressources humaines ;
- ✚ Données socioéconomiques ;
- ✚ Données sur les ressources financières ;
- ✚ Données sur le patrimoine communal ;
- ✚ Données sur la gestion des relations.

Des guides d'entretiens et des fiches techniques de collecte de données ont permis de recueillir toutes ces données.

✓ Analyse des données collectées :

Cette étape s'est a été conduite par les consultants de Planet Survey. Il consistait à :

- ✚ Identifier des forces et faiblesses de la commune ;
- ✚ Analyser les données sur la gestion des relations ;
- ✚ Identifier les principaux axes et activités de renforcement de la commune.

✓ Présentation et validation du DIC :

Une réunion de restitution a été organisée. Les points suivants ont été débattus :

- ✚ Restitution du diagnostic à l'équipe communale ;
- ✚ Echanges et validation des résultats du DIC.

❖ **Diagnostic participatif au niveau des villages (DPNV)**

Il s'est effectué du 18 janvier au 18 février dans 47 villages par 7 équipes constituées de 4 personnes chacune. Après la restitution de la formation reçue à Mandjou, chaque équipe effectuait 3 jours par village pour le diagnostic. Le diagnostic dans un village suivait les étapes suivantes :

✓ Préparation la veille :

Cette préparation était déterminée par :

- ✚ La présentation des objectifs de la planification villageoise ;
- ✚ La proposition et adoption des horaires de travail ;
- ✚ L'identification des groupes sociaux de la communauté ;
- ✚ L'identification des facilitateurs endogènes ;
- ✚ Les Arrangements logistiques ;
- ✚ La collecte des données de base à l'aide des fiches de collecte par les enquêteurs appuyés par les facilitateurs endogènes.



Photo 1 : Séance d'élaboration des cartes

✓ La constitution du carnet du village :

Cette phase constituait en l'élaboration de :

- **profil historique** qui permet de recenser dans l'ordre chronologique, les évènements qui ont eu un impact positif ou négatifs sur la vie du village;
 - **carte du village** qui permet d'avoir une connaissance globale du village sur le plan des ressources naturelles et des infrastructures;
 - **diagramme de VENN** qui a pour but d'identifier les institutions villageoises et les institutions intervenant dans le village, d'apprécier les relations entre ces différentes institutions et d'apprécier l'importance de ces institutions pour le développement du village.
 - **carte de mobilité** qui a pour objectif d'identifier les modes de mobilité spatiale et le motif de déplacements pour différents membres ou groupes de la communauté ;
 - **carte de vulnérabilité au VIH/SIDA/IST** afin d'encourager les discussions entre des individus et groupes de personnes sur les relations sexuelles, le risque et le rôle que pourrait jouer la communauté pour la lutte contre le VIH/SIDA/IST;
 - **transect** dont l'objectif est de compléter et vérifier sur place les informations obtenues grâce aux cartes du terroir et aux ISS, de découvrir la diversité du terroir villageois et analyser les infrastructures existantes et d'identifier les tendances et les problèmes de chaque zone du terroir villageois et les solutions possibles pour une meilleure utilisation ;
- ✓ Identification des forces (potentialités) et faiblesses (problèmes/contraintes) du village :

Il s'agissait de :

- ✚ La restitution du transect en séance;

- ✚ La formulation des problèmes/potentialités par secteur en groupes socioprofessionnels;
 - ✚ La priorisation des problèmes par secteur ;
 - ✚ Une mise en commun des problèmes en séance et une introduction sur l'Analyse des problèmes.
- ✓ Analyse des problèmes du village et recherche des solutions :

Cette phase consistait en :

- ✚ L'analyse des problèmes et potentialités par secteur à l'aide des arbres à problèmes ;
- ✚ La recherche des solutions à l'aide des tableaux des solutions ;
- ✚ L'élaboration du tableau de planification des solutions endogènes ;
- ✚ L'identification des besoins en ressources (humaines, financières et matérielles) ;
- ✚ La restitution ;
- ✚ L'identification et/ou mise en place de la structure villageoise de coordination.



Photo 2 : Séance de travail dans un village

❖ **Diagnostic participatif de l'espace urbain communal (DEUC)**

Ce diagnostic s'est effectué dans 3 quartiers et 3 villages de l'espace urbain. Il a été réalisé par deux équipes de 4 planificateurs chacune. La démarche dans les quartiers était constituée des étapes suivantes :

- ✓ La constitution du carnet de l'espace urbain par l'élaboration du profil historique, de la carte du village, du diagramme de VENN, de la carte de mobilité, de la carte de vulnérabilité et du transect,
- ✓ Identification des forces (potentialités) et faiblesses (problèmes/contraintes) de l'espace urbain en utilisant l'ISS dans les 28 secteurs;
- ✓ Analyse des problèmes de l'espace urbain et recherche des solutions en utilisant l'ISS, des tableaux d'analyses, des arbres à problèmes, des tableaux d'identification des solutions et de planification des solutions.

Par ailleurs, les différentes équipes ont effectuées des enquêtes (interviews et focus group) auprès des groupes vulnérables, des représentants des corps de métiers (commerçant, Artisans, etc.) et autres acteurs de la ville communale.

Le DIC et le DEUC ont été restitués au cours d'un atelier de restitution organisé par la commune le 21 Septembre 2011.

2.3 Consolidation des données du diagnostic

La consolidation des données s'est achevée avec la production d'un rapport de diagnostic consolidé. Cette consolidation s'est faite à l'aide des outils proposés par le PNDP en trois séquences :

❖ **Mise en commun de toutes les données collectées au cours des diagnostics niveau villages, de l'espace urbain et de l'institution communale :**

- Synthèse par secteur, des données du diagnostic réalisé dans les villages ;
- Situation de référence par secteur (éducation, santé, agriculture, environnement...) ;
- Consolidation des données par secteur ;
- Formulation des problèmes transversaux par secteur et identification des solutions.

❖ **Organisation d'un atelier de consolidation d'un jour (interne à l'OAL);**

- Présentation des données consolidées ;
- Echanges, jeu de question réponses ;
- Prise en compte des amendements ;
- Validation des données consolidées (Comité de pilotage).

❖ **Restitution des diagnostics consolidés.**

Un atelier de restitution de tous les diagnostics consolidés a été organisé au sein de la commune le 9 Mars 2012. Ont pris part à cet atelier : le personnel communal, les sectoriels locaux, les Présidents des comités de concertation et le PNDP. Les Tableaux suivants ont été restitués, amendés et corrigés :

- Les tableaux de consolidation des données ;
- Les tableaux d'analyses des problèmes et besoins par secteur.

2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier de planification s'est tenu du 10 au 12 Mai 2012. Pendant cet atelier, il a été question de:

- Valider et amender les différents cadres logiques ;
- Présenter les ressources mobilisables par le Maire ;
- Elaborer le Plan d'Investissement Annuel (PIA);
- Identifier les microprojets qui seront financés par l'allocation PNDP.
- Elaborer le Cadre des Dépenses Moyen Termes (CDMT).



Photo 3 : Atelier de Planification

Durant cet atelier, les cadres logiques ont été amendés et budgétisés lors des travaux de groupes. Ces groupes étaient constitués des sectoriels et les Présidents des comités de concertation.

Le secrétaire général de la mairie a par la suite présenté les sources de financement disponibles et leurs circuits de mobilisation (Recettes propres, BIP, DGD, CAC, Allocation-PNDP, Redevance diverses, coopération décentralisée, autres sources). Par la suite, le PIA a été élaboré par une programmation des actions prioritaires dont la mise en œuvre est prévue pour la première année.

Au cours de l'élaboration du PIA, il était de la responsabilité des Présidents des comités de concertation villageoise de choisir les microprojets qui seront financés par l'allocation PNDP. Enfin a suivi l'élaboration du CDMT par la planification des activités sur une durée de trois ans.

2.5 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Le suivi-évaluation participatif est assuré par le comité de pilotage mis en place lors de la phase de préparation de l'ensemble du processus. Ceci est un moyen d'associer les différentes parties constituantes (l'exécutif municipal, élus locaux, élites, sectoriels, autorités traditionnelles, représentants des communautés de base) à prendre activement part à la réalisation des projets élaborés dans le PCD. Le comité mis en place est chargé de :

- S'assurer au jour le jour de la qualité des experts commis par l'OAL;
- S'organiser afin que chaque communauté parcourue par l'OAL bénéficie de la présence du conseiller municipal en charge du secteur;
- Aider à la mobilisation des différentes parties prenantes lors des différentes étapes du diagnostic et de la planification.

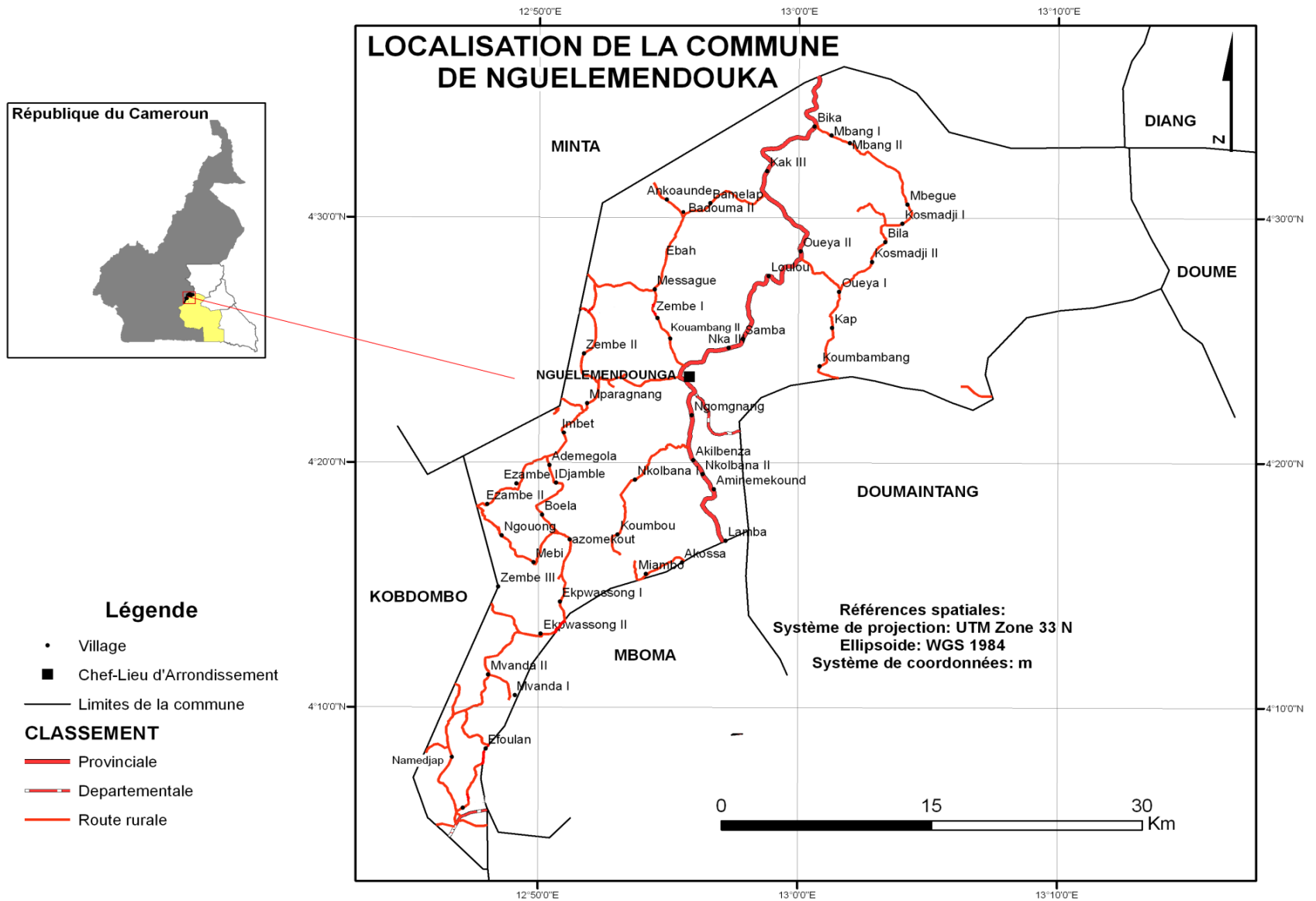
L'Agent Communal de Développement (ACD) et le Comité Communal de Suivi du PCD (CCDP) en collaboration avec les autres responsables (SG, Président de la CPM...) devront accompagner l'exécutif municipal dans la mise en œuvre des actions planifiées dans le PIA. A la fin de l'année budgétaire, une évaluation participative de la mise en œuvre du PIA devra être faite, et la commune devra actualiser ses chiffres dans les tableaux de planification stratégiques et élaborer le nouveau PIA.

3 PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1 Localisation de la commune

La commune de Nguélémendouka a été créée le 27 Novembre 1952. Située entre le 4^{ème} et le 5^{ème} degré de Latitude Nord par rapport à l'Equateur et entre le 13^{ème} et 14^{ème} degré de Longitude par rapport au méridien de Greenwich. Elle couvre 50 villages avec une superficie de 1.068 Km² 50 villages et est délimitée :

- au Nord par la commune de Diang ;
- au Sud par la commune de Nyakokombo (Kobdombo) ;
- à l'Est par la commune de Doumaintang ;
- à l'ouest par la commune de Minta.



Carte 1: Carte localisation de la Commune par rapport au chef-lieu de département et au Cameroun

3.2 Milieu biophysique

3.2.1 Relief

Le relief est celui de la zone forestière équatoriale humide ; l'altitude moyenne est de 700m ; on note de vastes plateaux marécageux d'où le Nyong prend ses sources. Par ailleurs on retrouve des zones accidentés et de fortes pentes dans la commune.

3.2.2 Sols

Le sol est ferrallitique et très latéritiques dans certaines zones. Les sols sont généralement riches en humus à cause de la large cuvette du Nyong à la source cela confère au sol de Nguélémendouka une fertilité record dans la sous-région. Nous rencontrons aussi des sols hydromorphes formés dans les grandes zones marécageuses de la commune.

3.2.3 Climat

Nguélémendouka est soumise à un climat de type guinéen avec 04 saisons d'inégale répartition qui sont :

- une grande saison sèche de Décembre à Mars -récolte du café ;
- une petite saison de pluie d'Avril à Mai -semis vivriers ;
- une petite saison sèche de Juin à Juillet –récolte des vivres ;
- une grande saison de pluie d'Août à Novembre –temps mort.

Toutefois, il faut dire que quelque temps, ce schéma ne marche pas à cause des changements climatiques. Il pleut à contre temps et la sécheresse est rude.

3.2.4 Hydrographie

Le réseau hydrographique de la commune de Nguélémendouka est très dense. En effet, elle est arrosée par de nombreux cours d'eau marécageuses tel que le Nyong où les habitants exercent des activités de pêche traditionnelle.

3.2.5 Végétation et Flore

La végétation de l'espace communal consiste en une mosaïque de forêt semi-décidue et de savane arborée. Cette végétation est surtout constituée de galeries forestières. Les principales essences de la flore sont présentées dans le tableau 1 :

Tableau 1 : Quelques essences forestières de Nguélémendouka

Nom scientifique	Nom commercial	Usage
<i>Triplochiton scleroxylon</i>	Ayous	Bois coffrage
<i>Milicia excelsa</i>	Iroko	Bois d'œuvre
<i>Entandrophragma cylindricum</i>	Sappeli	Œuvre
<i>Entandrophragma utile</i>	Sipo	Œuvre
<i>Irvingia gabonensis</i>	Mangue sauvage	PFNL (fruit et culinaire)
<i>Terminalia superba</i>	Fraké	Bois coffrage
<i>Ricinodendron heudelotii</i>	Djansang	PFNL (culinaire)
<i>Cola edulis</i>	Noisetier	PFNL (fruit)
<i>Garcinia cola</i>	Bitter cola	PFNL (aphrodisiaque)
<i>Baillonella toxisperma</i>	Moabi	Médicinale / œuvre
<i>Nauclea didirrechi</i>	Bilinga	Médicinale / œuvre
<i>Enantia chlorantha</i>	Moambe jaune	Médicinale (écorce)
<i>Pterocarpus soyauxii</i>	Padouk	Médicinale / œuvre
<i>Guirbourtia tesmannii</i>	Bubinga	Médicinale / œuvre

3.2.6 Faune

Bien que la faune soit assez diversifiée les espèces deviennent rares à cause des activités anthropiques qui sont menées dans la forêt. La pêche qui se fait dans les différents cours d'eau de l'espace communal permet d'observer une gamme assez variée de poissons. Les tableaux 2 et 3 présentent quelques animaux de la faune sauvage et quelques espèces de poissons rencontrés dans la Commune de Nguélémendouka.

Tableau 2 : Quelques espèces de la faune sauvage

Noms communs	Noms scientifiques
Buffle	<i>Cyncercus caffer nanus</i>
Panthère	<i>Panthera pardus</i>
Nandinie	<i>Nadinia binotata</i>
Civette	<i>Vivera civetta</i>
Lièvre	<i>Cephalophus monticola</i>
Céphalophe à bande dorsale noire	<i>Cephalophus dorsalis</i>
Athèrure	<i>Atherurus africanus</i>
Céphalophe de Peter	<i>Cephalophus gallipygus</i>
Sitatunga	<i>Tragelapus spekei</i>
Singe (cercocèbe)	<i>Cercocebus Sp</i>
Pangolin	<i>Manis tricuspis</i>
Chimpanzé	<i>Pan troglodytes</i>
Potamochère	<i>Potamocheirus porcus</i>
Hérisson (Aulacode)	<i>Trynomis swinderianus</i>
Vipère	<i>Bitis gabonica</i>
Rat de Gambi	<i>Crycetomis enunii</i>

Tableau 3 : Principales espèces halieutiques

Noms communs	Noms scientifiques
Silure	<i>Clarias gariepinus</i> <i>Clarias gabonensis</i> <i>Clarias buthupogon</i>
Machoiron	<i>Chrysichthys nigrodigitatus</i> <i>Chrysichthys walkeri</i> <i>Chrysichthys thysi</i> <i>Arius heudoletii</i> <i>Plotosus lineatus</i>
Goujon	<i>Gobio gobio</i> <i>Epinephelus fasciatus</i>
Poisson vipère	<i>Parachana africanum</i>
Tacheté (famille du machoiron)	<i>Arius maculatus</i>

3.2.7 Ressources minières

Le sable constitue la principale ressource minière de la Commune de NguélémeDouka. Les carrières sont localisées dans les différents marécages de la région. Par ailleurs, on retrouve aussi de la latérite et des roches exploitables sous forme de gravier. L'organisation de l'exploitation de ces ressources reste à faire.

3.3 Milieu humain

3.3.1 Historique

Au début du XIX^e siècle, NKAL SELEG et son frère EKAA NANG se libèrent des Yebekolo et progressent vers l'Est où ils rencontrent et repoussent les MAKAs Bouanz et Ebessep plus au Sud et le Nord. NKAL SELEG décède en 1890 en pleine campagne d'assimilation en pays Bamvele plus au nord. Son fils NKAL MENTSOUGA de mère MENTSOUGA fille d'origine Maka Bouanz de Bayong sur la route de Doumé, succède à son père et accroît son hégémonie sur les villages alentours ; il devient très rapidement le « KOUO MINBANG » particulièrement redouté des Allemands.

Le 03 Décembre 1906, NKAL MENTSOUGA livre une rude bataille contre les Allemands. Il finit par signer la reddition mais ne s'avoue pas vaincu. En 1910, la dureté des travaux forcés, notamment lors de la construction de la digue d'Abong Mbang provoque une insurrection des Maka contre les Allemands. NKAL MENTSOUGA est par la suite arrêté et pendu à DOUME Station le 17 Décembre 1912.

NANGA NGUELLE règne par la suite de 1912 en 1918 pour laisser place au règne de OUNDI NGUELLE de 1918-1930. OUNDI NGUELLE est destitué en 1930 par les Français l'accusant de tyrannie. Il est remplacé par DANG NGUELLE qui règne jusqu'en 1947.

En 1959 lors de la rédaction de la loi et de l'arrêté de création respectivement de l'arrondissement et de la commune rurale, le territoire jadis contrôlé par NKAL MENTSOUGA devient arrondissement et commune rurale de NGUELEMENDOUKA selon l'expression et la transcription française ; car il faut dire que les allemands écrivaient "GELLE Manduka" pour parler de NKAL MENTSOUGA, leur terrible adversaire.

3.3.2 Taille de la population

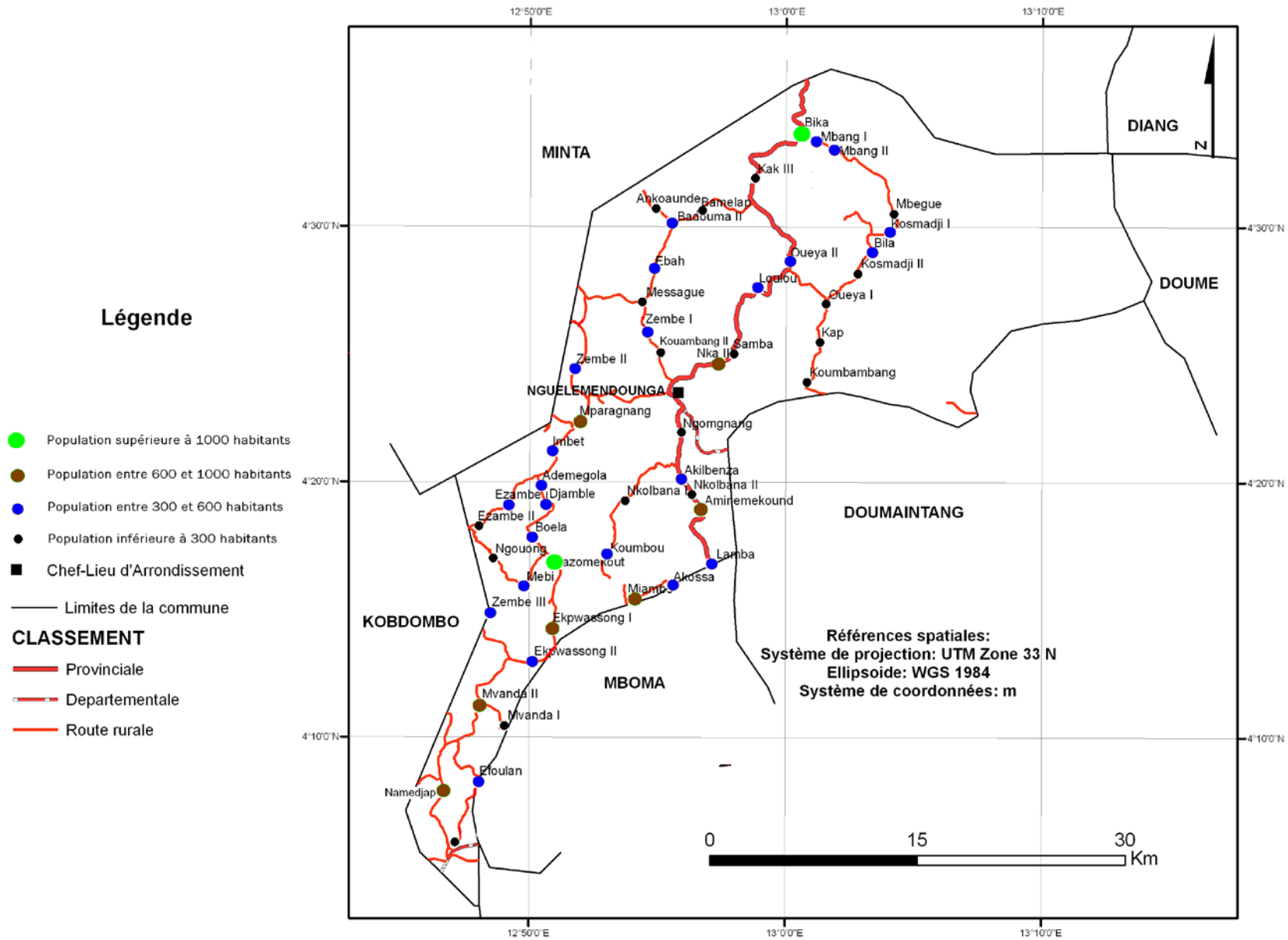
Le tableau 4 donne la structure de la population de l'espace urbain par sexe.

Tableau 4 : structure de la population

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (moins de 16 ans)	Enfants (moins de 5 ans)	Total
MBEGUE	55	150	44	33	282
NGUÉLEMENDOUKA III	170	180	150	200	700
MBANG II	150	235	80	35	500
MBANG I	130	177	98	60	465
KAK III	82	102	26	15	225
OUEYA II	126	148	80	62	416
LOULOU	79	70	53	126	328
KOUMBOU	79	93	86	54	312
ADEMEGOLA	90	110	140	80	420
IMBET	92	105	228	101	526
DJAMBLE	80	91	90	60	321
BOELA	79	89	94	58	320
ZEMBE II	148	199	90	65	502
MIAMBO	180	352	125	78	735
LAMBA	176	183	92	107	558
AKILBENZA	136	122	40	89	387
MVANDA I	84	90	49	72	295
AKOSSA	93	123	87	76	379
ZEMBE III	100	120	34	200	454
NAMEDJAP	245	159	90	126	620
BAMELAP	80	60	23	40	203
ANKOAUNDE	42	60	21	35	158
KOUAMBANG II	65	55	56	45	221
NKOLBANA II	48	46	53	87	234
MPARAGNANG	242	267	187	153	849
KOUMBAMBANG	50	70	70	30	220
KOSMADJI II	45	40	50	40	175
OUEYA I	47	65	60	40	212

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (moins de 16 ans)	Enfants (moins de 5 ans)	Total
BILA	75	89	90	85	339
EKPWASSONG II	156	145	89	69	459
NGOMGNANG	78	97	60	61	296
BADOUMA II	144	78	64	68	354
SAMBA	76	86	66	51	279
KOUAMBANG III	51	50	75	45	221
MESSAGUE	30	25	25	44	130
EZAMBE I	127	106	79	48	360
EZAMBE II	53	40	40	48	181
MEBI	54	53	70	41	350
KAP	64	53	22	25	164
ZEMBE I	77	108	175	105	495
NKOLBANA I	75	87	68	50	280
AMINEMEKOUND	208	312	61	94	675
EBAH	108	104	169	70	456
NGOUONG	40	30	40	65	175
EKPWASSONG I	160	200	110	218	689
KOSMADJI I	117	109	76	398	340
EFOULAN	90	120	150	96	390
MVANDA II	379	419	320	144	798
AZOMEKOUT	489	548	101	187	1 037
BIKA	557	698	322	210	1 255
NGUELEMENDOUKA					11059
TOTAL					31 799

La carte 2 représente la répartition spatiale des populations dans la commune



Carte 2 : Répartition spatiale des populations

3.3.3 Groupes ethniques

La commune de Nguélémdouka comporte 50 villages (50 chefferies de 3^{ème} degré) regroupé en 02 groupements (2 chefferies de 1^{ème} degré) correspondant aux 02 grands groupes ethniques : Omvang et Maka. Ces groupes sont repartis en Maka Ebessep, Omvang Sekonda et Omvang Ngomeya (3 chefferies de 3^{ème} degré).

En réalité, on peut dire que la commune de Nguélémdouka est peuplé de populations homogènes car, depuis le mariage de NKAL SELEG, digne chef incontesté des Omvang, avec MENTSOUGA digne fille Maka Bouanz, nul ne peut prétendre que NKAL MENTSOUGA appartient à l'un ou l'autre des deux groupes. A partir de là tous ceux qui descendent ou se réclament de lui sont soit d'origine ou descendant Maka ou Omvang.

A ces ethnies il faut ajouter de nombreuses autres communautés originaires des différentes régions du Cameroun (Bamiléké; Bamoum ; Haoussa ; etc ;). Toutes ces ethnies entretiennent des relations fraternelles et collaborent pacifiquement.

3.3.4 Religion

La religion dominante est le christianisme. Ce courant religieux est représenté par :

- l'Eglise Presbytérienne Camerounaise (EPC) ;
- l'Eglise Presbytérienne Camerounaise Orthodoxe (EPCO) ;
- l'Eglise Adventiste ;
- l'Eglise Evangélique du Cameroun (EEC) ;
- l'Eglise Catholique.

En plus du christianisme, l'islam est également pratiqué dans la commune mais uniquement par les halogènes.

3.4 Activités économiques

3.4.1 Agriculture

L'agriculture est la première activité pratiquée dans la commune. Il s'agit d'une agriculture traditionnelle caractérisée par le travail manuel, la faible application des techniques de lutte phytosanitaire et des rendements relativement faibles. Plusieurs cultures sont pratiquées dans cette région. Les cultures de rente pratiquées sont le café et le cacao. Pour ce qui est des cultures vivrières, le bananier et le plantain et le manioc sont les principales, même si le palmier à huile gagne de plus en plus le terrain.

3.4.2 Elevage et pêche

L'élevage traditionnel avec comme technique prépondérante la divagation est celle la plus pratiquée dans la région. Les principaux animaux élevés sont : les chèvres, les moutons, les porcs et les poules. Cependant le manque de soins apportés aux animaux dans ce système d'élevage extensif est l'une des causes de la faible rentabilité.

La pêche quant à elle est pratiquée dans les différents cours d'eaux de la commune à l'aide des techniques artisanales (ligne, nasse, filet, barrage)

La pisciculture en ce qui la concerne est très peu développée car il ya peu d'étangs. La majorité des étangs ne sont pas aménagés.

3.4.3 Chasse

La chasse est pratiquée dans les forêts qui couvrent la commune. Il s'agit d'une activité secondaire dont la production est destinée à l'autoconsommation soit à la vente. Les techniques utilisées à cet effet sont essentiellement traditionnelles. Les animaux couramment chassés sont inscrits dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5 : Liste des espèces fauniques

Noms communs	Noms scientifiques
Pangolin	<i>Manis tricuspis</i>
Potamochère	<i>Potamocheirus porcus</i>
Céphalophe à bande dorsale noire	<i>Cephalophus dorsalis</i>
Civette	<i>Viverra civetta</i>
Lièvre	<i>Cephalophus monticola</i>
Singe (cercocèbe)	<i>Cercocebus Sp</i>
Porc-épic Athère	<i>Atherurus africanus</i>
Céphalophe de Peter	<i>Cephalophus gallipygus</i>
Hérisson (Aulacode)	<i>Tryonomis swinderianus</i>
Rat de Gambi	<i>Crycetomys enunii</i>
Vipère	<i>Bitis gabonica</i>
Chimpanzé	<i>Pan troglodytes</i>

3.4.4 Exploitation forestière

La Commune de Nguélémeidouka compte deux ventes de coupe. Les deux ventes de coupe font l'objet d'une exploitation industrielle de bois. A côté de cette exploitation contrôlée, on assiste à une exploitation anarchique et illégale du bois d'œuvre. Les populations exploitent le bois dans l'exercice de leur droit d'usage pour leurs constructions.

3.4.5 Collecte des produits forestiers non ligneux

Ces produits font l'objet d'une exploitation traditionnelle et non durable au regard des techniques de collecte utilisés. De même, les populations accordent peu d'importance à ces produits comme ressources pouvant générer des revenus.

Les produits forestiers non ligneux sont : les chenilles les escargots le miel les produits médicinaux, le djansang le rotin...

3.4.6 Artisanat

Malgré d'énormes potentialités locales l'artisanat de production est peu développé. Cette activité concerne la vannerie, la confection des balafons, pirogues et tam-tams, la couture, la menuiserie,

la boulangerie artisanale,... Elle intègre également la transformation de certains produits agricoles comme : les bâtons de manioc, l'huile de palme.

L'artisanat de service par contre est développé dans la ville de Nguélémendouka. Il concerne les call-box, coiffeurs, moto-taxi, poissonnerie, restaurants, boucherie, réparateur, vidéoclub, etc.

L'artisanat d'art est quasi absent dans la commune (maroquinerie, ébéniste, sérigraphie, teinture, décoration...).

3.4.7 Commerce

Le commerce est peu développé à cause de l'enclavement de la région et du mauvais état des routes. Néanmoins on retrouve les produits agroalimentaires, brassicoles, le textile, la quincaillerie des intrants agricoles...

3.4.8 Industrie

Hormis les transformations traditionnelles des bâtons de manioc et d'huile de palme, le tissu industriel est relativement faible.

3.4.9 Services

Les services présents dans cette localité sont :

- Express Union ;
- MC² ;
- Deux (2) agences de voyage (gloire à Dieu et Alliance voyage) ;
- Trois (3) auberges ;
- Un (1) établissement de bureautique ;
- Une (1) scierie transformant le métal et le bois ;
- Une antenne de l'IRAD.

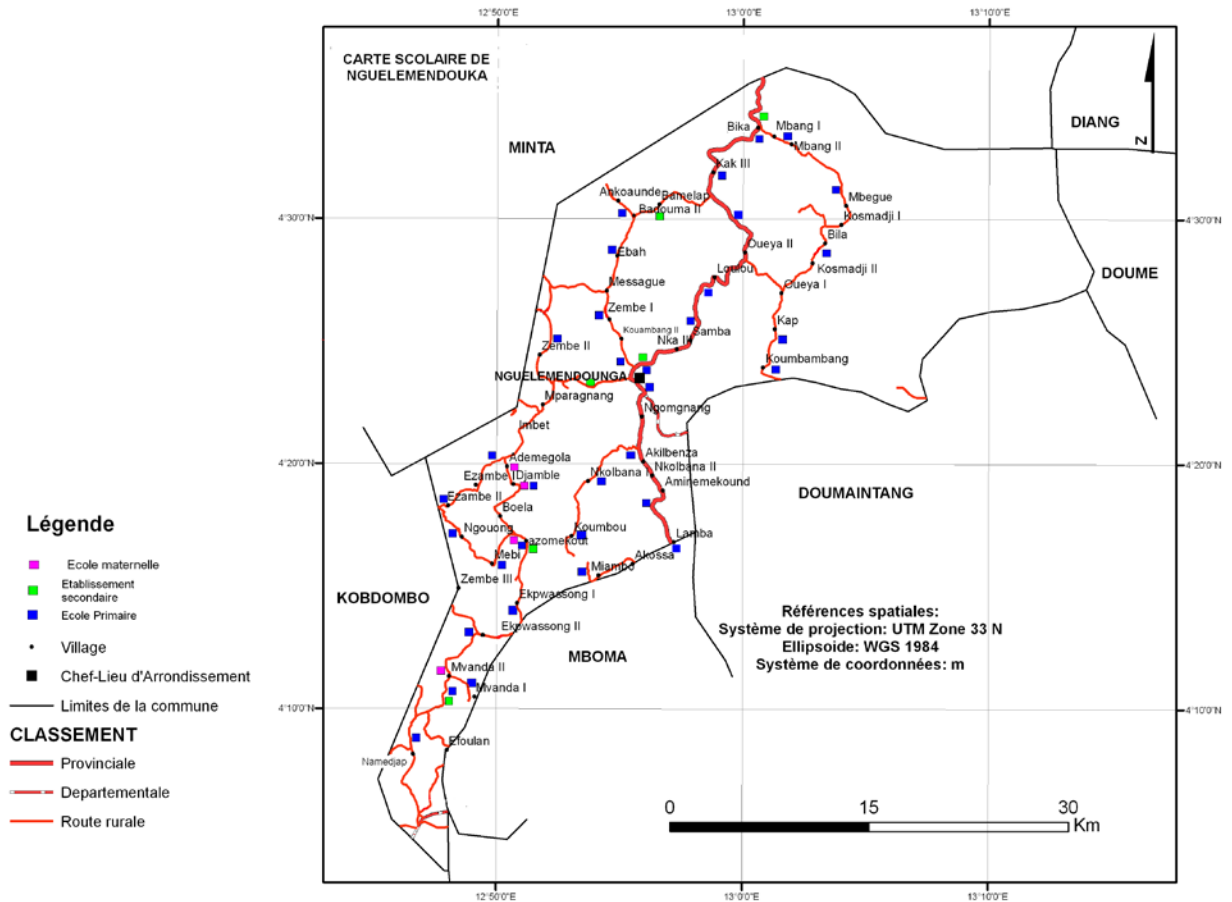
3.5 Principales infrastructures par secteur

3.5.1 Education primaire et enseignement secondaire

L'éducation de base comporte une inspection d'arrondissement constituée d'un bâtiment en bon état. En plus de ces services, on note la présence de :

- 35 écoles primaires de 100 salles de classe.
- 06 écoles maternelles de 05 salles de classe;
- 05 établissements secondaires pour un total de 38 salles de classe.

La carte 3 présente la répartition spatiale des établissements du primaire et du secondaire.



Carte 3 : Répartition spatiale des établissements scolaires

3.5.2 Santé publique

Les infrastructures sanitaires sont représentées par :

- 03 Centres de Santé Intégré (Bika, Azomkout et Mvanda II) ;
- 01 Centre médical d'arrondissement ;
- 01 Cabinet Médical privé ;
- 01 hôpital catholique.

En matière de personnel sanitaire le système dispose de :

- o 01 médecin,
- o 03 Infirmiers Diplômés d'Etat (IDE),
- o 04 Infirmiers Brevetés (IB),
- o 14 Aides-soignants
- o 03 commis ;

La commune compte 07 bâtiments en matière d'infrastructures sanitaires,

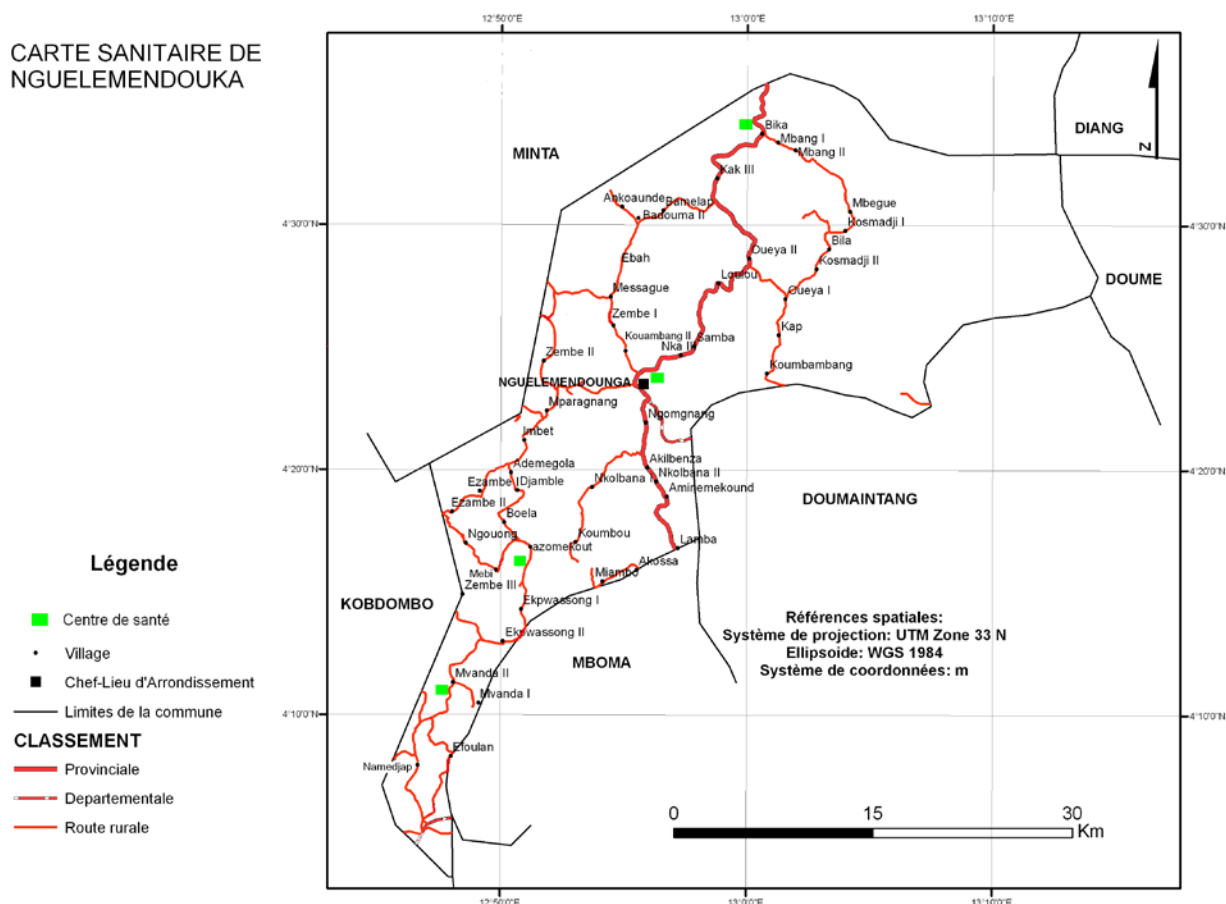
En matière d'équipement les services sanitaires disposent de :

- o 02 laboratoires,
- o 39 lits,

- 04 pharmacies,
- 04 maternité.

Combinés à des infrastructures et équipements vétustes, ces chiffres montrent qu'il de nombreux déficits à combler afin de rendre le système sanitaire de la Commune de Nguélémeidouka performant.

La carte 4 présente la répartition des centres de santé dans la commune de Nguélémeidouka.



Carte 4 : Répartition spatiale des centres de santé

3.5.3 Eau et énergie

* **Energie**

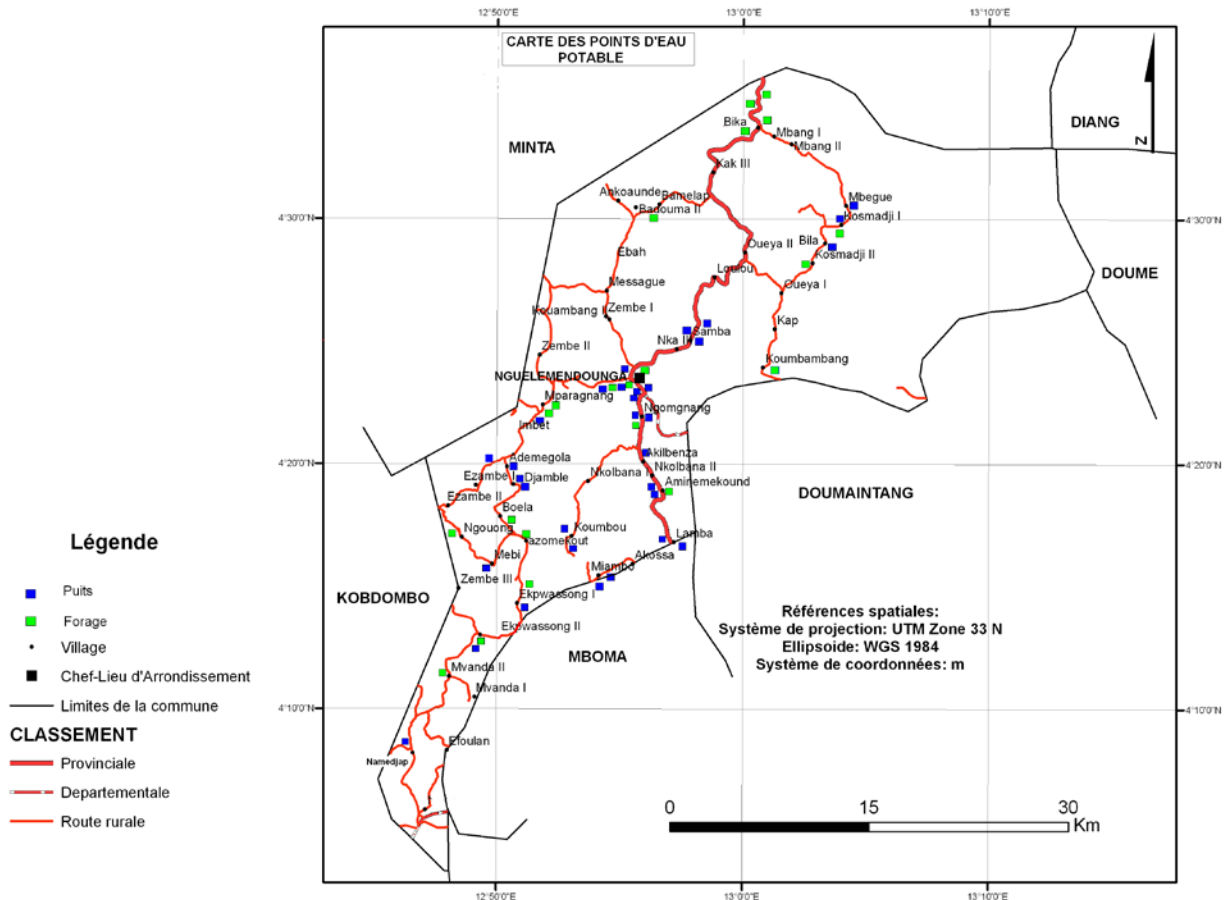
En plus du centre urbain de la Commune de Nguélémeidouka, Bika bénéficie d'un réseau électrique et Azomkout bénéficie d'une électrification décentralisée.

* **Eau**

La commune de Nguélémeidouka dispose de :

- 22 forages ;
- 32 puits ;
- Et 03 adductions d'eau.

La carte 5 représente la répartition spatiale des points d'eau.



Carte 5 : Répartition spatiale des points d'eau

3.5.4 Travaux publics

Dans la Commune de Nguélémeidouka, le ministère des travaux publics dispose d'une délégation départementale constituée de 03 bâtiments vétustes et quasi-abandonnés. Les infrastructures associées à ce département ministériel sont constituées de routes dont le diagnostic est présenté dans le tableau ci-dessous.

La commune de Nguélémeidouka dispose d'un réseau dense de route en terre aménagée qui rend très difficiles les déplacements des personnes et des biens, surtout en saison des pluies. Néanmoins, 70% du réseau routier a subi un entretien en 2012.

3.5.5 Commerce

Le commerce est peu développé à cause de l'enclavement de la région et du mauvais état des routes. Néanmoins on retrouve des produits agroalimentaires et brassicoles, du textile, des quincailleries, des intrants agricoles...

En termes d'infrastructures commerciales, on note la présence d'un marché à Nguélémeidouka qui dispose de :

- 32 comptoirs ;
- 67 boutiques ;

- Et 02 hangars.

3.5.6 Agriculture

Dans l'espace communal, l'activité agricole est encadrée par ;

- Une délégation d'arrondissement comportant 01 bâtiment délabré ;
- 01 poste agricole à Ekwassong I disposant d'un bâtiment vétuste ;
- 01 CEAC abrité au sein de la délégation d'arrondissement de l'agriculture ;

3.5.7 Elevage, pêches et industries animales

Ce département ministériel est représenté par une délégation d'arrondissement constituée d'un bâtiment en bon état. Le tableau 6 présente les différentes infrastructures d'élevage dans la commune.

Tableau 6 : Infrastructures d'élevage

Infrastructures d'élevage	Nombre	Etat (provisoire ou définitif)
Parc de vaccination	00	/
Puits pastoraux	00	/
Parc à bétail	00	/
Bain détiqueur	00	/
Bief/Mare	/	/
Poulailler	3	Provisoire
Porcherie	28	26 à l'état provisoire 2 à l'état définitif

3.5.8 Forêts et Faune

L'administration des forêts et de la faune est représentée par une délégation d'arrondissement constituée de 02 bâtiments vétustes.

3.5.9 Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

Ce secteur est représentée par :

- 01 sous-préfecture dont le bâtiment est en bon état,
- 01 brigade de gendarmerie abritée dans un bâtiment légèrement vétuste.

3.5.10 Affaires sociales

Cette administration est représentée à Nguélémendouka par 01 délégation d'arrondissement logée dans un bâtiment en bon état. D'autre part, L'ONG Plan Cameroun accompagne depuis 2005 les orphelins sur le plan éducationnel et sur le plan sanitaire. Il aide aussi les enfants de moins de cinq ans, ainsi que les handicapés par des dons en matériels ou médicaments.

3.5.11 Sport et éducation physique

Bien que l'administration et les services d'encadrement soient absents, le football et le handball sont beaucoup pratiqués par les jeunes dans la commune. Toutefois l'insuffisance d'infrastructures

adaptées limite les activités sportives. La commune dispose de 19 stades de football en terre non aménagé et d'un stade d'handball en terre non aménagé.

3.5.12 Recherche scientifique et innovations

Ce secteur est représenté uniquement par l'IRAD qui permet aux populations de bénéficier de plants et de semences améliorés. D'autre part, les populations bénéficient déjà des nouvelles technologies telles que les plaques solaires.

3.5.13 Culture

Ce département ministériel n'est pas représenté dans la Commune de Nguélémondouka. Néanmoins le tableau 7 présente les diverses infrastructures culturelles et de loisir dans l'espace communal.

Tableau 7 : infrastructures culturelles et de loisir dans l'espace urbain

Infrastructures de loisir	Nombre	Etat de fonctionnement	Problèmes/Observations
Foyer communautaire / municipal	3 (NGUÉLÉMENDOUKA I AZOMEKOUT MVANDA II)	passable	Absence de chaises et ouvertures à réfectionner
Bibliothèque municipale	0	0	0
Musée	0	0	0
Salle de cinéma	0	0	0
Vidéo club	4	provisoire	Coupure d'électricité
Manèges	0	0	0

3.5.14 Mines et développement industriel

Ce département ministériel n'est pas représenté dans la Commune de Nguélémondouka. Une usine de décorticage de café au fonctionnement saisonnier représente la seule infrastructure industrielle de l'espace urbain.

3.5.15 Poste et télécommunication

La commune ne dispose pas de bureau de poste fonctionnel. Néanmoins, l'agence de voyage "gloire à Dieu" et l'établissement "Express Union" font respectivement les transferts de colis et d'argent.

Les opérateurs de téléphonie mobile MTN et ORANGE couvrent partiellement la commune. Ces opérateurs offrent aux populations l'opportunité d'accéder aux services internet.

3.5.16 Communication

Ce ministère n'est pas représenté dans la commune. Les différentes infrastructures sont représentées dans le tableau 8 ci-dessous :

Tableau 8 : infrastructures de communication

Type	Nombre	Couverture de l'espace urbain (partielle ou Totale)	Problèmes/observations
Radio	1	Partiel	- Manque de personnel - Manque de personnel qualifié
Télé	0	0	- Disponible sauf avec utilisation d'antenne
Cablo distributeurs	0	0	
Journaux	0	0	

3.6 Synthèse des principales institutions intervenant dans la Commune

Le tableau 9 présente les principales institutions intervenant dans la commune de Nguélémdouka.

Tableau 9 : Principales institutions intervenant dans la Commune

Institutions Etatiques	Services
<ul style="list-style-type: none"> • MINADER ; • IRAD ; • MINEPIA ; • MINEDUB ; • MINAS ; • MINFOF ; • Poste de Gendarmerie ; • Sous-préfecture. 	<ul style="list-style-type: none"> • Express Union ; • MC² ; • deux (2) agences de voyage (gloire à Dieu et Alliance voyage) ; • trois (3) auberges ; • un (1) établissement de bureautique ; • une (1) scierie transformant le métal et le bois ; • une antenne de l'IRAD ; • l'ONG PLAN CAMEROUN ; • l'ONG PSEDD.

3.7 Principales potentialités et ressources de la Commune ;

Sur le plan socioéconomique la commune de Nguélémdouka regorge de quelques atouts et potentialités à même de soutenir son processus de développement local :

- La présence de plusieurs services gouvernementaux déconcentrés qui peuvent apporter des appuis multiformes à des projets productifs ;
- L'espace propice au développement de l'agriculture et l'élevage ;

- La proximité du NYONG favorise les cultures maraichères ;
- Des ressources naturelles : forêt, faune, richesse du sol, des sites touristiques, des terres fertiles et un climat favorable ;
- Une agriculture diversifiée avec un potentiel élevé pour pratiquer sur de grande parcelle des terres cultivables ;
- Un conseil municipal actif avec une diversité ethnique et socioprofessionnelle ;
- Présence des réseaux Orange et MTN ;

Les principales ressources de la Communes comprennent :

- Des Recettes Fiscales
- Des Taxes communales Directes,
- Des Taxes Communales Indirectes,
- Produits de l'exploitation du Domaine et Services Communaux
- Des Ristournes et Redevances consenties par l'Etat
- Des Subventions de Fonctionnement Reçues
- Transfert reçu dans le cadre la coopération décentralisée,
- Des autres produits et profits.

4 SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1 Synthèse du DIC

4.1.1 Forces et faiblesses dans la gestion des ressources humaines

Le tableau 10 présente les forces et faiblesses dans la gestion des ressources humaines.

Tableau 10 : Forces et faiblesses dans la gestion des ressources humaines

Forces	<ul style="list-style-type: none">• Réunion du personnel régulièrement tenues• Diversité ethnique et socioprofessionnel du Conseil Municipal• Exécutif disposant de bonnes capacités intellectuelles
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none">• Agents communal peu qualifié et en nombre élevé• Salaires irrégulière• Non-respect du cahier de charge pour le personnel• Formations techniques et spécifiques insuffisantes• Mauvaise organisation des services communaux• Mauvaise utilisation du personnel• Manque de franche collaboration• Manque de suivi et évaluation du personnel• Pas de recyclage du personnel

4.1.2 Forces et faiblesses dans la gestion financière

Le diagnostic a permis de ressortir les forces et faiblesses qui sont inscrits dans le tableau suivant :

Tableau 11 : Forces et faiblesses dans la gestion financière

Forces	<ul style="list-style-type: none">• Bonnes capacités de mobilisation des ressources propres
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none">• Difficultés dans le paiement des salaires• Absence de receveur au poste• Faible budget de la commune• Mauvaise exécution budgétaire• Inexistence d'un fichier de contribuables• Absence d'organigramme formel• Commission de passation de marchés non formé (formation et recyclage)

4.1.3 Forces et faiblesses dans la gestion du patrimoine communale

Le tableau 12 présente les principales forces et faiblesses de la commune dans la gestion du patrimoine communale.

Tableau 12 : Forces et faiblesses dans la gestion du patrimoine communale

Forces	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de terrains
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • Faible patrimoine • Terrains communaux non titrés • Mauvaise gestion du patrimoine (manque d'entretiens, faible archivage, gestion informelle.)

4.1.4 Forces et faiblesses dans la gestion des relations

L'analyse de la gestion des relations a permis de ressortir des données qui sont inscrites dans le tableau ci-dessous:

Tableau 13 : Forces et faiblesses dans la gestion des relations

Forces	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariat avec divers ONG/Programmes • Existence d'une radio communautaire
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • Faible implication des SDE dans les activités de la commune • Faible intercommunalité • Absence de plan de communication

4.1.5 Opportunités/atouts et menaces/contraintes

Le tableau 14 présente la synthèse des opportunités et des menaces de l'institution communale.

Tableau 14 : Opportunités/atouts et menaces/contraintes de la commune

OPPORTUNITES/ATOUTS	<ul style="list-style-type: none"> • Hôtel de ville en construction • Potentiel immobilier • Couverture en réseau de téléphonie mobile • Processus de Décentralisation • Partenariat établi avec les ONG/Associations • Potentialités humaines, minières et énergétiques
MENACES/CONTRAINTES	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de moyens logistiques • Mauvais état des routes • Coupures et baisse de tension régulières • Ressources financières faibles • Personnel vieillissant • Non résidence du maire dans la commune • Paiement irrégulier des salaires • Faible relation avec les SDE • Environnement politique

4.1.6 Axes de renforcement

Compte tenu des faiblesses de l'institution communale, il sera nécessaire de prévoir un renforcement des capacités de l'institution communale compte tenu du rôle qu'elle est appelée à jouer. Le tableau 15 présente ainsi les thèmes prioritaires retenus à cet effet.

Tableau 15 : Axes de renforcement des capacités de la Commune de Nguélémondouka

N°	Domaine	Thème	Cibles principales (non exhaustif)
1	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources humaines	Exécutif, Secrétaire Général
		Gestion des conflits	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Chefs de service, Agent Technique
		Leadership participatif	Conseillers municipaux
2	Gestion des ressources financières	Elaboration et gestion du budget	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur
		Techniques de mobilisation des ressources	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Chefs de service, Agent Technique
3	Gestion du patrimoine communal	Techniques d'archivage	Secrétaire Général, Comptable Matière, Agent Technique
		Maîtrise d'ouvrage communale	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Chefs de service, Agent Technique
		Gestion du patrimoine	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Comptable Matière, Agent Technique
4	Gestion des relations	Techniques de négociation et de gestion des partenariats	Exécutif, Secrétaire Général
5	Domaines transversaux	Suivi-Evaluation participatif	Exécutif, Secrétaire Général
		Gestion administrative	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Chefs de service, Agent Technique

4.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

SECTEUR 1 : Agriculture

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible Production agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Non maîtrise des techniques de lutte phytosanitaire et ignorance des techniques culturales modernes ; • Utilisation d'outils de production archaïque ; • Insuffisance d'encadrement et de suivi des producteurs ; • Difficultés d'accès au matériel végétal de qualité ; • Enclavement ; • Ignorance des techniques de conservation. • Utilisation d'intrants de qualité douteuse ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Faibles revenus ; • Appauvrissement des sols ; • Mal nutrition ; • Abandon des plantations ; • Pertes post-récoltes élevées ; • Exode rural. 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser et former les agriculteurs ; • Appuyer les agriculteurs en matériels et financements ; • Renforcer les institutions et structures d'accompagnement en personnels, équipements et infrastructures ; • Mettre en place des champs semenciers pour la fourniture en intrants ; • Ouvrir des pistes de collectes ; • Mettre en place des infrastructures de conservation et de transformation ; • Mettre en place une coopérative d'approvisionnement en intrants agricole

SECTEUR 2 : Élevage, pêches et industries animales

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible production pastorale et halieutique	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'encadrement et de suivi des producteurs; • Absence de vétérinaires et de suivi des animaux; • Pratique de l'élevage traditionnelle (élevage en divagation...); • Absence de structure d'approvisionnement en intrant ; • Élevage sentimental ; • Elevage restreint à la volaille, porcs, moutons et chèvres. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faibles revenus ; • Consommation des produits congelés ; • Inflation des produits d'élevage ; • Sous-alimentation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser et former les producteurs ; • Organiser des campagnes de suivi des animaux • Appuyer l'organisation des circuits d'approvisionnement en intrants et matériel d'élevage et de pêche ; • Promouvoir la pisciculture et l'apiculture.

SECTEUR 3 : Domaines et affaires foncières

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Forte insécurité foncière	<ul style="list-style-type: none"> • Ignorance de la loi foncière et domaniale ; • Ignorance et durée trop longue des procédures ; • Absence de plan d'occupation des sols ; • Habitats précaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Litiges fonciers ; • Accaparement des terres par certaines élites ; • Division des familles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les populations sur la loi foncière et domaniale ; • Elaborer un plan d'occupation des sols.

SECTEUR 4 : Développement urbain et habitat

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Centre urbain	Développement anarchique des quartiers urbains	<ul style="list-style-type: none"> • Faible entretien de la voirie urbaine • Inexistence de plan d'urbanisation ; • Démographie galopante. 	<ul style="list-style-type: none"> • Enlaidissement de la ville 	<ul style="list-style-type: none"> • Aménager la voirie urbaine • Délimiter le périmètre urbain • Elaborer et mettre en œuvre un plan d'urbanisation
2	Tous les villages	Prolifération des habitations en matériaux provisoires	<ul style="list-style-type: none"> • Faible rentabilité des activités économiques ; • Faible intégration de l'importance d'une habitation de qualité sur le bien être humain ; • Démographie galopante ; • Coût élevé des matériaux de construction. 	<ul style="list-style-type: none"> • Insalubrité • Maladies 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et appuyer les populations pour la promotion des logements décentes • Faciliter l'accès aux matériaux de construction ;

SECTEUR 5 : Environnement et protection de la nature

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Pollution de la nature	<ul style="list-style-type: none"> • Insalubrité ; • Mauvaise gestion des ordures et déchets ; • Inexistence des infrastructures d'assainissement dans les lieux publics (marchés, écoles...); • Utilisation des latrines non aménagées ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Rareté des poissons ; • Maladies hydriques ; • Environnement peu convivial ; • Érosion ; • Dérèglement climatique ; • Perte de la population faunique et floristique ; • Diminution du couvert forestier. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place et équiper un service d'hygiène et assainissement de la ville ; • Mettre en place des aires assainis ; • Mettre en place des points de collecte des ordures • Sensibiliser les populations sur l'hygiène et la salubrité ; • Construire des latrines publiques ;

SECTEUR 6 : Forêt et faune

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Perte de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Faible sensibilisation par les services des Eaux et Forêts ; • Coupes anarchiques du bois et exploitation illégale du bois; • Dégradation de la végétation ; • Braconnage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rareté /disparition de certaines espèces animales et végétales ; • Diminution du couvert forestier. 	<ul style="list-style-type: none"> • organiser des campagnes de sensibilisation de la population sur la gestion des ressources forestières et fauniques • mettre sur pied des pépinières et plantations forestières • Créer des forêts communautaires • Créer des alternatives au braconnage

SECTEUR 7 : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible établissement des pièces administratives	<ul style="list-style-type: none"> • Éloignement des services administratifs ; • Insuffisance du personnel administratif ; • Absentéisme du personnel en poste ; • Négligence des parents dans l'établissement des actes de naissances. 	<ul style="list-style-type: none"> • Corruption ; • Existence des individus sans pièces d'état-civil ni pièces d'identification ; • Retards scolaires ; • Délinquance juvénile ; • Établissement des faux actes de naissances. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapprocher les services d'état-civil des communautés ; • Renforcer les services administratifs en personnel ; • Construire et réhabiliter les services administratifs ; • Sensibiliser des populations sur l'élaboration des pièces officielles

SECTEUR 8 : Éducation de base

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance qualitative et quantitative des infrastructures ; • Insuffisance d'enseignants ; • Insuffisance d'équipements et d'aménagements ; • Absentéisme des enseignants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Délinquance juvénile ; • Sous-scolarisation ; • Analphabétisme ; • Retards scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter les anciens bâtiments ; • Renforcer le personnel enseignant sur les plans qualitatif et quantitatif ; • Construire de nouveaux bâtiments ; • Construire des points d'eau potables ; • Construire des toilettes ; • Créer de nouvelles écoles.

SECTEUR 9 : Enseignement secondaire

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
----	----------	-----------	--------	--------	---------

	CONCERNÉS				
1	Tous les villages	Faible accès à l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance qualitative et quantitative des infrastructures ; • Insuffisance d'enseignants ; • Insuffisance d'équipements et d'aménagements ; • Absentéisme des enseignants ; • Éloignement des établissements secondaires ; • Insuffisance d'établissements d'enseignements secondaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Délinquance juvénile ; • Sous-scolarisation ; • Analphabétisme ; • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ; • Exode rural ; • Prostitution ; • Prolifération des activités informelles ; • Forte dépenses liées à l'enseignement secondaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter les anciens bâtiments ; • Renforcer le personnel enseignant sur les plans qualitatif et quantitatif ; • Construire de nouveaux bâtiments ; • Construire des points d'eau ; • Construire des toilettes.

SECTEUR 10 : Enseignement supérieur

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible accès aux études supérieures	<ul style="list-style-type: none"> • Faibles revenus des parents d'élèves ; • Absence d'établissements d'enseignement supérieur. 	<ul style="list-style-type: none"> • Exode rural ; • Délinquance juvénile ; • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle ; • Prostitution ; • Prolifération des activités informelles ; • Fortes dépenses liées à l'enseignement supérieur. 	<ul style="list-style-type: none"> • Octroyer des bourses d'études d'excellence aux meilleurs bacheliers ; • Mettre sur pied un comité d'information, de sensibilisation et d'orientation des nouveaux bacheliers dans la commune.

SECTEUR 11 : Santé publique

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
----	--------------------	-----------	--------	--------	---------

1	Tous les villages	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de personnel ; • Insuffisance d'équipement ; • Insuffisance d'aménagement ; • Éloignement des centres de santé ; • Insuffisance des moyens de transport ; • Mauvais état des routes ; • Insuffisance de médicaments. 	<ul style="list-style-type: none"> • Coûts de santé élevés ; • Recrudescence des maladies ; • Baisse de la main d'œuvre ; • Fort taux de morbidité ; • Faible production pastorale et agricole ; • Baisse de revenus. 	<ul style="list-style-type: none"> • équiper les établissements sanitaires existants ; • Créer de nouveaux centres/cases de santé ; • Renforcer le personnel de santé.
---	-------------------	--	---	---	---

SECTEUR 12 : Eau et énergie

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages sauf ceux sous cités	Faible couverture en électricité	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'énergie électrique 	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité ; • Vol. 	<ul style="list-style-type: none"> • Extension du réseau électrique ; • Promouvoir l'énergie solaire ; • Réhabiliter les réseaux locaux existant.
	AZOMEKOUT		<ul style="list-style-type: none"> • générateurs locaux défectueux ; • Réseaux locaux non fonctionnels. 	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité ; • Vol. 	
	MBEGUE; MBANG II; MBANG I; KAK III; NGUÉLÉMENDOUKA III; MPARAGNANG ; GOMGNANG ; KOSMADJI I; SAMBA		<ul style="list-style-type: none"> • Faible intérêt des acteurs de la filière énergétique par rapport à la Commune ; • Coupures intempestive et à longue durée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Coûts d'énergie élevés ; • Insécurité ; • Vol. 	
	Tous les villages	Difficulté d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> • Points d'eau existant en panne ; • Inexistence/insuffisance de points d'eau potable ; • Ignorance des techniques de traitement d'eau. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prolifération des maladies hydriques ; • Baisse de la main d'œuvre ; • Baisse des revenus. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter les points d'eau existants ; • Construire de nouveaux points d'eau potable ; • Aménager les sources d'eau.

SECTEUR 13 : Travaux publics

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Enclavement	<ul style="list-style-type: none"> • Entretien irrégulier du réseau routier de la Commune ; • Mauvais état des ponts et des buses ; • Prolifération des nids de poules. 	<ul style="list-style-type: none"> • Impraticabilité des routes en saison de pluies ; • Coûts de transport élevés ; • Écoulement difficile des produits ; • Accès difficile aux soins ; • Accidents. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation des routes; • Réhabilitation des ponts et buses.

SECTEUR 14 : Affaires sociales

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible encadrement des populations vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance en personnel au centre social de Nguélémdouka ; • Absence de pools d'animations rurales ; • absence d'équipement et de moyen de locomotion dans le centre social ; • faible financement du centre social ; • absence de prise en charge des vieillards ; • absence d'unités de prise en charge au sein des formations sanitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'un fichier des populations vulnérables ; • Stigmatisation des nécessiteux ; • Délinquance. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le centre social en équipement et personnel ; • Appuyer le centre social en fonds, matériels et médicaments ; • Créer des pools d'animations rurales ; • Construire une maison d'accueil des personnes su 3^{ème} âge

SECTEUR 15 : Promotion de la femme et de la famille

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible promotion de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> • Coutumes ; • Absence d'un centre de promotion de la femme et de la famille ; • Faible niveau scolaire des femmes ; • Mauvaise organisation des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible pouvoir d'achat des femmes ; • Difficultés d'accès à la propriété foncière ; • Fragilisation des familles ; • Prédominance d'unions libres. 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire un centre de promotion de la femme et de la famille • Organiser et former les femmes à l'entrepreneuriat ; • Sensibiliser les populations à la prise en compte du Genre ; • Organiser des mariages collectifs • accompagner les veuves

SECTEUR 16 : Jeunesse

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible encadrement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de structure de formation des jeunes • Faible culture de l'entrepreneuriat ; • Formations et profils inadaptés ; • Faible connaissance des mécanismes et programmes d'insertion professionnelle ; • Absence d'activités socioculturelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Exode rural ; • Délinquance ; • Prostitution ; • Prolifération des activités informelles ; • Insécurité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire des structures d'encadrement des jeunes ; • Vulgariser les mécanismes et programmes d'insertion professionnelle des jeunes (FNE, PIAASI, PAJER-U...) ; • accompagner et appuyer les jeunes à l'entrepreneuriat.

SECTEUR 17 : Sport et éducation physique

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible développement des activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'infrastructures sportives ; • Mauvaise qualité des infrastructures existantes ; • Absence de mécènes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Oisiveté ; • Développement des activités malsaines (alcoolisme, tabagisme, prostitution). 	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter les infrastructures existantes ; • Construire de nouvelles infrastructures sportives ; • Organiser des championnats sportifs ; • Accompagner les équipes locales.

SECTEUR 18 : Transport

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Insécurité routière	<ul style="list-style-type: none"> • Excès de vitesse ; • Absence de gare routière ; • Ignorance du code de la route par les usagers ; • Absence de panneaux de signalisation sur les routes rurales ; • Mauvais état des véhicules ; • Surcharges. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accidents de circulation 	<ul style="list-style-type: none"> • Multiplier les actions de prévention routière ; • Aménager une fourrière municipale ; • Implanter des panneaux de signalisation sur les routes rurales ; • Construire une gare routière.
2	Tous les villages	Coût élevé du transport	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état de la route ; • Insuffisance des moyens de locomotion. 	<ul style="list-style-type: none"> • Coût élevé des produits de première nécessité dans les villages 	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter les routes

SECTEUR 19 : Emploi et formation professionnelle

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible insertion professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement insuffisant ; • Faible qualification ; • Insuffisance de structure de formation professionnelle ; • Insuffisance d'opportunité d'emploi. 	<ul style="list-style-type: none"> • Exode rural ; • Délinquance ; • L'oisiveté ; • Délinquance ; • Découragement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire une SAR/SM • Promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat.

SECTEUR 20 : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Climat local peu incitatif au développement des PME	<ul style="list-style-type: none"> • Circuits d'approvisionnement peu fiables et irréguliers ; • Conditions d'accès au crédit très rigides ; • Faible rendement ou absence d'énergie ; • Enclavement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible rentabilité des PME locales ; • Faible exploitation des ressources locales ; • Faible développement économique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des foires et expositions annuels • Créer, construire et équiper un village artisanal • Faciliter l'accès au crédit pour les promoteurs des PMEESA

SECTEUR 21 : Recherche scientifique et innovations

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible accès aux innovations scientifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de champs semenciers ; • Faible connaissance des techniques innovantes ; • Faible revenu des populations locales ; • Insuffisance de l'IRAD en équipement et personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Techniques de production archaïques (agriculture itinérante, ...) ; • Faibles rendements et rentabilités des activités économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des champs semenciers ; • Organiser des campagnes d'information et de formation des agriculteurs ; • Construire et équiper l'IRAD ; • Renforcer L'IRAD en personnel.

SECTEUR 22 : Tourisme

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Inexistence d'activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> • non valorisation des potentialités touristiques de la Commune ; • Sites non aménagés ; • Sites non exploités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible développement du secteur touristique ; • Pas d'entrée des devises ; • Villages peu connus. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aménager 'un parc de loisirs à Nguélémendouka • Aménager des sites touristiques • Construire des structures d'accueil

SECTEUR 23 : Culture

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Perte des us et coutumes	<ul style="list-style-type: none"> • Affaiblissement du pouvoir traditionnel ; • Absence d'activités culturelles ; • Absence de foyers culturels ; • Influence des cultures occidentales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte d'identité culturelle ; • Disparition des animations folkloriques et rites coutumiers ; • Non respect des interdits coutumiers ; • Non valorisation de la culture comme un atout touristique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir des foires culturelles périodiques ; • Construire des foyers culturels.

SECTEUR 24 : Mines et développement industriel

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible exploitation du potentiel local de mines	<ul style="list-style-type: none"> • Enclavement des sites ; • Manque de matériel d'extraction ; • Inorganisation des parties prenantes ; • Faible organisation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible contribution aux recettes de la Commune issues du secteur ; • Faible développement des grappes d'activités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter les voies d'accès aux gisements de mines ; • Appuyer l'organisation des parties prenantes de la filière.

SECTEUR 25 : Commerce

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Accès difficile aux marchés	<ul style="list-style-type: none"> Absence de marché et/ou d'infrastructures commerciales dans les villages ; Éloignement du marché communal par rapport à la plupart des villages ; Enclavement. 	<ul style="list-style-type: none"> Coût élevé des denrées de première nécessité ; Faible valorisation de la production locale ; Vente illégale du cacao ; Faible écoulement des produits ; Faible commercialisation des produits. 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des marchés périodiques dans les villages ; Renforcer le marché de Nguélémdouka en infrastructures et aménagements.

SECTEUR 26 : Poste et télécommunication

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible couverture du réseau de télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> Bureau de poste peu fonctionnel ; Couverture partiel des Réseaux de téléphonie mobile ; Absence de connexion internet. 	<ul style="list-style-type: none"> Faible pouvoir de négociation des acteurs locaux ; Mauvaise communication téléphonique ; Sous-information. 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir l'installation des antennes téléphoniques de relais ; Raccorder de l'arrondissement au réseau de la fibre optique ; Réhabiliter la poste de Nguélémdouka.
2	Tous les villages	Faible recours aux TIC	<ul style="list-style-type: none"> Absence de télécentre communautaire ; Faible connaissance des NTIC Absence de fibre optique. 	<ul style="list-style-type: none"> Analphabétisme (TIC) ; Coûts élevés d'accès à Internet ; Retards technologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Créer et construire un télécentre communautaire ; Former les populations sur les Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC).

SECTEUR 27 : Communication

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible couverture médiatique	<ul style="list-style-type: none"> Faible couverture radio et télévision ; Absence d'antenne de relais de télévision nationale ; Inexistence de la presse écrite. 	<ul style="list-style-type: none"> Faible pouvoir de négociation des acteurs locaux ; Sous-information. 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir l'installation des antennes relais ; Réhabiliter et affecter le personnel à la radio communautaire ;

SECTEUR 28 : Travail et sécurité sociale

N°	VILLAGES CONCERNÉS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Prolifération des emplois informels	<ul style="list-style-type: none"> Faibles capacités de négociation des demandeurs d'emploi ; Insuffisance de contrôle social après des entreprises ; Ignorance du code de travail ; Insuffisance de matériel de sécurité. 	<ul style="list-style-type: none"> Non couverture sociale des travailleurs ; Licenciements abusifs ; Accident de travail régulier. 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les entrepreneurs sur leurs responsabilités sociales ; Effectuer missions d'inspection ; Sensibiliser les travailleurs sur leurs droits.

5 PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1 Vision et objectifs du PCD

La vision de la commune de Nguélémdouka s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté telle que préconisée par le gouvernement central. La commune de Nguélémdouka est une Institution riche en potentiel naturel et humain, où le taux de participation des femmes à l'action au développement est rehaussé. La participation de tous et de chacun est un atout majeur pour la matérialisation d'un développement durable, dans le strict respect des principes de gouvernance. Ceci se traduit par l'accès facile à l'eau potable et à tous les services sociaux de base par toute la population.

La commune a pour objectifs d'améliorer les conditions de vie des populations locales, spécifiquement de faciliter l'accès aux services de base, d'améliorer la production agro-pastorale, faciliter l'accès à l'information, promouvoir les richesses culturelles de la commune et faciliter l'exercice des activités sportives...

La réalisation de ces objectifs reflète les besoins exprimés par les bénéficiaires du programme de développement participatif, qui ont été classés par secteurs. Ces besoins seront réalisés à court, moyen et long termes selon les ressources financières, matérielles et humaines disponibles. Pour les secteurs prioritaires, les microprojets seront réalisés par ordre de priorité.

5.2 Cadre logique par secteur

Les tableaux suivants présentent les cadres logiques de développement de la commune dans 28 secteurs :

Tableau 16 : DIFFERENTS CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR

SECTEUR 1 : AGRICULTURE				
Problème du secteur : faible production agricole				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricole	Part de la production agricole dans le Produit Intérieur Brut (PIB)	Enquête Institut National de la Statistique (INS), ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir les activités agricoles dans la commune de Nguélémdouka	contribution du secteur agricole à la croissance économique local	Enquêtes auprès des sectoriels et des populations	Des outils de financement du secteur agropastoral sont mis en place	Nombre de financement octroyés
Objectifs spécifiques 1) Organiser, former et accompagner 120 associations/GICs dans les différentes filières agricoles 2) créer une coopérative d'approvisionnement en intrants agricole et matériels agricoles avec au moins 03 antennes dans le différent groupement de la commune 3) construire 6 postes agricoles et affecter 10 personnels qualifiés 4) construire et équiper 04 bâtiments du CEAC/DAADER et affecter 07 agents qualifiés 5) mettre en place 07 champs des d'expérimentation et de production des plans agricoles et forestières 6) construire 10 magasins de stockage 7) construire 56 des aires de séchage 8) Ouverture 26 pistes de collecte 9) 9. accompagner des	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de groupes organisés et enregistrés officiellement - Nombre de coopérative d'approvisionnement en intrants agricole et matériels agricoles mise en place - Nombre de postes agricoles construites -nombre de personnel affectés - Nombre de bâtiments du CEAC construits et d'agents affectés - Nombre de champs d'expérimentation et de production des plans agricoles et forestiers mis en place - Nombre de magasins de stockage construits - Nombre d'aires de séchage construites 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes auprès des GICS - Enquêtes auprès des populations et visite de la coopérative d'approvisionnement en intrants agricole et matériels agricole et ses antennes - descentes sur les lieux de réalisations - descentes sur les lieux de réalisation - descentes sur les lieux de réalisations et visite des champs d'expérimentation et enquêtes auprès des populations 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Les GICs adhérent à l'activité 2. Les populations sont sensibilisés sur la bonne utilisation et la bonne gestion des produits et matériels 3. L'Etat affecte le personnel qualifié 4. L'Etat affecte le personnel qualifié 5. Disponibilité des espaces cultivables 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Nombre de GIC enregistrés 2. Nombre de séances de sensibilisations organisés 3. Nombre de personnes affectés 4. Nombre de personnes affectés 5. Nombre d'hectare d'espaces disponible 6. Nombre d'acheteurs potentiels

<p>producteurs/GICs/associations à la participation aux comices agricoles, foires agricoles et journées portes ouverte</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de pistes de collecte ouvertes - nombre de producteurs accompagnés à la participation aux comices agricoles, foires agricoles et journées portes ouvertes 	<ul style="list-style-type: none"> - descentes sur les lieux de réalisations 1. descentes sur les lieux de réalisations 2. descentes sur les lieux de réalisations 3. Enquêtes auprès des GICS 	<p>6. Des marchés sont créés</p> <p>9. Les GICs adhérent à l'activité</p>	<p>9. Nombre de GIC engagés</p>
<p>Résultats attendus</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Au moins 120 GICs/associations des agriculteurs sont organisés, structurés et formés 2) Au moins une coopérative d'approvisionnement en intrants agricole et matériels agricoles est mise en place avec au moins trois antennes dans le différent groupement de la commune 3) Au moins 6 postes agricoles sont construites avec au moins 10 personnel affectés 4) Au moins 04 bâtiments du CEAC/DAADER sont construits équipé avec affectation d'au moins 07 agents qualifiés 5) Au moins 07 champs d'expérimentation et de production des plans agricoles et forestiers sont mis en place 6) Au moins 10 magasins de stockage sont construits 7) Au moins 56 des aires de séchage sont construites 8) Au moins 26 pistes de collecte sont Ouvertes 9) Au moins 120 GICs/associations/producteurs sont accompagnés à la participation aux comices agricoles, foires agricoles et journées portes ouvertes 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de groupes organisés et enregistrés officiellement - Nombre de coopérative d'approvisionnement en intrants agricole et matériels agricoles mise en place - Nombre de postes agricoles construites -nombre de personnel affectés - Nombre de bâtiments du CEAC construits et d'agents affectés - Nombre de champs d'expérimentation et de production des plans agricoles et forestiers mis en place - Nombre de magasins de stockage construits - Nombre d'aires de séchage construites - Nombre de pistes de collecte ouvertes - nombre de producteurs accompagnés à la participation aux comices agricoles, foires agricoles et journées portes ouvertes 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enquêtes auprès des GICS 2. Enquêtes auprès des populations et visite de la coopérative d'approvisionnement en intrants agricole et matériels agricole et ses antennes 3. descentes sur les lieux de réalisations 4. descentes sur les lieux de réalisation 5. descentes sur les lieux de réalisations et visite des champs d'expérimentation et enquêtes auprès des populations 6. descentes sur les lieux de réalisations 7. descentes sur les lieux de réalisations 8. descentes sur les lieux de réalisations 9. Enquêtes auprès des GICS 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les GICs adhérent à l'activité 2. Les populations sont sensibilisés sur la bonne utilisation et la bonne gestion des produits et matériels 3. L'Etat affecte le personnel qualifié 4. L'Etat affecte le personnel qualifié 5. Disponibilité des espaces cultivables 6. Des marchés sont créés 9. Les GICs adhérent à l'activité 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de GIC enregistrés 2. Nombre de séances de sensibilisations organisés 3. Nombre de personnes affectés 4. Nombre de personnes affectés 5. Nombre d'hectare d'espaces disponible 6. Nombre d'acheteurs potentiels 9. Nombre de GIC engagés
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
<ol style="list-style-type: none"> 1.1. recensement de 120 GICs/association 1.2. Formation de 120 GICS sur la dynamique de groupe 1.3. mise en place des réseaux d'agriculteurs 1.4. Formation et équipement des brigades villageoises de lutte phytosanitaire 			Libellés	Montants
			Total investissement	2 000 000 000
			Total	500 000 000

1.5. Formation des agriculteurs sur les nouvelles techniques agricoles 1.6. Formation en petite comptabilité et gestion des projets 1.7. Appui en capital aux GICs 1.8. Appui en matériel agricole aux GICs 1.9. Formation et accompagnement des pépiniéristes 2. Mise en place d'une coopérative d'utilisation du matériel agricole avec création de 03 antennes dans les différents groupements 3.1. Construction et Affectation du personnel dans les différents postes agricoles (Kosmadji I, Lamba, Ebah, Bika et Imbet) 3.2. Réhabilitation du poste agricole d'Ekpwassong I 3.3. Renforcement en personnel qualifié de la délégation d'agriculture de Nguélémeudouka (1 secrétaire et 02 cadres) 3.4. Bornage du terrain attribué aux services de l'agriculture à Elono ; 4.1. Construction et équipement de 04 bâtiments pour le CEAC et DAADER à Nguélémeudouka 4.2. Affectation de 7 agents au CEAC 5.1. Mise en place d'un verger d'expérimentation à Nguélémeudouka centre 5.2. Réhabilitation du champ semencier Cacao de Lembe (Mparagnang) ; 5.3. Construction de 10 pépinières agricoles (Cacao, café, banane/plantain) dans les villages :Oueya II, Messague, Bila, Imbet, Nguélémeudouka centre, Epkwassong I, Lamba, Ebah, Bika et Mvanda I. 5.4. Création d'une palmeraie communale de 10ha et une cacaoyère communale de 5 ha. 5.5. Réhabiliter le champ semencier (Cacaoyer) de LEMBE 6. Construction et équipement de 10 magasins de stockage (Azomekout, Messague, kosmadji I, Mparagnang, Epkwassong II, Ngouong, Aminemekound, oueya I, Zembe II, Miambo) 7. Construction des aires de séchage (56) dans tous les villages 8. Ouverture des pistes de collecte ; Epkwassong II-Zembe III-Ngouong (9km), Oueya I-Oueya II (7km), Loulou-Ebah (10km), Samba-Kap (7km), Zili-Aminemekound (4km), Boela-Kinda-Ezambe I (7)km, Namedjap-Ngombo (5km), Badouma II-Nio (10km), Mvanda II-Esseng (8km), Epkwassong II-Mvanda I (8km), Mbegue-Oueya II (15km), Kouambang II-Samba (9km), Messague-Mebang I (12km), Samba-Djende III (8km), Elono-Nkolbana I (6km), Bialesse-Mebi (5km), Azomekout-Koumbou (9km), Epkwassong I-Miambo (12km), Zili-Akilbenza (5km), kak III-kakbane (6km), Koumbambang-Ouldik (8km), Zembe II-Ngo'o (8km) et Djamble-Nkolbana I (8km), Ngomenang-Elono (5km), Ezambe II-Ombakout (12km), Zembe III-Yenassa (5km) 9. Accompagnement des producteurs à la participation aux comices agricoles, foires agricoles et journées portes ouvertes	Fonctionnement	
	Imprévus	125 000 000
	Total Estimatif	2 625 000 000 FCFA

SECTEUR 2: ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE				
Problème du secteur : Faible production pastorale et halieutique				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animale et halieutique	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières animale et halieutique	Nombre d'appui déployés
Objectif sectoriel stratégique Intensifier la production pastorale et piscicole	Les taux de production	Enquête auprès des sectoriels	Des outils de financement du secteur agropastoral sont mis en place	Nombre de structure de financement mise en place
Objectifs spécifiques 1) Regrouper les éleveurs en GIC, les former et les accompagner 2) Organiser 06/an) campagnes de suivi des animaux 3) Construire et équiper d'un centre de distribution des produits vétérinaires 4) Mettre en place 3 structures d'élevage communal	- Nombre de GIC formées et accompagnées - Au moins 06 campagnes de suivi des animaux organisées chaque année - Nombre centre de distribution des produits vétérinaires construit - Nombre de structures d'élevage communal mises en place	1. Enquêtes auprès des coopératives 2. Enquêtes auprès des populations 3. descentes sur les lieux de réalisations 4. descentes sur les lieux de réalisations	1. Les GIC adhèrent au projet 2. les animaux sont en enclos 3. Les populations s'orientent dans l'élevage 4. Les marchés sont disponibles et la demande forte	1. Nombre de GIC inscrits 2. Nombre de sensibilisations menées 3. Nombre d'éleveurs enregistrés
Résultats attendus 1. Les éleveurs sont regroupés en coopérative, formés et accompagnés 2. Au moins 06 campagnes de suivi des animaux sont organisées chaque année 3. Au moins un centre de distribution des produits vétérinaires est construit et équipé 4. Au moins 3 structures d'élevage communal sont mises en place	1. Nombre de GIC formées et accompagnées 2. Au moins 06 campagnes de suivi des animaux organisées chaque année 3. Nombre centre de distribution des produits vétérinaires construit 4. Nombre de structures d'élevage communal mises en place	1. Enquêtes auprès des coopératives 2. Enquêtes auprès des populations 3. descentes sur les lieux de réalisations 4. descentes sur les lieux de réalisations	1. Les GIC adhèrent au projet 2. les animaux sont en enclos 3. Les populations s'orientent dans l'élevage 4. Les marchés sont disponibles et la demande forte	1. Nombre de GIC inscrits 2. Nombre de sensibilisations menées 3. Nombre d'éleveurs enregistrés
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Regroupement des éleveurs en coopérative			Libellés	Montants
1.2. Formation des éleveurs dans la production locale des aliments des animaux			Total investissement	3 000 000 000
1.3. Accompagnement des producteurs à l'élevage non conventionnel			Total	100 000 000

1.4. Accompagnement des pêcheurs dans construction des séchoirs de poissons et de viande, fours 1.5. Mise en place d'un moyen d'évacuation des produits secs et fumés 1.6. Accompagnement des éleveurs dans la création des étangs piscicoles 1.7. Appui en capital aux GICs de la commune 2.1. organisation 02 campagne de désinfection parasitaire dans la commune de Nguélémondouka 2.2. Organisation de 03 campagnes annuelles de lutte contre la divagation des bêtes 2.3. Organisation de 02 campagnes annuelles de vaccination de petits bétails et du gros bétail 3. Construction et équipement d'un centre de distribution des produits vétérinaires à Nguélémondouka 4.1. Mise en place de 1 écloserie à Nguélémondouka pour la production des poussins 4.2. Mise en place d'une ferme communale à Nguélémondouka 4.3. Mise en place d'un étang communal à Nguélémondouka	Fonctionnement	
	Imprévus	155 000 000
	Total Estimatif	3 155 000 000 FCFA

SECTEUR 3 : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES				
Problème du secteur : Forte insécurité foncière				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre de demande de titre foncier initié	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Stimuler la création des réserves foncières et l'accès à la propriété foncière	pourcentage des propriétaires terriens disposant des titres fonciers	Enquête auprès des sectoriels	Les coûts d'obtention des titres fonciers sont à la portée de la majorité	Pourcentage des propriétaires de terre ayant un titre foncier
Objectifs spécifiques 1. Elaborer un plan d'occupation des sols 2. Organiser une campagne de sensibilisation de la population sur les normes domaniales et la propriété foncière	1. Une carte présentant le plan d'occupation des sols de l'espace existe 2. Nombre de campagne de sensibilisation de la population sur les normes domaniales et la propriété foncière organisées	Enquêtes auprès de la population		
Résultats attendus 1. Au moins un plan d'occupation des sols de l'espace urbain et rural est réalisé 2. Au moins une campagne de sensibilisation de la population sur les normes domaniales et la propriété foncière est organisée	1. Une carte présentant le plan d'occupation des sols de l'espace existe 2. Nombre de campagne de sensibilisation de la population sur les normes domaniales et la propriété foncière organisées	Enquêtes auprès de la population		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
1. Sensibilisation et informations des populations sur les normes domaniales et la propriété foncière 2. Elaboration d'un plan d'occupation des sols			Libellés	Montants
			Total investissement	5 000 000
			Total Fonctionnement	3 000 000
			Imprévus	500 000
			Total Estimatif	8 400 000 FCFA

SECTEUR 4 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT				
Problème du secteur : Développement anarchique des quartiers urbains et Prolifération des habitations en matériaux provisoires				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Mettre en œuvre un plan d'urbanisme à moindre coût	Disponibilité d'un plan directeur de la ville	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Aménager la voirie urbaine de Nguélémondouka 2. Délimiter le périmètre urbain 3. Elaborer des plans sommaires d'urbanisation dans l'espace urbain 4. Etablir un partenariat entre la commune de Nguélémondouka et le Ministère du développement urbain et de l'Habitat (MINDUH) 5. Appuyer les populations en matériaux de construction	1. Nombre de Km de route de La voirie urbaine de Nguélémondouka t aménagée 2. un plan qui délimite le périmètre urbain existe 3. un plan sommaire d'urbanisation existe 4. Nombre de documents signés disponible 5. Nombre de personnes, groupes ou village appuyé	1. descentes sur les lieux de réalisations 2. Descente à la mairie 3. Descente à la mairie 4. Enquêtes auprès de la commune et du MINDUH 5. Enquêtes auprès des populations	1. Un plan d'urbanisation existe 2. les populations sont intéressées au processus	1. Le plan d'urbanisation est disponible et exploitable 2. Nombre de groupes engagés
Résultats attendus 1. La voirie urbaine de Nguélémondouka est aménagée 2. le périmètre urbain est délimité avec les populations 3. 04 plans d'urbanisation sont Elaborés 4. un partenariat est établi entre la commune de Nguélémondouka et le MINDUH 5. les populations sont appuyées en matériaux de construction	1. Nombre de Km de route de La voirie urbaine de Nguélémondouka t aménagée 2. un plan qui délimite le périmètre urbain existe 3. un plan sommaire d'urbanisation existe 4. Nombre de documents signés disponible 5. Nombre de personnes, groupes ou village appuyé	1. descentes sur les lieux de réalisations 2. Descente à la mairie 3. Descente à la mairie 4. Enquêtes auprès de la commune et du MINDUH 5. Enquêtes auprès des populations	1. Un plan d'urbanisation existe 2. les populations sont intéressées au processus	1. Le plan d'urbanisation est disponible et exploitable 2. Nombre de groupes engagés

Activités principales	Cadre estimatif des coûts	
	Libellés	Montants
1.1. Aménagement de la voirie urbaine de Nguélémondouka avec bitumage de tous les linéaires de la voirie urbaine	Total investissement	560 000 000
1.2. Doter la commune de Nguélémondouka d'un matériel d'assainissement moderne (brouettes, bac à ordures, motocycles, pelles, cache-nez,...)	Total Fonctionnement	20 000 000
1.3. Doter la commune d'une équipe d'hygiène permanente et qualifiée	Imprévus	28 000 000
2. Délimitation du périmètre urbain avec les populations	Total estimatif	608 000 000 FCFA
3. Elaboration des plans d'urbanisations (Azomekout, Bika, Mvanda II, et Nguélémondouka centre)		
4. Créer un protocole de partenariat entre la commune de Nka et le MINDUH		
5. Doter les villages de la commune de Nguélémondouka de 02 moules à briques de terre chacun		

SECTEUR 5 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Problème du secteur : Pollution de la nature

Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles	Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	Enquête INS, ECAM		
Objectif sectoriel stratégique Assainir l'environnement dans la Commune	Surface de terrain assainis	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Organiser et équiper Un service d'hygiène est au sein de la commune 2. Aménager 03 espaces verts dans l'espace urbain communal De Nguélémondouka 3. Acheter Un camion chargé de la collecte des ordures 4. Déposer 25 bacs à ordures dans la ville de Nguélémondouka 5. Former la population sur la construction des foyers améliorés 6. Construire 3 latrines publiques à Nguélémondouka	1. Un service d'hygiène équipé et organisé au sein de la commune 2. Nombre d'espaces verts aménagés dans l'espace urbain communal De Nguélémondouka 3. Nombre de camion chargé de la collecte des ordures achetés 4. Nombre de bacs à ordures déposés dans la ville de Nguélémondouka 5. nombre de personnes formées sur la construction des foyers améliorés 6. nombre de latrines construites	1. Enquêtes auprès de la mairie et des populations 2. descentes sur les lieux de réalisations 3. Enquêtes auprès de la mairie 4. Descentes sur le terrain 5. Enquêtes auprès des populations 6. Descente sur les lieux de réalisation	2. l'espace est disponible 4. Les populations sont sensibilisées sur son utilisation	4. Nombre de campagne de sensibilisation organisé
Résultats attendus¹ 1. Un service d'hygiène est organisé et équipé au sein de la commune 2. Au moins 03 espaces verts sont aménagés dans l'espace urbain communal de Nguélémondouka 3. Au moins un camion chargé de la collecte des ordures est acheté	1. Un service d'hygiène équipé et organisé au sein de la commune 2. Nombre d'espaces verts aménagés dans l'espace urbain communal De Nguélémondouka 3. Nombre de camion chargé de la collecte des ordures achetés 4. Nombre de bacs à ordures déposés	1. Enquêtes auprès de la mairie et des populations 2. descentes sur les lieux de réalisations 3. Enquêtes auprès de la mairie 4. Descentes sur le	2. l'espace est disponible 4. Les populations sont sensibilisées sur son utilisation	4. Nombre de campagne de sensibilisation organisé

<p>4. Au moins 25 bacs à ordures sont déposés dans la ville de Nguélémondouka</p> <p>5. Au moins 500 personnes sont formées sur la construction des foyers améliorés</p> <p>6. Au moins 3 latrines publiques sont construites à Nguélémondouka</p>	<p>dans la ville de Nguélémondouka</p> <p>5. nombre de personnes formées sur la construction des foyers améliorés</p> <p>6. nombre de latrines construites</p>	<p>terrain</p> <p>5. Enquêtes auprès des populations</p> <p>6. Descente sur les lieux de réalisation</p>		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
<p>1. Organisation et équipement d'un service d'hygiène et assainissement à Nguélémondouka</p> <p>2. Mise en place de 03 espaces verts à Nguélémondouka centre</p> <p>3. Achat d'un camion chargé de la collecte des ordures</p> <p>4. Mise en place des bacs à ordures dans la ville de Nguélémondouka (25 bacs)</p> <p>5. Formation de 500 personnes en construction des foyers améliorés</p> <p>6. Construction de 3 latrines publiques à Nguélémondouka</p>			Libellés	Montants
			Total investissement	181 700 000
			Total Fonctionnement	20 000 000
			Imprévus	9 085 000
			Total estimatif : 210 785 000 FCFA	

SECTEUR 6 : FORET ET FAUNE				
Problème du secteur : Exploitation illicite du bois et Braconnage				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Enquête INS, ECAM		
Objectif sectoriel stratégique Développer les capacités de production des filières forestières et fauniques	Contribution des ressources forestières et fauniques dans le développement local	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. organiser des campagnes de sensibilisation de la population sur la gestion des ressources forestières et fauniques 2. mettre sur pied des pépinières et plantations forestières 3. Créer des forêts communautaires 4. Créer des alternatives au braconnage	1. nombre de campagne de sensibilisation de la population sur la gestion des ressources forestières organisées 2. Nombre de pépinières et plantations forestières mises sur pied 3. Nombre de convention signée 4. Nombre d'alternatives mises en place	1. Enquêtes auprès des populations 2. Visite des pépinières et enquêtes auprès des populations 3. Enquête auprès des populations 4. Enquêtes auprès des populations	1. les populations sont disponibles et engagées 2. Les populations sont disponibles et le personnel qualifié est disponible 3. La commune bénéficie d'une bonne expertise	2. Nombre de pépinières et plantations forestières mises sur pied 3. Nombre d'organismes accompagnant la commune
Résultats 1. Au moins une campagne de sensibilisation de la population sur la gestion des ressources forestières et fauniques est organisée 2. Au moins 03 pépinières et plantations forestières sont mises sur pied 3. Au moins une forêt communautaire est mise en place 5. Des alternatives au braconnage sont mises en place	1. nombre de campagne de sensibilisation de la population sur la gestion des ressources forestières organisées 2. Nombre de pépinières et plantations forestières mises sur pied 3. Nombre de convention signée 4. Nombre d'alternatives mises en place	1. Enquêtes auprès des populations 2. Visite des pépinières et enquêtes auprès des populations 3. 4. Enquête auprès des populations 5. Enquêtes auprès des populations	1. les populations sont disponibles et engagées 2. Les populations sont disponibles et le personnel qualifié est disponible 3. La commune bénéficie d'une bonne expertise	2. Nombre de pépinières et plantations forestières mises sur pied 3. Nombre d'organismes accompagnant la commune

Activités principales	Cadre estimatif des coûts	
1.1. Sensibilisation des communautés sur les méfaits de l'exploitation illégale du bois et du braconnage 1.2. Sensibilisation des populations sur les espèces fauniques protégées 1.3. Sensibilisation des populations sur l'exploitation durable des ressources et la vulgarisation des textes réglementant la loi des forêts 1.4. Sensibilisation des populations de la commune sur la création des forêts communautaires 2.1. Mise en place des pépinières forestières dans les villages ; Mvanda II, Kosmadji I, Zembe III, Mbang II, Bila, Mbegue, Kosmadji II, Badouma II, et Ekpwassong II 2.2. Mise en place des plantations forestières; Mvanda II, Kosmadji I, Zembe III, Mbang II, Bila, Mbegue, Kosmadji II, Badouma II, et Ekpwassong II 2.3. Création d'une pépinière d'arbres à Nguélémendouka 3. Mise en place de 02 forêts communales ou communautaires 4. Appui à l'élevage des rongeurs (aulacode, rats, hérissons,...)	Libellés	Montants
	Total investissement	58 700 000
	Total Fonctionnement	6 300 000
	Imprévus	2 935 000
	Total estimatif	67 935 000 FCFA

SECTEUR 7 : EDUCATION DE BASE				
Problème du secteur : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	- Taux de jeunes achevant leur cycle primaire - Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux de réussite aux examens ; - Taux de couverture.	Enquête auprès des sectoriels	- La gratuité de l'école primaire devient effective - La commune et les ONG s'impliquent	- Nombre d'inscription dans les écoles - Nombre de financements
Objectifs spécifiques 1. Créer, construire et équiper 02 écoles maternelles et 04 écoles primaires 2. construire et équiper de 6 blocs maternels ,133 salles de classe des écoles primaires 3. Réhabilitation de 53 salles de classe des écoles primaires 4. construire 64 logements d'astreintes des enseignants des écoles 5. Construire un logement d'astreinte à l'inspecteur d'arrondissement de l'éducation de base (IAEB) 6. Equiper de 1515 table-bancs et 245 en bureau dans les écoles Primaires, 400 table-bancs et 10 bureaux dans les écoles maternelles 7. construire 31 blocs latrines à 3 compartiments dans les écoles primaires 8. Construire 32 points d'eau équipés de PMH et Réhabiliter 04 autre dans les écoles primaires 9. Construction des blocs administratifs dans les 35	1. Nombre d'écoles maternelles et écoles primaires créées et construites 2. Nombre blocs maternels et salles de classe des écoles primaires construits 3. Nombre de salles de classe des écoles primaires Réhabilitées 4. Nombre de logements pour enseignants de l'éducation de base construits 5. Le logement est construit et disponible 6. Nombre de table-bancs, bureau des écoles Primaires, et des table-bancs et bureaux des écoles maternelles installés dans les salles de classe 7. Nombre de blocs latrines à 3 compartiments construits dans les écoles primaires 8. Nombre de points d'eau équipés de PMH construits et réhabilités dans les écoles primaires 9. Nombre de blocs administratifs construits	descentes sur les lieux de réalisations et enquêtes auprès des sectoriels	Les populations apportent leur contribution humaine et matérielle	Nombre d'appui et contributions

<p>écoles</p> <p>10. Construire des clôtures dans toutes les écoles maternelles</p> <p>11. Affecter 53 enseignants dans les écoles primaires et 16 enseignants dans les écoles maternelles :</p> <p>12. Doter l'IAEB d'une moto</p> <p>13. Doter les écoles primaires de 150 ordinateurs complets</p>	<p>dans les écoles</p> <p>10. Nombre de clôtures Construites dans toutes les écoles maternelles</p> <p>11. Nombre d'enseignants affectés dans les écoles primaires et maternelles</p> <p>12. Une moto est disponible et utilisable par l'IAEB</p> <p>13. Nombre d'ordinateurs distribués</p>			
<p>Résultats attendus</p> <p>1. Au mois 02 écoles maternelles et 04 écoles primaires sont créées construites et équipées</p> <p>2. Au mois 6 blocs maternels et 133 salles de classe des écoles primaires sont construits et équipés</p> <p>3. Au mois 53 salles de classe des écoles primaires sont Réhabilitées</p> <p>4. Au mois 64 logements pour enseignants de l'éducation de base sont construits</p> <p>5. Construction d'un logement d'astreinte à l'IAEB</p> <p>6. Au mois 1515 table-bancs et 245 en bureau dans les écoles Primaires, 400 table-bancs et 10 bureaux dans les écoles maternelles sont installés dans les salles de classe</p> <p>7. Au mois 31 blocs latrines à 3 compartiments sont construits dans les écoles primaires</p> <p>8. Au mois 32 points d'eau équipés de PMH sont construits et 04 autres Réhabilités dans les écoles primaires</p> <p>9. Au mois 35 blocs administratifs sont construits dans les écoles</p> <p>10. Au mois 04 clôtures sont Construites dans toutes les écoles maternelles</p> <p>11. Au mois 53 enseignants sont affectés dans les écoles primaires et 16 enseignants dans les écoles maternelles</p> <p>12. Achat d'une moto à l'IAEB</p> <p>13. Dotation des écoles primaires en 150 ordinateurs complets</p>	<p>1. Nombre d'écoles maternelles et écoles primaires créées et construites</p> <p>2. Nombre blocs maternels et salles de classe des écoles primaires construits</p> <p>3. Nombre de salles de classe des écoles primaires Réhabilitées</p> <p>4. Nombre de logements pour enseignants de l'éducation de base construits</p> <p>5. Le logement est construit et disponible</p> <p>6. Nombre de table-bancs, bureau des écoles Primaires, et des table-bancs et bureaux des écoles maternelles installés dans les salles de classe</p> <p>7. Nombre de blocs latrines à 3 compartiments construits dans les écoles primaires</p> <p>8. Nombre de points d'eau équipés de PMH construits et réhabilités dans les écoles primaires</p> <p>9. Nombre de blocs administratifs construits dans les écoles</p> <p>10. Nombre de clôtures Construites dans toutes les écoles maternelles</p> <p>11. Nombre d'enseignants affectés dans les écoles primaires et maternelles</p> <p>12. Une moto est disponible et utilisable par l'IAEB</p> <p>13. Nombre d'ordinateurs distribués</p>	<p>descentes sur les lieux de réalisations et enquêtes auprès des sectoriels</p>	<p>Les populations apportent leur contribution humaine et matérielle</p>	<p>Nombre d'appui et contributions</p>

Activités principales	Cadre estimatif des coûts	
	Libellés	Montants
<p>1.1. création, construction et équipement de 02 écoles maternelles : Bika (1), Namedjap (1)</p> <p>1.2. création, construction et équipement de l'école maternelle bilingue de Nguélémondouka ville (1)</p> <p>1.3. création, construction et équipement de 03 écoles primaires: Kak III (1), Zembe III (1), Effoulan (1)</p> <p>1.4. création, construction et équipement de l'école primaire bilingue de Nguélémondouka Ville (1)</p> <p>2.1. construction et équipement de 6 blocs maternels : Ademgola (1), Djamble (1), Ebah (1), Loulou (1), Mialone (1), Mvanda II (1).</p> <p>2.2. construction et équipement de 133 salles de classe dans les écoles primaires: Afalon (5), Akilbenza (6), Aminemekound (3), Badouma II (6), Bika (4), Bila (4), Djamble (2), Ebah (3), Ekpwassong I (4), Ekpwassong II (4), Ezambe (6), Kap (6), Koumbambang (6), Koumbou (3), Lamba (3), Lembe (4), Loulou (6), Mayos (6), Mbang I (4), Mbegue (6), Mebi (4), Mialone (5), Miambo (1), Mvanda I (5), Mvanda II (4), Nguong (2), Zili (4), Nguélémondouka II (2), Nkolbana I (1), Oueya II (3), Samba (3), Zembe I (4), Zembe II (4),</p> <p>3. Réhabilitation de 53 salles de classe : Afalon (1), Aminemekound (1), Azomekout (3), Bika (2), Bila (2), Djamble (2), Ebah (2), Ekpwassong I (2), Ekpwassong II (2), Lamba (1), Lembe (2), Mbang I (2), Mebi (2), Mialone (1), Mvanda I (1), Mvanda II (2), Namedjap (7), Nguong (2), Nguélémondouka I (4), Nguélémondouka II (4), Nkolbana I (2), Oueya II (1), samba (3), Zembe I (1), Zili (1).</p> <p>4. construction de 64 logements d'astreintes des enseignants des écoles : Afalon (2), Akilbenza (2), Aminemekound (2), Badouma II (2), Bika (2), Djamble (2), Ebah (2), Bila (2), Kap (2), Koumbambang (2), Ezambe (2), Lamba (2), Loulou (2), Mayos (2), Mbegue (2), Mebi (2), Mialone (2) ; Miambo (2), Namedjap (2), Mvanda I (2), Mvanda II (2), Ekpwassong I (2), Ekpwassong II (2), Koumbou (2), Azomekout (2), Nkolbana I (2), Oueya II (2), Samba (2), Zembe I (2), Zembe II, Zili (2), Lembe (2).</p> <p>5. construction d'un logement d'astreinte à l'AIEB de Nguélémondouka</p> <p>6.1. Equipement en 424 table-bancs dans les écoles Primaires : loulou (08), Ademegola (40), Miambo (38), Akilbenza (49), Mvanda (7), Namedjap (66), Mparagnang (30), Koumbabang (30), Bila (72), Ekpwassong II (2), badouma II (8), Samba (24), Kap (20), Nkolbana I (3), Aminemekound (2), Nguong (5), Ekpwassong I (20),</p> <p>6.2. Equipement en 400 chaisettes et 200 tables rondes dans les écoles maternelles : Ademegola, Djamble, Mvanda II, Azomekout, Bika</p> <p>6.3. Equipement en 10 bureaux de maitre dans les écoles maternelles : Ademegola (2), Djamble (2), Mvanda II (2), Azomekout (2) et Bika (2)</p> <p>6.4. Equipement en 216 bureaux de maitre dans les écoles primaires</p> <p>7. construction de 31 blocs latrines à 3 compartiments dans les écoles primaires : Afalon, Akilbenza,</p>	Total investissement	1 937 360 000
	Total Fonctionnement	20 000 000
	Imprévus	96 868 000

<p>Aminemekound, Azomekout, Badouma II, Bika, Bila, Ekpwassong I, Ekpwassong II, Ezambe, Kap, Koumbambang, Lembe, Loulou, Mayos, Mbang I, Mbegue, Mialone, Mvanda I, vanda II, Namedjap, Nguong, Nguélémendouka II (2), Oueya II, Samba, Zembe I, Zembe II, Zili, Mebi, Nguélémendouka I.</p> <p>8.1 construction de 32 points d'eau équipés de PMH dans les écoles primaires : Afalon, Akilbenza, Azomekout, Badouma II, Bika, bila, Ekpwassong I, Ekpwassong II, Ezambe, Kap, Koumbambang, Koumbou, Lamba, Lembe, Loulou, Mayos, Mbang I, Mbegue, Mebi, Mialone, Miambo, Mvanda I, Mvanda II, Namedjap, Nguélémendouka II, Nkolbana I, Oueya II, Samba, Zembe I, Zembe II, Zili, Djamble.</p> <p>8.2 Réhabilitation de 04 points d'eau : Aminemekound (1), Djamble (1), Ebah (1) et Nguong (1).</p> <p>9. Construction des blocs administratifs dans 35 écoles primaires et maternelles</p> <p>10. Construction des clôtures dans tous les 05 écoles maternelles</p> <p>11.1. Affectation de 53 enseignants dans les écoles primaires: Afalon (4), Akilbenza (5), Aminemekound (4), Azomekout (3), Badouma I (5), Bika (3), Bila (4), Djamble (4), Ebah (3), Ekpwassong I (4), Ekpwassong II (5), Ezambe I (5), Kap (5), Koumbambang (5), Koumbou (5), Lamba (4), Lembe (4), Loulou (5), Mayos (5), Mbang I (4), Mbegue (5), Mebi (4), Mialone (5), Miambo (4), Mvanda I (5), Mvanda II (4), Namedjap (4), Nguong (3), Nguélémendouka I (8), Nguélémendouka II (3), Nkolbana I (5), Oueya II (4), Samba (5), Zembe I (3), Zembe II (3), Zili (2).</p> <p>11.2. Affectation de 16 enseignants dans les écoles maternelles : Ademegola (1), Azomekout (2), Djamble (2), Ebah (1), Loulou (2), Miambo, (1), Mvanda II (2), Nguélémendouka ville (3) et Mialone (2).</p> <p>12. Achat d'une moto à l'IAEB de Nguélémendouka</p> <p>13. Acheter et fournir les écoles primaires en 150 ordinateurs complets</p>	<p>Total estimatif</p>	<p>2 054 228 000 FCFA</p>
--	-------------------------------	---

SECTEUR 8 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE				
Problème du secteur : Faible accès à l'enseignement secondaire				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer l'offre et la qualité de la formation	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; - Taux de réussite aux examens ; - Taux de couverture. 	Enquête auprès des sectoriels	Le budget alloué à l'enseignement secondaire est en augmentation	Les montants affectés à l'enseignement secondaire
Objectifs spécifiques 1. Créer, construire et équiper 05 nouveaux établissements secondaires. 2. Réhabiliter 03 salles de classe et un bloc atelier 3. Construire et équiper 26 salles de classe dans les établissements secondaires 4. Construire et équiper 05 établissements secondaire en : laboratoires, bibliothèques, salles multimédia blocs latrines, plaques solaires, et des aires de jeux et de loisirs 5. Construire et équiper un atelier d'Industrie d'habillement et Economie Sociale et Familiale au lycée technique 6. construire 04 points d'eau dans les établissements secondaires 7. Affecter 51 personnels enseignant, 05 secrétaires, 05 infirmiers, 05 conseillers d'orientation 8. Construire 04 blocs administratifs dans les établissements ; CES de Mvanda II, lycée technique de Nguélémdouka, CES d'Azomekout et CES de Bika	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de nouveaux établissements d'enseignement secondaires Créés et construits 2. Nombre de salles de classe et un bloc atelier Réhabilités 3. Nombre de salles de classe dans les établissements secondaires Construites 4. Nombre de établissements secondaire équipé en : laboratoires, bibliothèques, salles multimédia blocs latrines, plaques solaires, et aire de jeux et de loisirs 5. Nombre d'atelier d'Industrie d'habillement et Economie Sociale et Familiale au lycée technique Construit et équipé 6. Nombre de points d'eau construits dans les établissements secondaires 7. Nombre de personnels enseignant affectés 8. Nombre de blocs administratifs construits dans les écoles 	descentes sur les lieux de réalisations et enquêtes auprès des sectoriels	Les populations apportent leur contribution humaine et matérielle	Nombre d'appui et contributions

<p>Résultats</p> <p>1. Au moins 05 nouveaux établissements d'enseignement secondaires sont Créés, construits et équipés</p> <p>2. Au moins 03 salles de classe et un bloc atelier sont Réhabilités</p> <p>3. Au moins 26 salles de classe dans les établissements secondaires sont Construites et équipées</p> <p>4. Au moins 05 établissements secondaire sont équipé en : laboratoires, bibliothèques, salles multimédia blocs latrines, plaques solaires, et d'aires de jeux et de loisirs</p> <p>5. Au moins un atelier d'Industrie d'habillement et Economie Sociale et Familiale au lycée technique est Construit et équipé</p> <p>6. Au moins 04 points d'eau sont construits dans les établissements secondaires</p> <p>7. Au moins 51 personnels enseignant, 05 secrétaires, 05 infirmiers, et 05 conseillés d'orientation sont affectés dans les établissements d'enseignement</p> <p>8. au moins 04 blocs administratifs sont construits dans les établissements ; CES de Mvanda II, lycée technique de Nguélémondouka, CES d'Azomekout et CES de Bika</p>	<p>1. Nombre de nouveaux établissements d'enseignement secondaires Créés et construits</p> <p>2. Nombre de salles de classe et un bloc atelier Réhabilités</p> <p>3. Nombre de salles de classe dans les établissements secondaires Construites</p> <p>4. Nombre de établissements secondaire équipé en : laboratoires, bibliothèques, salles multimédia blocs latrines, plaques solaires, et aire de jeux et de loisirs</p> <p>5. Nombre d'atelier d'Industrie d'habillement et Economie Sociale et Familiale au lycée technique Construit et équipé</p> <p>6. Nombre de points d'eau construits dans les établissements secondaires</p> <p>7. Nombre de personnels enseignant affectés</p> <p>8. Nombre de blocs administratifs construits dans les écoles</p>	<p>descentes sur les lieux de réalisations et enquêtes auprès des sectoriels</p>	<p>Les populations apportent leur contribution humaine et matérielle</p>	<p>Nombre d'appui et contributions</p>
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
<p>1. Création, construction et équipement de 05 nouveaux établissement secondaires : Ebah (CES), Ngouong (CETIC), Kosmadji I (CES), Namedjap (CETIC), Miambo (CES),</p> <p>2. Réhabilitation de 03 salles de classe : Lycée classique de Nguélémondouka (2), Lycée technique (une salle et un bloc atelier)</p> <p>3. Construction et équipement de 26 salles de classe dans les établissements : CES d'Azomekout (6), CES de Bika (6), CES de Mvanda II (6), Lycée Technique de Nguélémondouka (8)</p> <p>4.1. Construction et équipements de 01 laboratoire dans tous les 05 établissements :</p> <p>4.2. Construction et équipements de 01 bibliothèque dans tous les 05 établissements :</p> <p>4.3. Equipement des établissements en plaques solaires dans tous les 05 établissements</p> <p>4.4. Construction et équipements d'une salle multimédia dans tous les 05 établissements</p> <p>4.5. Construction de 5 blocs latrines dans les établissements : CES de Mvanda II , de Bika, de Azomekout, au lycée classique et au lycée technique</p> <p>4.6. Aménagement des aires de jeux et de loisirs dans les 5 établissements</p> <p>5. Construction et équipement d'un atelier d'Industrie d'habillement et ESF au Lycée Technique de Nguélémondouka</p> <p>6. construction de 04 points d'eau : LYTEG de NGUÉLÉMENDOUKA, CES de Bika, CES de Mvanda, CES d'Azomekout</p> <p>7. Affectation de 51 personnels enseignant, 05 secrétaires, 05 infirmiers, 05 conseillés d'orientation :</p> <p>Lycée Classique (1 Phylosophie, 2 Français, 3 anglais, 2 informatiques, 3 Histoires et Géographies, 2 Maths, 2 PCT, 1</p>			Libellés	Montants
			Total investissement	783 100 000
			Total Fonctionnement	15 000 000
			Imprévus	34 155 000
			Total estimatif	832 255 000 FCFA

<p>sports, 1 Infirmier, 1 secrétaire) LYTEG (2 FR, 2 Ang, 2 maçons, 1 menuiser, 1 comptable, 2 HG, 1 Secrétaire, 2 informaticiens, 1 infirmier, 1 conseiller d'orientation) CES Mvanda (1 professeur dans toutes les matières, 1 infirmier, 1 secrétaire, 1 conseiller d'orientation) CES Bika (1 professeur dans toutes les matières, 1 infirmier, 1 secrétaire, 1 conseiller d'orientation) CES Azomekout (1 professeur dans toutes les matières, 1 infirmier, 1 secrétaire, 1 conseiller d'orientation) 8. Construction de 04 blocs administratifs dans les établissements ; CES de Mvanda II, lycée technique de Nguélémdouka, CES d'Azomekout et CES de Bika</p>		
---	--	--

SECTEUR 9: ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

Problème du secteur : Faible établissement des pièces administratives

Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<p>Objectif supérieur (DSCE) Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique</p>	<p>Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions</p>	<p>Enquête INS (EDS, ECAM, etc)</p>		
<p>Objectif sectoriel stratégique Permettre aux populations de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de la population sensibilisée sur les droits et les devoirs du citoyen - taux des citoyens vivant dans un environnement de sécurité et ayant accès à l'administration 	<p>Enquêtes auprès des populations de la commune</p>		
<p>Objectifs spécifiques</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Créer, construire et équiper 10 nouveaux centres d'état civils 2. Construire et équiper 07 centres d'état civil dans les centres déjà créés 3. Réhabiliter la sous-préfecture, le foyer municipal et l'ancienne mairie 4. organiser une campagne de Sensibilisation des populations à l'élaboration des pièces officielles et d'état civil 5. Former et recycler le personnel d'identification 6. Construire une prison secondaire à la gendarmerie 7. Créer, construire et équiper un poste de gendarmerie à Bika 8 Matérialiser les chefferies dans les villages 9. Equiper la gendarmerie de Nguélémendouka en véhicule pick-up 10. Affecter 06 personnels dans les postes de gendarmerie 11. Renforcer les comités de vigilance 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de nouveaux centres d'état civils Créés et construits 2. Nombre de centres d'état civil construits dans les centres déjà créés 3. Nombre de bâtiment réhabilité 4. Nombre de campagnes de Sensibilisation des populations à l'élaboration des pièces officielles et d'état civil organisées 5. Nombre de formation et de recyclage effectué 6. la prison construite et fonctionnelle 7. un poste de gendarmerie. est fonctionnel à Bika 8. Nombre de chefferies matérialisées 9. Nombre de véhicule pick-up dotés à la gendarmerie 10. Nombre de personnels Affectés dans les postes de gendarmerie 11. Nombre de comités de vigilance renforcés 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enquêtes auprès des populations et de la mairie 2. descentes sur les lieux de réalisations 3. descentes sur les lieux de réalisations 4. Enquête au près de populations 5. Enquêtes auprès du personnel d'identification 6. descentes sur les lieux de réalisations 7. descentes sur les lieux de réalisations 8. descentes sur les lieux de réalisation 9. Enquête auprès de la gendarmerie 10. Enquête auprès de la gendarmerie 11. enquêtes auprès des populations 	<ol style="list-style-type: none"> 4. Disponibilité et participation de la population 6. Le personnel pénitencier est affecté 7. L'Etat décide de créer un poste de gendarmerie 10. Dotation du personnel 11. Les comités de vigilance sont créés 	<ol style="list-style-type: none"> 6. Nombre de personne affecté 10. Nombre de personne affecté 11. Nombre de comité installés

<p>Résultats attendus</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au moins 10 nouveaux centres d'état civils sont Créés, construits et équipés 2. Au moins 07 centres d'état civil sont construits dans les centres déjà créés 3. la sous-préfecture, le foyer municipal et l'ancienne mairie sont réhabilités 4. Au moins une campagne de Sensibilisation des populations à l'élaboration des pièces officielles et d'état civil est organisée 5. le personnel d'identification est Formé et recyclé 6. une prison secondaire est construite à Nguélémondouka 7 un poste de gendarmerie Créé, construit et équipé à Bika 8. au moins 50 chefferies sont matérialisées 9. la gendarmerie est équipée en véhicule pick-up 10. Au moins 06 personnels sont Affectés dans les postes de gendarmerie 11. les comités de vigilance sont Renforcés 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de nouveaux centres d'état civils Créés et construits 2. Nombre de centres d'état civil construits dans les centres déjà créés 3. Nombre de bâtiment réhabilité 4. Nombre de campagnes de Sensibilisation des populations à l'élaboration des pièces officielles et d'état civil organisées 5. Nombre de formation et de recyclage effectué 6. la prison construite et fonctionnelle 7. un poste de gendarmerie. est fonctionnel à Bika 8. Nombre de chefferies matérialisées 9. Nombre de véhicule pick-up dotés à la gendarmerie 10. Nombre de personnels Affectés dans les postes de gendarmerie 11. Nombre de comités de vigilance renforcés 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enquêtes auprès des populations et de la mairie 2. descentes sur les lieux de réalisations 3. descentes sur les lieux de réalisations 4. Enquête au près de populations 5. Enquêtes auprès du personnel d'identification 6. descentes sur les lieux de réalisations 7. descentes sur les lieux de réalisations 8. descentes sur les lieux de réalisation 9. Enquête auprès de la gendarmerie 10. Enquête auprès de la gendarmerie 11. enquêtes auprès des populations 	<ol style="list-style-type: none"> 4. Disponibilité et participation de la population 6. Le personnel pénitencier est affecté 7. L'Etat décide de créer un poste de gendarmerie 10. Dotation du personnel 11. Les comités de vigilance sont créés 	<ol style="list-style-type: none"> 6. Nombre de personne affecté 10. Nombre de personne affecté 11. Nombre de comité installés
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
<ol style="list-style-type: none"> 1. création, construction et équipement de 10 nouveaux centres d'état civils : Ekassong I, kosmadji I, Mparagnang, Aminemekound, Nkolbana I, zembe II, Koubanbang, Azomekout , Nguélémondouka centre 2. Construction des centres d'état civil dans les centres déjà créés : Miambo, Djambélé, Nguoung, Bika, Namedjap, Mvanda II, Ebah 3.1. Réhabilitation de la sous-préfecture de Nguélémondouka 3.2. Réhabilitation et équipement du foyer municipal 3.3. Réfection de l'ancienne mairie 4. Sensibilisation des populations à l'élaboration des pièces officielles et d'état civil 5. Formation et recyclage du personnel d'identification 6. Construction d'une prison secondaire à Nguélémondouka 7. Création, construction et équipement d'un poste de gendarmerie à Bika 8. Matérialisation de toutes les chefferies dans les villages 9. Equipement de la gendarmerie de Nguélémondouka en véhicule pick-up 10. Affectation du personnel dans les postes de gendarmerie (Sous officiers et hommes de rang) 11 Renforcement des comités de vigilance 			Libellés	Montants
			Total investissement	328 000 000
			Total Fonctionnement	5 000 000
			Imprévus	1 400 000
			Total estimatif	334 400 000 FCFA

SECTEUR 10 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR				
Problème du secteur : Faible accès aux études supérieures				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieure	- % des étudiants dans les Universités publiques ; - Nombre de nouveau d'établissements universitaires privés créé ; - Indice de parité (fille /garçon) ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		
Objectif sectoriel stratégique Rendre l'enseignement supérieur accessible à toutes les couches sociales	Taux de jeunes bacheliers de la Région de la commune ayant accès à l'enseignement supérieur	Sondage auprès des populations		
Objectifs spécifiques 1. Mettre sur pied un comité d'information, de sensibilisation et d'orientation des nouveaux bacheliers dans la commune 2. Octroyer 50 bourses aux meilleurs bacheliers locaux chaque année	1. nombre de comité d'information, de sensibilisation et d'orientation des nouveaux bacheliers dans la commune créé 2. Nombre de bourses octroyées aux meilleurs bacheliers locaux chaque année	Enquêtes auprès des populations	Un mécanisme de financement est mis en place	
Résultats attendus 1. Au moins un comité d'information, de sensibilisation et d'orientation des nouveaux bacheliers dans la commune est mis sur pied 2. Au moins 50 bourses sont octroyées aux meilleurs bacheliers locaux chaque année	1. nombre de comité d'information, de sensibilisation et d'orientation des nouveaux bacheliers dans la commune créé 2. Nombre de bourses octroyées aux meilleurs bacheliers locaux chaque année	Enquêtes auprès des populations	Un mécanisme de financement est mis en place	
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1. mise en place d'un comité d'information, de sensibilisation et d'orientation des étudiants dans la commune 2. Octroi de 50 bourses aux meilleurs bacheliers locaux chaque année		Libellés		Montants
		Total investissement		30 000 000
		Total Fonctionnement		1 000 000
		Imprévus		2 500 000
		Total estimatif		33 500 000 FCFA

SECTEUR 11: SANTE PUBLIQUE				
Problème du secteur : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population). 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer les conditions de vie des populations	Le taux de morbidité Le taux de couverture	Enquête auprès des sectoriels	Le secteur de la santé bénéficie des investissements	Le budget alloué à la santé est en hausse
Objectifs spécifiques 1. Créer, construire et équiper 02 nouveaux centres de santé ; 2. Construire 3 nouveaux bâtiments dans les centres de santés existant 3. Réhabiliter un bâtiment du centre de santé de Nguélémendouka 4. Construire des morgues dotées d'un groupe électrogènes et d'une ambulance a Nguélémendouka 5. Doter les structures sanitaires de : 25 lits, 2 laboratoires, un réfrigérateur, 04 groupes électrogènes et 04 dispositifs de traitement des déchets. 6. Construire 04 blocs Latrines et clôture dans les différents centres de santé 7. Construire 04 logements d'astreinte du corps médical 8. Affecter 21 personnels qualifiés dans les structures sanitaires	1. Nombre de nouveaux centres de santé construits 2. Nombre de nouveaux bâtiments construits dans les centres de santés existant 3. Nombre de bâtiment Réhabilités au centre de Nguélémendouka 4. nombre de morgues dotée de groupe électrogène et d'ambulance construite 5. nombre de lits, laboratoires, de réfrigérateur, groupes électrogènes et de dispositifs de traitement des déchets dotés aux structures sanitaires 6. Nombre de blocs Latrines et clôture Construits dans les différents centres de santé 7. nombre de logements d'astreinte du corps médical Construits 8. nombre de personnels qualifiés affectés dans les structures sanitaires	descentes sur les lieux de réalisations et enquêtes auprès des sectoriels		

<p>Résultats attendus</p> <p>1. Au moins 02 nouveaux centres de santé sont Créés, construits et équipés</p> <p>2. Au moins 3 nouveaux bâtiments sont construits dans les centres de santés existants</p> <p>3. Au moins un bâtiment du centre de santé de Nguélémondouka est Réhabilité</p> <p>4. Au moins une morgue dotée d'un groupe électrogène et d'une ambulance est construite à Nguélémondouka</p> <p>5. les structures sanitaires sont dotées d'au moins : 25 lits, 2 laboratoires, un réfrigérateur, 04 groupes électrogènes et 04 dispositifs de traitement des déchets.</p> <p>6. Au moins 04 blocs Latrines et clôture sont Construits dans les différents centres de santé</p> <p>7. Au moins 04 logements d'astreinte du corps médical sont Construits</p> <p>8. Au moins 21 personnels qualifiés sont Affecté dans les structures sanitaires</p>	<p>1. Nombre de nouveaux centres de santé construits</p> <p>2. Nombre de nouveaux bâtiments construits dans les centres de santés existant</p> <p>3. Nombre de bâtiment Réhabilités au centre de Nguélémondouka</p> <p>4. nombre de morgues dotée de groupe électrogène et d'ambulance construite</p> <p>5. nombre de lits, laboratoires, de réfrigérateur, groupes électrogènes et de dispositifs de traitement des déchets dotés aux structures sanitaires</p> <p>6. Nombre de blocs Latrines et clôture Construits dans les différents centres de santé</p> <p>7. nombre de logements d'astreinte du corps médical Construits</p> <p>8. nombre de personnels qualifiés affectés dans les structures sanitaires</p>	<p>descentes sur les lieux de réalisations et enquêtes auprès des sectoriels</p>		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
<p>1. Création construction ; et équipement des centres de santé ; Bila (1), Imbet (1)</p> <p>2. Construction de 3 nouveaux bâtiments : Mvanda II (1), Azomekout (1), Nguélémondouka (1)</p> <p>3. Réhabilitation et maintenance des structures sanitaires existantes : Nguélémondouka (1)</p> <p>4. Construction d'une morgue dotée d'une Ambulance et un groupe électrogène à Nguélémondouka</p> <p>5.1. Fourniture des structures en équipements : Lits : Mvanda II (4), Azomekout (4), Nguélémondouka (10), Bika (7) Labo : Mvanda II (1), Bika (1), Réfrigérateur : Mvanda II (1)</p> <p>5.2. Equipement de 04 Groupes électrogènes : Mvanda II (1) ;Azomekout (1) ; Nguélémondouka (1) ; Bika (1) : 2013</p>	<p>5.3. aménagement des dispositifs de traitement des déchets : Mvanda II (1), Azomekout (1), Nguélémondouka (1), Bika (1)</p> <p>6.1. construction de clôtures (04) : Mvanda II (1), Azomekout (1), Nguélémondouka (1), Bika (1)</p> <p>6.2. Construction de 04 blocs Latrines : Mvanda II, Azomekout, Nguélémondouka, Bika</p> <p>7. Construction de 04 logements d'astreinte du corps médical ; Mvanda II (1) ;Azomekout (1) ; Nguélémondouka (1) ; Bika (1) :</p> <p>8. Affectation du personnel dans les structures sanitaires : Médecins : Nguélémondouka (2) ; IDE ; Nguélémondouka (2) ; Comis : Nguélémondouka (1) ; Bika (1) ; Azomekout (1) ; AS : Azomekout (1) ; Nguélémondouka (08) ; Bika (2) IB : Azomekout (1), Nguélémondouka (2) Assistant Social : Nguélémondouka (2) Matrônes : Bika (1) ; Azomekout (1) ;</p>	<p style="text-align: center;">Libellés</p> <p>Total investissement</p> <p>Total Fonctionnement</p> <p>Imprévus</p> <p>TOTAL ESTIMATIF</p>	<p style="text-align: center;">Montants</p> <p style="text-align: right;">629 000 000</p> <p style="text-align: right;">18 000 000</p> <p style="text-align: right;">21 450 000</p> <p style="text-align: right;">668 450 000 FCFA</p>	

SECTEUR 12 : EAU ET ENERGIE				
Problème du secteur : Difficultés d'accès à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification	Présence des compteurs électriques dans les ménages		
Objectif sectoriel stratégique Développer les infrastructures d'approvisionnement en énergie électrique et en eau	taux de village sont alimentés en électricité taux des populations ayant accès à l'eau potable	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Construire 51 points d'eau dans les villages 2. Réhabiliter 36 points d'eau dans les villages 3. Réhabiliter 03 stations scanwater 4. Aménager 302 sources dans tous les villages 56 par an 5. Etendre le réseau électrique dans 40 villages 6. Former tous les comités de gestion des points d'eau	1. Nombre de points d'eau construits dans les villages 2. Nombre de points d'eau Réhabilités dans les villages 3. nombre de stations scanwater Réhabilités 4. Nombre de sources Aménagées dans les villages 5. nombre de village l'électrifiés 6. Nombre de comités de gestion formés	Enquêtes auprès des populations et des sectoriels	Les populations donnent leurs contributions matérielles et humaines	Taux de contribution des populations
Résultats attendus 1. Au moins 51 points d'eau sont construits dans les villages 2. Au moins 36 points d'eau sont Réhabilités dans les villages 3. Au moins 03 stations scanwater Réhabilités 4. Au moins 302 sources sont aménagées dans tous les villages 5. le réseau électrique est étendu dans au moins 40 villages 6. tous les comités de gestion des points d'eau ont reçu une formation	1. Nombre de points d'eau construits dans les villages 2. Nombre de points d'eau Réhabilités dans les villages 3. nombre de stations scanwater Réhabilités 4. Nombre de sources Aménagées dans les villages 5. nombre de village l'électrifiés 6. Nombre de comités de gestion formés	Enquêtes auprès des populations et des sectoriels	Les populations donnent leurs contributions matérielles et humaines	Taux de contribution des populations

Activités principales	Cadre estimatif des coûts	
	Libellés	Montants
<p>1. Construction de 51 points d'eau dans les villages : Mbang I (2), Mbang II (2), Kak III (1), Oueya II (2), Loulou (1), Imbet (2), Zembe II (2), , Akilbanza (1), Akossa (1), Zembe III (2), Ankouande (1), koumbabang (1), Nkolbana II(1),Oueya I (1), Bila (1), Aminemekound (2), Ngouong (1), Ekpwassong I (2), Ekpwassong II (1), Badouma II (1), Kouambang II (2), Messague (1), Ezambe I (1), Ezambe II (1), Mebi (1), Kap (1), Zembe I (2), Nkolbana I (1), Ebah (2), Effoulan (1), Mvanda II (2), Azomkout (2), Nguélémendouka (3), Nguélémendouka III (2), Mvanda I (1), Kouambang III (1),</p> <p>2. Réhabilitation de 36 points d'eau dans les villages : Messague (1), Koumbou (2), Djamble (1), Miambo (2), Akilbenza (1), Akossa (1), Namedjap (1), Mparagnang (1), Koumbambang (1), Kosmadji II (1), Bila (1), Ekpwassong II (2), Ngouong (1), Ekpwassong I (2), Samba (2), Bika (4), Nguélémendouka (2), Mbegue (1), Nguélémendouka III (2) Boela (1), Lamba (1) Kosmadji I (1), Ekpwassong II (1) Mvanda II (1), Azomkout (1), Ademegola (2),</p> <p>3. Réhabilitation de 03 stations scanwater d'Azomekout, Boela et Badouma II</p> <p>4. Aménagement de 302 sources dans tous les villages 56 par an</p> <p>5. Extension du réseau électrique dans 40 villages non électrifiés: Mbegue, Mbang I, Mbang II, Kaka II, Loulou, Koumbou, Oueya II, Ademegola, Imbet, Djamble, Boela, Zembe II, Miambo, Lamba, Akilbenza, Akossa, Zembe III, Namedjap, Bamelap, Ankouande, Koumbambang, Kosmadji II, Oueya I, Bila, Ekpwassong I et II, Badouma II, Kouambang, Messague, Ezambe I et II, Kap, Zembe I, Aminemekound, Ebah, Ngouong, Effoulan, Mvanda II, Azomekout, Nkolbana I et II,</p> <p>6. Formation des comités de gestion des points d'eau</p>	Total investissement	1 367 425 000
	Total Fonctionnement	17 000 000
	Imprévus	43 371 250
	Total estimatif	1 471 167 500 FCFA

SECTEUR 13: TRAVAUX PUBLICS				
Problème du secteur : Enclavement				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Rendre les routes praticables Développer les infrastructures routières dans la commune de Nguélémondouka	Proportion des routes praticables	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. réhabiliter 177 Km de route sur 06 tronçons 2. Construire des ouvrages ; une digue, 05 buses, 07 ponts semi-définitifs sur plusieurs axes de la commune 3. Refaire 02 ponts et 3 digues sur 02 axes de la commune 4. Réfectionner la subdivision des travaux publics de Nguélémondouka	1. Au moins 50 % d'ouvrages construits/réhabilités 2. nombre de digue, buses, ponts semi-définitifs Construits 3. nombre de ponts et digues Réfectionnés 4. Le bâtiment est réfectionné et utilisable	Descentes sur le terrain et enquêtes auprès des sectoriels		
Résultats attendus 1. Au moins 92 Km sont réhabilités sur 05 tronçons 2. Au moins une digue, 05 buses, 07 ponts semi-définitifs sont Construits sur plusieurs axes de la commune 3. Au moins 02 ponts et 3 digues sont Réfectionnés sur 02 axes de la commune 4. Réfection de la subdivision des travaux publics de Nguélémondouka	1. Au moins 50 % d'ouvrages construits/réhabilités 2. nombre de digue, buses, ponts semi-définitifs Construits 3. nombre de ponts et digues Réfectionnés 4. Le bâtiment est réfectionné et utilisable	Descentes sur le terrain et enquêtes auprès des sectoriels		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
1. Réalisation des travaux de réhabilitation de l'axe Nguélémondouka-Mboma (22km), Nguélémondouka-Mpet (40), Nguélémondouka-Doumaintang (25km), Esseng-Mbeng (5km), Nguélémondouka-Batidoum-Doumaintang. 2.1 Construction des ouvrages sur les axes ; Koumbou-Miambo (Digue 600m + 30 buses de Ø80), Akilbenza-Koumbou			Libellés	Montants
			Total investissement	2 209 000 000

(4 ponts semi-définitifs), Miambo-Kak II (2 ponts SD), Namedjap-Effoulan (3 buses) 2.2. Construction d'un pont SD à la digue d'Ademekak 2.3 Pose d'un pont SD sur la digue d'Elono 2.4. Pose d'une buse de 80 sur l'axe Nguélémondouka-Namedjap (Entre l'EP et le quartier Yana) 3.1. Réfection des ponts sur l'axe Nguélémondouka-Ebah (pk 4+800, 1+300) 3.2. Réfection d'un platelage : Badouma II-Nio (3 Dignes) 4. Réfection la subdivision des travaux publics de Nguélémondouka	Total	50 000 000
	Fonctionnement	
	Imprévis 5%	100 000 000
	Total	2 361 000 000 FCFA

SECTEUR 14 : AFFAIRES SOCIALES

Problème du secteur : Faible encadrement des populations vulnérables

Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<p>Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; - Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables 	<p>Enquête INS (EDS, ECAM, etc)</p>		
<p>Objectif sectoriel stratégique Permettre aux populations vulnérables de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des cas sociaux pris en charge - Taux de couverture 	<p>Enquête auprès des sectoriels</p>		
<p>Objectifs spécifiques</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Elaborer un fichier informatique des personnes vulnérables de la commune 2. Créer 04 pools d'animation rurale 3. Créer et équiper 06 unités de prise en charge dans les formations sanitaires 4. construire et équiper le centre social en : clôture, logement d'astreinte, équipement de bureau, engin à deux roues tout terrain, et le branchement au réseau électrique et hydraulique 5. Affecter 03 personnels dans le centre social de Nguélémendouka 6. doter le centre des moyens nécessaire pour la prise en charge des couches vulnérables 7. Organiser des campagnes de sensibilisation dans les différents villages à travers les pools 8. Créer et construire la maison des personnes du 3^{ème} âge 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 100 % des cas sociaux sont pris en charge 2. Nombre de pools d'animation rurale Créée. 3. nombre d'unités de prise en charge dans les formations sanitaires créées 4. nombre et type d'équipement du centre social 5. nombre de personnels affectés dans le centre social de Nguélémendouka 6. nombre, type de dotation octroies au centre social pour la prise en charge des couches vulnérables 7. le nombre de campagnes de sensibilisation organisées dans les différents villages à travers les pools 8. Les bâtiments sont disponibles et utilisables 	<ol style="list-style-type: none"> 9. Enquête auprès de la commune 10. Enquête auprès des sectoriels et des populations 11. Enquêtes auprès des formations sanitaires et d sectoriel 12. Enquête auprès du sectoriel 13. Enquête auprès du sectoriel 14. Enquête auprès du sectoriel 15. Enquêtes auprès de la population 16. Enquête auprès du sectoriel 		

<p>Résultats attendus</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un fichier informatique des personnes vulnérables de la commune est élaboré 2. 04 pools d'animation rurale sont Créés. 3. 06 unités de prise en charge dans les formations sanitaires sont créées et équipées 4. le centre social est équipé en : clôture, logement, astreinte, équipement de bureau, engin à deux roues tout terrain, et branchement au réseau électrique et hydraulique 5. Au moins 03 personnels sont affectés dans le centre social de Nguélémondouka 6. le centre est doté du nécessaire pour la prise en charge des couches vulnérables 7 Au moins une campagne de sensibilisation dans les différents villages à travers les pools est organisée chaque année 8. Créer et construire la maison des personnes du 3^{ème} âge 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 100 % des cas sociaux sont pris en charge 2. Nombre de pools d'animation rurale Créée. 3. nombre d'unités de prise en charge dans les formations sanitaires créées 4. nombre et type d'équipement du centre social 5. nombre de personnels affectés dans le centre social de Nguélémondouka 6. nombre, type de dotation octroies au centre social pour la prise en charge des couches vulnérables 7. le nombre de campagnes de sensibilisation organisées dans les différents villages à travers les pools 8. Les bâtiments sont disponibles et utilisables 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enquête auprès de la commune 2. Enquête auprès des sectoriels et des populations 3. Enquêtes auprès des formations sanitaires et d sectoriel 4. Enquête auprès du sectoriel 5. Enquête auprès du sectoriel 6. Enquête auprès du sectoriel 7. Enquêtes auprès de la population 8. Enquête auprès du sectoriel 		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
<ol style="list-style-type: none"> 1 Elaboration d'un fichier informatique des personnes vulnérables de la commune 2. Création de 04 pools d'animation rurale : Miambo, , Ekwwassong II, Ebah et Bila 3. Création et équipement de 06 unités de prise en charge dans les formations sanitaires : Bika, Azomekout, Ademegola, Mvanda II, Ekwwassong I et Nguélémondouka 4.1. construction d'une clôture au centre social de Nguélémondouka 4.2. construction d'un logement d'astreinte pour le chef de centre social de Nguélémondouka 4.3. Equipement du centre social de Nguélémondouka : Rideaux (5), Table de conférence circulaire (1), chaises plastiques (100), Plafonniers (4), table bureaux (3), Chaises de réception (6), Ordinateur complet (3), chaises de bureau (3), Photocopieuse (1), engin à deux roues tout terrain (1) 4.4. Branchement du centre au réseau électrique et hydraulique 5. Affectation du personnel dans le centre social de Nguélémondouka (03) 6.1. Dotation du centre social en produits essentiels (ARV, antalgiques et analgiques, cartons de lait en poudre 1^{er} âge (20/semestre), sacs de riz (20/semestre), sacs de soja (20/semestre), cartons de savon (20/semestre) (2014) 6.2. Attribution des prothèses inf (10), cannes blanches, Tricycle (60), 6.3. Aide de secours (20 millions) 7. Organisation des séances de sensibilisation dans les différents villages à travers les pools 8. Création et construction de la maison des personnes du 3^{ème} âge à Nguélémondouka 			Libellés	Montants
			Total investissement	35 200 000
			Total Fonctionnement	7 000 000
			Imprévus	1 760 000
			Total estimatif	37 660 000 FCFA

SECTEUR 15 : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE					
Problème du secteur : Faible promotion de la femme et de la famille					
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Vérifiables (IOV)	Objectivement	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. - Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale		Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer les conditions de vie des femmes et des familles	-Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale -Nombre des femmes émancipés -Taux d'unions légales		Enquêtes auprès des ménages		
Objectifs spécifiques 1. Créer, construire et équiper un centre de promotion de la femme et de la famille et un centre d'écoute et d'accompagnement des veuves 2. Créer des points focaux Genre dans chaque village 3. Organiser une campagne de sensibilisation sur le genre 4. Former 500 femmes aux petits métiers et leur doter d'un fonds de roulement 5. construire et équiper la Délégation d'arrondissement du ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF) 6. Organiser des mariages collectifs 7. sensibiliser les veuves sur leurs droits	1. nombre de centre de (promotion de la femme, formation de la jeune fille, écoute et accompagnement des veuves) construits et équipés 2. Nombre de point focal Genre installés dans chaque village 3. nombre de campagne de sensibilisation sur le genre organisé 4. nombre de femmes formés aux petits métiers et doté de fonds de roulement 5. La délégation est construite et équipé 6. Nombre de mariages célébrés 7. Nombre d'ateliers organisés		1. Descentes sur les lieux de réalisation 2. Enquête auprès des populations et sectoriel 3. Enquêtes auprès de la population 4. Enquêtes auprès des populations et sectoriel 5. Descentes sur les lieux de réalisation 6. Enquêtes auprès des ménages et de la marie 7. Enquêtes auprès des populations	2. Les hommes participent aux activités 4. Les femmes en couple ont l'accord de leur mari 6. Les couples sont engagés	6. Liste des couples inscrits
Résultats attendus 1. Au moins un centre de promotion de la femme et de la famille et un centre d'écoute des veuves sont créés 2. Au moins Un point focal Genre est installé dans chaque village 3. Au moins une campagne de sensibilisation	1. nombre de centre de (promotion de la femme, formation de la jeune fille, écoute et accompagnement des veuves) construits et équipés 2. Nombre de point focal Genre installés dans chaque village 3. nombre de campagne de		1. Descentes sur les lieux de réalisation 2. Enquête auprès des populations et sectoriel 3. Enquêtes auprès de la population 4. Enquêtes auprès des	2. Les hommes participent aux activités 4. Les femmes en couple ont	6. Liste des couples inscrits

<p>sur le genre est organisée</p> <p>4. Au moins 500 femmes sont formées aux petits métiers et dotés de fonds de roulement</p> <p>5. la Délégation d'arrondissement du MINPROFF est construite et équipé</p> <p>6. Des mariages collectifs sont organisés</p> <p>7. les veuves sont sensibilisées sur leurs droits</p>	<p>sensibilisation sur le genre organisé</p> <p>4. nombre de femmes formés aux petits métiers et doté de fonds de roulement</p> <p>5. La délégation disponible et fonctionnelle</p> <p>6. Nombre de mariages célébrés</p> <p>7. Nombre d'ateliers organisés</p>	<p>populations et sectoriel</p> <p>5. Descentes sur les lieux de réalisation</p> <p>6. Enquêtes auprès des ménages et de la marie</p> <p>7. Enquêtes auprès des populations</p>	<p>l'accord de leur mari</p> <p>6. Les couples sont engagés</p>	
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
<p>1.1. Création, construction et équipement d'un centre de promotion de la femme et de formation de la jeune fille à Nguélémeidouka</p> <p>1.2. Création d'un centre d'écoute et d'accompagnement des veuves à Nguélémeidouka</p> <p>2. Création des points focaux Genre dans chaque village</p> <p>3. Tenue des campagnes de sensibilisation sur la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes et D'information et sensibilisation sur le Genre par an</p> <p>4. Formation des femmes aux petits métiers avec dotation d'un fonds de roulement</p> <p>5. construction et équipement de la Délégation d'arrondissement du MINPROFF à Nguélémeidouka</p> <p>6. Organisation des mariages collectifs</p> <p>7. sensibilisation des veuves sur leurs droits (4 ateliers)</p>			Libellés	Montants
			Total investissement	332 500 000
			Total Fonctionnement	25 000 000
			Imprévus	17 875 000
			Total Estimatif	375 375 000 FCFA

SECTEUR 16 : JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE				
Problème du secteur : Faible encadrement des jeunes				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) : Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formés et encadrés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Permettre aux jeunes de la commune de bénéficier des services et programmes mis en place par le Gouvernement	taux des jeunes bénéficiant des services et programmes mis en place	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Créer, construire et équiper un centre d'alphabétisation et un centre multifonctionnel avec 04 ateliers 2. Octroyer des financements de 20 projets/an microprojets des jeunes 3. Inscrire des mouvements des jeunes au Fonds National de l'Emploi (FNE) 4. Organiser des campagnes d'information et sensibilisation des jeunes sur les différentes offres de l'Etat en leur faveur 5. Plaidoyer pour la création d'une Délégation d'Arrondissement à Nguélémdouka avec construction et équipement 6. Créer une activité civique, éducative et socioculturelle pour les jeunes	1. centre et nombre d'ateliers construits et équipés 2. nombre de microprojet financés chaque année 3. nombre de mouvements des jeunes inscrits au FNE 4. Nombre de campagnes organisées 5. Une Délégation est construite et utilisable 6. Nombre d'activités réalisées	1. Descentes sur les lieux de réalisation 2. Enquêtes auprès des bénéficiaires 3. Enquête auprès des populations et sectoriels 4. Enquêtes auprès des populations et sectoriels 5. Descentes sur les lieux de réalisation 6. Enquêtes auprès des bénéficiaires	Les jeunes sont intéressés	Taux de participation aux activités
Résultats attendus 1. Au moins un centre d'alphabétisation fonctionnel et un centre multifonctionnel des jeunes est créé avec 04 ateliers 2. 20 microprojets des jeunes par an sont financés 3. Au moins 20 mouvements des jeunes sont inscrits au FNE 4. Au moins une campagne est organisée pour informer, sensibiliser et former les jeunes 5. une Délégation d'Arrondissement est créée et construite à	1. centre et nombre d'ateliers construits et équipés 2. nombre de microprojet financés chaque année 3. nombre de mouvements des jeunes inscrits au FNE 4. Nombre de campagnes	1. Descentes sur les lieux de réalisation 2. Enquêtes auprès des bénéficiaires 3. Enquête auprès des populations et sectoriels 4. Enquêtes auprès des populations et	Les jeunes sont intéressés	Taux de participation aux activités

<p>Nguélémondouka</p> <p>6. Un carrefour culturel challenge pour la jeunesse est organisé</p>	<p>organisées</p> <p>5. Une Délégation est construite et utilisable</p> <p>6. Nombre d'activités réalisées</p>	<p>sectoriels</p> <p>5. Descentes sur les lieux de réalisation</p> <p>6. Enquêtes auprès des bénéficiaires</p>		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
<p>1.1. Création, construction et équipement d'un centre multifonctionnel à Nguélémondouka</p> <p>1.2. Création, construction et équipement d'un centre d'alphabétisation fonctionnel (CAF) à Nguélémondouka</p> <p>2. Mise en place d'un fonds de financement des microprojets (Octroi des financements aux microprojets des jeunes)</p> <p>3. Inscription des mouvements des jeunes au FNE</p> <p>4.1. Vulgarisation et sensibilisation sur les mécanismes d'insertions (PIFMAS, PAJER-U, PIAASI,...)</p> <p>4.2. Formation des jeunes aux techniques de montage de projets et de demande de financements</p> <p>4.3. formation des jeunes sur les petits métiers</p> <p>5. Plaidoyer, construction et équipement d'une Délégation d'arrondissement de la jeunesse à Nguélémondouka</p> <p>6. Création d'un carrefour culturel challenge pour la jeunesse à Nguélémondouka (NKAC3J)</p>			Libellés	Montants
			Total investissement	124 500 000
			Total Fonctionnement	18 000 000
			Imprévus	7 125 000
			Total Estimatif	149 625 000 FCFA

SECTEUR 17 : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE				
Problème du secteur : Faible développement des activités sportives				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Encourager la pratique du sport pour le bien-être physique	Le nombre de pratiquants de sport est en hausse	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Construire et équiper un complexe multisport 2. Organiser un championnat de vacance dans toutes les disciplines chaque année 3. construire et réhabiliter des infrastructures sportives existantes 4. Créer des équipes dans les différentes disciplines et les affilier dans les fédérations nationales	1. nombre de complexes multisports Construit 2. nombre de championnat de vacance dans toutes les disciplines Organisé chaque année 3. Nombre d'infrastructures sportives réhabilitées et construites 4. Nombre d'équipes formées et affiliées dans les fédérations nationales	1. Descentes sur les lieux de réalisation 2. Enquête auprès des populations et sectoriel 3. Descentes sur les lieux de réalisation 4. Enquête auprès des populations et sectoriel	1. L'espace est disponible 2. Un comité d'organisation est installé 3. Les jeunes apportent leurs contributions matérielles et humaines 4. Les jeunes sont engagés	2. le comité est fonctionnel 3. Nombre de groupes engagés 4. Nombre de groupes engagés
Résultats attendus 1. un complexe multisports est Construit et équipé 2. Au moins un championnat de vacance dans toutes les disciplines est Organisé chaque année 3. des infrastructures sportives sont réhabilitées et construites 4. Au moins une équipe est formée dans les différentes disciplines et affiliées dans les fédérations nationales	1. nombre de complexes multisports Construit 2. nombre de championnat de vacance dans toutes les disciplines Organisé chaque année 3. Nombre d'infrastructures sportives réhabilitées et construites 4. Nombre d'équipes formées et affiliées dans les fédérations nationales	1. Descentes sur les lieux de réalisation 2. Enquête auprès des populations et sectoriel 3. Descentes sur les lieux de réalisation 4. Enquête auprès des populations et sectoriel	1. L'espace est disponible 2. Un comité d'organisation est installé 3. Les jeunes apportent leurs contributions matérielles et humaines 4. Les jeunes sont engagés	2. le comité est fonctionnel 3. Nombre de groupes engagés 4. Nombre de groupes engagés

Activités principales	Cadre estimatif des coûts	
1. Construction et équipement d'un complexe multisport à Nguélémondouka	Libellés	Montants
2. Organisation des championnats de vacance dans toutes les disciplines chaque année	Total investissement	926 000 000
3.1. Construction et réhabilitation des infrastructures sportives existantes	Total Fonctionnement	14 000 000
3.2. Réhabilitation des aires de jeux dans les villages (56)	Imprévus	46 300 000
4. Création des équipes dans les différentes disciplines et affiliation dans les fédérations nationales	Total Estimatif	946 300 000 FCFA

SECTEUR 18 : TRANSPORT				
Problème du secteur : Insécurité routière et Coût élevé du transport				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Faciliter la circulation des biens et des personnes	Nombre de mesures prises et adoptées	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. organiser une campagne de Sensibilisation et formation des chauffeurs taxis sur la réglementation en vigueur 2. Aménager une fourrière municipale à Nguélémeidouka 3. Implanter des panneaux de signalisation sur les routes communales 4. Construire une gare routière moderne 5. Construire un parc automobile pour les gros porteurs	1. nombre de campagne, sensibilisation et formation des chauffeurs taxis organisée 2. nombre de fourrière municipale Aménagée à Nguélémeidouka 3. nombre de panneaux de signalisation t implantés sur les routes communales 4. nombre de gare routière moderne Construite 5. nombre de parc automobile pour les gros porteurs Construits	Descentes sur les lieux de réalisation et enquête auprès des populations et sectoriel	Les populations s'impliquent dans l'entretien des routes	Nombre comités de routes installés
Résultats attendus 1. Au moins une campagne de Sensibilisation et formation des chauffeurs taxis sur la réglementation en vigueur est organisée 2. Au moins une fourrière municipale est Aménagée à Nguélémeidouka 3. Les panneaux de signalisation sont implantés sur les routes communales 4. Au moins une gare routière moderne est Construite 5. Au moins un parc automobile pour les gros porteurs est Construit	1. nombre de campagne, sensibilisation et formation des chauffeurs taxis organisée 2. nombre de fourrière municipale Aménagée à Nguélémeidouka 3. nombre de panneaux de signalisation t implantés sur les routes communales 4. nombre de gare routière moderne Construite 5. nombre de parc automobile pour les gros porteurs Construits	Descentes sur les lieux de réalisation et enquête auprès des populations et sectoriel	Les populations s'impliquent dans l'entretien des routes	Nombre comités de routes installés

Activités principales	Cadre estimatif des coûts	
	Libellés	Montants
1 Sensibilisation et formation des chauffeurs taxis sur la réglementation en vigueur	Total investissement	96 000 000
2 Aménagement d'une fourrière municipale à Nguélémondouka	Total Fonctionnement	8 000 000
3 Implantation des panneaux de signalisation sur les routes communales	Imprévus	4 800 000
4 Construction d'une gare routière moderne à Nguélémondouka	Total Estimatif	108 800 000
5 Construction d'un parc automobile pour les gros porteurs à Nguélémondouka		FCFA

SECTEUR 19 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Problème du secteur : Faible insertion professionnelle

Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir des emplois décents durables accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	- Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; - Nombre d'emplois créés ; - Taux de chômage.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer la qualité de l'emploi et de la formation professionnelle	Le chômage est réduit	Enquête auprès des sectoriels		
Objectif spécifique 1. Créer, construire et équiper 03 SAR/SM	03 SAR/SM sont construits et équipés	Descentes sur les lieux de réalisation et enquête auprès des sectoriels	Les populations donnent des contributions matérielles et humaines	Taux de contribution des populations
Résultats attendus 1. Au moins 03 SAR/SM sont créés, construites et équipées	Nombre de SAR/SM construites	Descentes sur les lieux de réalisation et enquête auprès des sectoriels	Les populations donnent des contributions matérielles et humaines	Taux de contribution des populations

Activités principales

Cadre estimatif des coûts

1. Création, construction et équipement de 03 SAR/SM dans les villages : Nguélémondouka centre, Azomekout , Mvanda II,	Libellés	Montants
	Total investissement	208 000 000
	Total Fonctionnement	12 000 000
	Imprévus	10 400 000
	Total Estimatif	230 400 000 FCFA

SECTEUR 20 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT (PMEESA)				
Problème du secteur : Climat local peu incitatif au développement des PME				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir et développer les activités des PMEESA en vue de la création des richesses et la création des emplois décents	- Contribution de l'artisanat dans l'économie locale - Nombre d'artisans	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Etablir un répertoire des artisans d'arrondissement et les organiser en GIC par filières 2. Organiser des foires et expositions annuels 3. Créer, construire et équiper un village artisanal 4. Faciliter l'accès au crédit pour les promoteurs des PMEESA	1. nombre d'artisans organisés en GIC par filières 2. nombre de foire et exposition organisée chaque année 3. Nombre de centre artisanal construit 4. Nombre acteurs des PMEESA bénéficiaires chaque année	Descente sur les lieux de réalisation et enquêtes auprès des populations et sectoriels	- Les artisans sont informés - Les promoteurs sont engagés dans le projet	Nombre de promoteurs
Résultats attendus 1. un répertoire des artisans d'arrondissement est Etabli et ils sont organisés en GIC par filières 2. Au moins une foire/ exposition est organisée chaque année 3. Au moins un village artisanal est Créé, construit et équipé 4. l'accès au crédit pour les promoteurs des PMEESA est facilité	1. nombre d'artisans organisés en GIC par filières 2. nombre de foire et exposition organisée chaque année 3. Nombre de centre artisanal construit 4. Nombre acteurs des PMEESA bénéficiaires chaque année	Descente sur les lieux de réalisation et enquêtes auprès des populations et sectoriels	- Les artisans sont informés - Les promoteurs sont engagés dans le projet	Nombre de promoteurs
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1.1. Etablissement d'un répertoire des artisans de Nguélémondouka 1.2. Organisation des artisans en GIC par filières 2. Organiser des foires et expositions annuels 3. Création, construction et équipement d'un centre artisanal à Nguélémondouka 4. Facilitation de l'accès au crédit pour les promoteurs des PMEESA		Libellés	Montants	
		Total investissement	42 500 000	
		Total Fonctionnement	12 000 000	
		Imprévus	2 125 000	
		Total	56 625 000FCFA	

SECTEUR 21 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS				
Problème du secteur : Faible accès aux innovations scientifiques				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créées - % des femmes développées en femmes et technologies innovantes - Taux d'amélioration de la productivité. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer les connaissances des populations sur les innovations scientifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Taux d'amélioration de la productivité. 	Enquête auprès des sectoriels	Les populations expérimentent les nouvelles techniques apprises	La production agricole augmente
Objectifs spécifiques 1. Mettre à la disposition de l'IRAD un terrain pour la mise en place des champs semenciers 2. Organiser 02 campagnes de sensibilisation et formation sur les produits, les techniques innovantes et la lutte phytosanitaire 3. Construire et équiper des bureaux de l'IRAD 4. Affecter un secrétaire et 02 agents à l'IRAD	<ol style="list-style-type: none"> 1. nombre de champs semenciers mis en place par l'IRAD 2. nombre de campagnes de sensibilisation et formation organisées 3. nombre de bureaux de l'IRAD construits 4. nombre de personnel affectés à l'IRAD 	Enquêtes auprès des populations et sectoriels		
Résultats attendus 1. Au moins un terrain pour la mise en place des champs semenciers est mis à la disposition de l'IRAD 2. Au moins 02 campagnes de sensibilisation et formation sur les produits, les techniques innovantes et la lutte phytosanitaire sont organisés 3. Au moins 3 bureaux de l'IRAD Sont Construits et équipés 4. un secrétaire et 02 agents sont Affectés IRAD	<ol style="list-style-type: none"> 1. nombre de champs semenciers mis en place par l'IRAD 2. nombre de campagnes de sensibilisation et formation organisées 3. nombre de bureaux de l'IRAD construits 4. nombre de personnel affectés à l'IRAD 	Enquêtes auprès des populations et sectoriels		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
1. Mettre à la disposition de l'IRAD d'un terrain pour la mise en place des champs semenciers 2.1. Sensibilisation des populations sur les nouvelles variétés			Libellés	Montants
			Total investissement	36 000 000

2.2. Sensibilisation sur les l'utilisation des techniques innovantes pour l'augmentation de la productivité	Total Fonctionnement	1 000 000
2.3. Sensibilisation des populations sur la lutte phytosanitaire et l'utilisation des intrants	Imprévus	1 800 000
3. Construction et équipement des bureaux de l'IRAD à Nguélémondouka	Total Estimatif	38 800 000FCFA
4. Affectation d'un secrétaire et 02 agents à l'IRAD		

SECTEUR 22 : TOURISME				
Problème du secteur : Inexistence d'activités touristiques				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	- Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1000 000) ; - Nombre de touristes internes ; - Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; - VA touristique / VA totale ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir le tourisme	Nombre de touristes visitant la commune	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Aménager un parc de loisirs à Nguélémeidouka 2. Aménager 6 sites touristiques 3. Construire et équiper une auberge municipale	1. nombre de parc de loisirs aménagé à Nguélémeidouka 2. nombre de sites touristiques aménagés 3. nombre d'auberge municipale Construite	Descentes sur les lieux de réalisation et enquête auprès des sectoriels et populations		
Résultats attendus 1. Au moins un parc de loisirs est aménagé à Nguélémeidouka 2. Au moins 6 sites touristiques sont aménagés 3. Au moins une auberge municipale est Construite et équipée	1. nombre de parc de loisirs aménagé à Nguélémeidouka 2. nombre de sites touristiques aménagés 3. nombre d'auberge municipale Construite	Descentes sur les lieux de réalisation et enquête auprès des sectoriels et populations		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
1. Aménagement d'un parc de loisirs à Nguélémeidouka 2. Aménagement de 6 sites touristiques : (Rochers de Bamelap, Grotte de Mvanda 1, Palmier de Nguélémeidouka I, Grottes de Badouma II, Chutes d'eau de Nkolbana II et akilbenza, Rocher de Koumbambang,...) 3. Construction et équipement d'une auberge municipale			Libellés	Montants
			Total investissement	131 000 000
			Total Fonctionnement	10 000 000
			Imprévus	6 550 000
			Total Estimatif	147 550 000FCFA

SECTEUR 23 : CULTURE				
Problème du secteur : perte des us et coutumes				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir la culture	Proportion des us et coutumes préservés	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Créer, construire et équiper trois musées et un foyer culturel 2. Organiser un festival annuel 3. Elaborer un guide sur les us et coutumes	1. Nombre de musées et foyers culturels construits 2. Nombre de festival organisé chaque année 3. Nombre de guide élaboré	Descente sur les lieux de réalisation enquête auprès des populations et sectoriels	1. Un mécanisme de financement est mis en place 2. Un comité est mis en place 3. Les chefs traditionnels sont d'accord	2. Un comité est disponible et fonctionnel 3. Nombre de guide élaboré
Résultats attendus 1. Au moins trois musées et un foyer culturel sont Créés construits et équipés 2. Au moins un festival est organisé chaque année 3. Au moins un guide sur les us et coutumes est élaboré	1. Nombre de musées et foyers culturels construits 2. Nombre de festival organisé chaque année 3. Nombre de guide élaboré	Descente sur les lieux de réalisation enquête auprès des populations et sectoriels	1. Un mécanisme de financement est mis en place 2. Un comité est mis en place 3. Les chefs traditionnels sont d'accord	2. Un comité est disponible et fonctionnel 3. Nombre de guide élaboré
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Création, construction et équipement de trois musées dans les villages : Ebah, Azomekout, Nguélémendouka 1.2. Création, construction et équipement d'un foyer culturel à Nguélémendouka centre 2. organisation d'un festival annuel 3. Elaboration d'un guide sur les us et coutumes			Libellés	Montants
			Total investissement	75 000 000
			Total Fonctionnement	1 000 000
			Imprévus	3 750 000
			Total Estimatif	79 750 000 FCFA

SECTEUR 24 : MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE				
Problème du secteur : Faible exploitation du potentiel local de mines				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateur s des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Exploiter rationnellement les ressources minières disponibles	Surface et proportion de ressources minières exploitées durablement	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Aménager et ouvrir l'accès à 17 carrières de sable et gravier 2. Organiser des journées technologiques afin de soutenir et financer les meilleures inventions et innovations	1. Nombre de carrières aménagés et exploités 2. Nombre de journées organisées	Enquêtes auprès des populations, de la mairie et des sectoriels		
Résultat 1. Au mois 17 carrières de sable, pierres et latérites sont aménagés et exploités 2. Organiser des journées technologiques afin de soutenir et financer les meilleures inventions et innovations	1. Nombre de carrières aménagés et exploités 2. Nombre de journées organisées	Enquêtes auprès des populations, de la mairie et des sectoriels		
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1. Aménagement et ouverture de l'accès à 17 sites miniers de Oueya II (Graviers), Bika (sable), Lembe (sable), Ngomgnang (sable), Bamelap (graviers), Zembe II (sable), Mbegue (sable) Ankouande (sable), Koumbabang (sable et graviers), Lamba (sable), Miambo (sable), Kap (sable), Zili (sable), Akossa (sable), Kosmadji I (sable), Texas (sable). 2. une journée technologique est organisée par an		Libellés	Montants	
		Total investissement	42 000 000	
		Total Fonctionnement	3 000 000	
		Imprévus	2 250 000	
		Total Estimatif	47 250 000 FCFA	

SECTEUR 25 : COMMERCE				
Problème du secteur : Accès difficile aux marchés				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	- Part des exportations dans le PIB - Déficit de la balance commerciale	Enquête INS, ECAM		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer le cadre de départ des activités commerciales	Nombre de mesures et d'infrastructures mis en place	Enquête auprès des sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Renforcer le marché de Nguélémeidouka en infrastructures 2. Construire 10 hangars de marché dans les villages 3. Construire un Parc à bétail, d'un Abattoir municipal 4. Réhabiliter 03 bâtiments dans le marché de Nguélémeidouka 5. Construire 1 points d'eau, 2 latrines, 1 dispositif de traitement des déchets dans le marché de Nguélémeidouka 6. Organiser des marchés et de ventes groupées dans la commune	1. nombre de complexe commercial, d'hangar et de charcuterie Construits 2. nombre d'hangars de marché construits dans les villages 3. Nombre de parc à bétail et d'abattoir municipal construits 4. Nombre de bâtiments Réhabilités dans le marché de Nguélémeidouka 5. Nombre de points d'eau, latrines et dispositif de traitement des déchets construits dans le marché de Nguélémeidouka 6. Nombre de marchés et de ventes groupées organisées	Descente sur les lieux de réalisation et enquêtes auprès des populations	L'espace est disponible	Quantité d'espace aménagée
Résultats attendus 1. Au moins un complexe commercial, un hangar de 200 comptoirs, un magasin de stockage et une charcuterie sont Construits 2. Au moins 10 hangars de marché sont construits dans les villages 3. Au moins un Parc à bétail et un Abattoir municipal sont construits 4. Au moins 03 bâtiments sont réhabilités dans le marché de Nguélémeidouka 5. Au moins. 1 point d'eau, 2 latrines, 1	1. nombre de complexe commercial, d'hangar et de charcuterie Construits 2. nombre d'hangars de marché construits dans les villages 3. Nombre de parc à bétail et d'abattoir municipal construits 4. Nombre de bâtiments Réhabilités dans le marché de Nguélémeidouka 5. Nombre de points d'eau, latrines et dispositif de traitement des déchets construits dans le marché de Nguélémeidouka	Descente sur les lieux de réalisation et enquêtes auprès des populations	L'espace est disponible	Quantité d'espace aménagée

dispositif de traitement des déchets sont construits dans le marché de Nguélémondouka	6. Nombre de marchés et de ventes groupées organisées			
6. Organiser des marchés et de ventes groupées dans la commune				
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1.1. Construction d'un complexe commercial dans le marché de Nguélémondouka 1.2. Construction d'un hangar de marché à Nguélémondouka (200 comptoirs) 1.3. Construction et équipement d'une charcuterie dans le marché de Nguélémondouka 1.4. Construction d'un magasin de stockage dans le marché de Nguélémondouka 2. Construction de 10 hangars de marché dans les villages : Bika, Oueya I, Akilbenza, Azomekout, Mialon, Badouma II, mvandall, Mbegue, Ezambe II, koumbambang 3.1 Construction d'un Parc à bétail à Nguélémondouka 3.2 Construction d'un Abattoir municipal à Nguélémondouka 4. Réhabilitation de 03 bâtiments dans le marché de Nguélémondouka 5. Construction de 1 point d'eau, 2 latrines, 1 dispositif de traitement des déchets dans le marché de Nguélémondouka 6.1. organisation des ventes Promotionnelles tous les 03 mois 6.2. organisation des ventes groupées des produits de base (Cacao Café)		Libellés	Montants	
		Total investissement	246 300 000	
		Total Fonctionnement	10 000 000	
		Imprévus	12 315 000	
		Total Estimatif	268 615 000 FCFA	

SECTEUR 26 : POSTES ET TELECOMMUNICATION				
Problème du secteur : Faible couverture du réseau de télécommunication et Faible recours aux TIC				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) Développer les infrastructures de communication et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Rendre performant les infrastructures de poste et de télécommunication	Nombre de localités électrifiées et raccordées au réseau de la fibre optique	Enquête auprès des sectoriels et des populations		
Objectifs spécifiques 1. Construire et équiper un télécentre communautaire à Nguélémondouka 2. Raccorder de l'arrondissement au réseau de la fibre optique 3. Former les populations sur les Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC) 4. Réhabiliter et équiper la poste	1. Nombre de télécentre fonctionnel 2. Débit de connexion internet 3. Nombre de personnes formées 4. Nombre de services offerts	Descente sur les lieux de réalisation et enquête auprès des populations		
Résultats attendus 1. Au moins un télécentre communautaire est construit et équipé à Nguélémondouka 2. l'arrondissement est raccordé au réseau de la fibre optique 3. les populations sont formées sur les NTIC 4. le bâtiment de la poste est réhabilité et équipée	1. Nombre de télécentre fonctionnel 2. Débit de connexion internet 3. Nombre de personnes formées 4. Nombre de services offerts	Descente sur les lieux de réalisation et enquête auprès des populations		
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1. Construction et équipement d'un télécentre communautaire à Nguélémondouka 2. Raccordement des villages au réseau de la fibre optique 3. Formation des populations sur les NTIC 4. Réhabilitation et équipement de la poste de Nguélémondouka		Libellés	Montants	
		Total investissement	460 000 000	
		Fonctionnement Total	10 000 000	
		Imprévus	24 000 000	
		Total Estimatif	494 000 000 FCFA	

SECTEUR 27 : COMMUNICATION				
Problème du secteur : Faible couverture médiatique				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Développer des infrastructures de communication	Nombre d'infrastructures disponibles et fonctionnels	Enquête auprès des sectoriels et populations		
Objectif spécifique 1. Réhabiliter et équiper la radio communautaire de Nguélémondouka 2. Affecter 02 personnels qualifiés à la radio Nguélémondouka	1. Nombre de bâtiment réhabilité et d'équipement fournis 2. Nombre de personnel qualifiés affectés	Descente sur les lieux de réalisation		
Résultats attendus 1. Réhabiliter et équiper la radio communautaire de Nguélémondouka 2. Au moins 02 personnels qualifiés sont Affectés à la radio Nguélémondouka	1. Nombre de bâtiment réhabilité et d'équipement fournis 2. Nombre de personnel qualifiés affectés	Descente sur les lieux de réalisation		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Réhabilitation et équipement de la radio communautaire de Nguélémondouka 1.2. Installation de 04 antennes relais (Aminemekound, Bialesse, Badouma II, Nguélémondouka III) 1.3. Equipement de la radio Nguélémondouka en plaques solaires 2. Affectation de 02 personnels qualifiés à la radio Nguélémondouka			Libellés	Montants
			Total fonctionnement	0
			Total investissement	112 000 000
			Imprévus	5 600 000
			Total Estimatif	125 600 000 FCFA

SECTEUR 28 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIAL				
Problème du secteur : Faible couverture médiatique				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses externes)	(Facteurs des Indicateurs Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	- Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; - Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
Objectif sectoriel stratégique Améliorer les conditions de travail des employés	Les chefs d'entreprises sont sensibilisés sur l'importance de la couverture sociale	Enquête auprès des populations et sectoriels		
Objectifs spécifiques 1. Réaliser des missions d'inspection 2. Sensibiliser les travailleurs sur leurs droits	1. Nombre de missions réalisés 2. Nombre de campagnes organisés	Enquêtes auprès des populations et sectoriels		
Résultats attendus 1. Des missions d'inspection sont réalisées 2. les travailleurs sont sensibilisés sur leurs droits	1. Nombre de missions réalisés 2. Nombre de campagnes organisés	Enquêtes auprès des populations et sectoriels		
Activités principales			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Réalisation des missions d'inspection (5 000 000 FCFA) 1.2 Sensibilisation des travailleurs sur leurs droits (5 000 000 FCFA)			Libellés	Montants
			Total investissement	00
			Total Fonctionnement	10 000 000
			Imprévus	500 000
			Total Estimatif	10 500 000FCFA

5.3 Cout du PCD

Le tableau 17 présente les différents coûts totaux des microprojets formulés dans les cadres logiques :

Tableau 17: cout estimatif du PCD

N°	SECTEUR	COUT ESTIMATIF
1	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	2 625 000 000
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	3 155 000 000
3	SANTE PUBLIQUE	668 450 000
4	EDUCATION DE BASE	2 054 228 000
5	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	832 255 000
6	TRAVAUX PUBLICS	2 361 000 000
7	JEUNESSE	149 625 000
8	ENERGIE ET EAU	1 471 167 500
9	AFFAIRES SOCIALES	37 660 000
10	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	375 375 000
11	CULTURE	79 750 000
12	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	56 625 000
13	MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	47 250 000
14	TOURISME	147 550 000
15	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	8 400 000
16	COMMERCE	268 615 000
17	TRANSPORT	108 800 000
18	POSTES ET TELECOMMUNICATION	494 000 000
19	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	334 400 000
20	FORET ET FAUNE	67 935 000
21	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	210 785 000
22	DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT	608 000 000
23	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	230 400 000
24	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	10 500 000
25	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	946 300 000
26	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	38 800 000
27	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	33 500 000
28	COMMUNICATION	225 600 000
COUT ESTIMATIF TOTAL		17 646 970 500

5.4 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Le tableau 18 présente la matrice diagnostic des ressources naturelles :

Tableau 18 : Matrice diagnostic des ressources naturelles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôle urs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
Forêt semi décidue	Tous les villages	Présence de biodiversité floristique et faunique	Population locale	services MINFOF	Libre non définie	Dégradation (coupe fréquente de bois, récolte des PFNL), pratique agricole par endroit.	<ul style="list-style-type: none"> - Coupe anarchique du bois ; - Statut de la forêt non défini ; - Création des champs non autorisé ; - Insuffisance du personnel et moyens pour la surveillance ; - Occupation par les habitations ; - Destruction du couvert arboré ; - Récolte des PFNL. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier le contrôle ; - Engager le processus de mise en place de forêts communale et communautaires (poursuivre et finaliser) ; - Entreprendre des actions de reboisement des espaces dégradés ; - Sensibiliser les habitants actuels sur le statut futur de la forêt.
Savane arborée	Mbang II, Mbang I Mbegue, kosmadji I, Bika	Présence de la biodiversité floristique et faunique	Population locale Nomades BORORO	Services MINFOF	Libre non définie	Dégradation (récolte des PFNL), pratique agricole par endroit, feux de brousse, élevage bovine	<ul style="list-style-type: none"> - feux de brousse; - Statut de la forêt communale non défini ; - Création des champs non autorisé ; - Insuffisance du personnel et moyens pour la surveillance ; - Occupation temporaire par les habitations BORORO ; - Destruction du couvert arboré ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier le contrôle ; - Engager le processus de mise en place de forêts communale et communautaires (poursuivre et finaliser) ; - Entreprendre des actions de reboisement des espaces dégradés ; - Sensibiliser les populations.

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôle urs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
							- Récolte des PFNL.	
Forêt marécageuse	Ademegola ; Zembe II ; Koumbou ; Djamble ; Imbet ; Boela ; Akossa ; Oueya II ; Nkolbana II ; SAMBA ; NAMEDJAP ; MVANDA I ; ZEMBE III ; EFOULAN ; EKPWASSONG I ; MEBI ; EZAMBE II ; BADOUMA II ; ZEMBE I	Présence de la biodiversité floristique et faunique	Population locale	Services MINFOF	Libre non définie	Dégradation (coupe fréquente du bois ; récolte des PFNL), pratique agricole par endroit,	- Coupe anarchique du bois ; - Statut de la forêt communale non défini ; - Création des champs non autorisés ; - Insuffisance du personnel et moyens pour la surveillance ; - Occupation par les habitations ; - Destruction du couvert arboré ; - Récolte des PFNL.	- Intensifier le contrôle ; - Engager le processus de mise en place de forêts communales et communautaires (poursuivre et finaliser) ; - Entreprendre des actions de reboisement des espaces dégradés ; - Sensibiliser les habitants actuels sur le statut futur de cette forêt.
Pierre	ZEMBE III ; EKPWASSONG I ; LOULOU ; OUEYAI I ; MBANG I ; KOUAMBANG ; MBANG II ; KOUAMBANG II	Gravier	Population locale	Services MINEE	Libre non définie	Pollution des cours d'eau et champs environnant ;	- exploitation artisanale des carrières ; - dégradation du sol, cours d'eau et végétation ; - disparition progressive de certains ruisseaux ; - perte de la biodiversité aquatique ; - pauvreté des sols.	- Explorer les différents sites afin de déterminer le potentiel réel ; - Vulgariser le code minier ; - Sensibiliser les populations sur la valeur des roches ; - Valoriser le potentiel minier.
sable	ZEMBE II ; IMBET ; MBEGUE ; LOULOU ; OUEYA II ; MBANG I ;		Population locale	Services MINEE	Libre non définie	Pollution des cours d'eau et champs environnant	- exploitation artisanale des carrières ; - dégradation du sol, cours d'eau et végétation ; - disparition progressive de certains ruisseaux ;	- Explorer les différents sites afin de déterminer le potentiel réel ; - Vulgariser le code minier ; - Sensibiliser les populations sur la valeur des roches ;

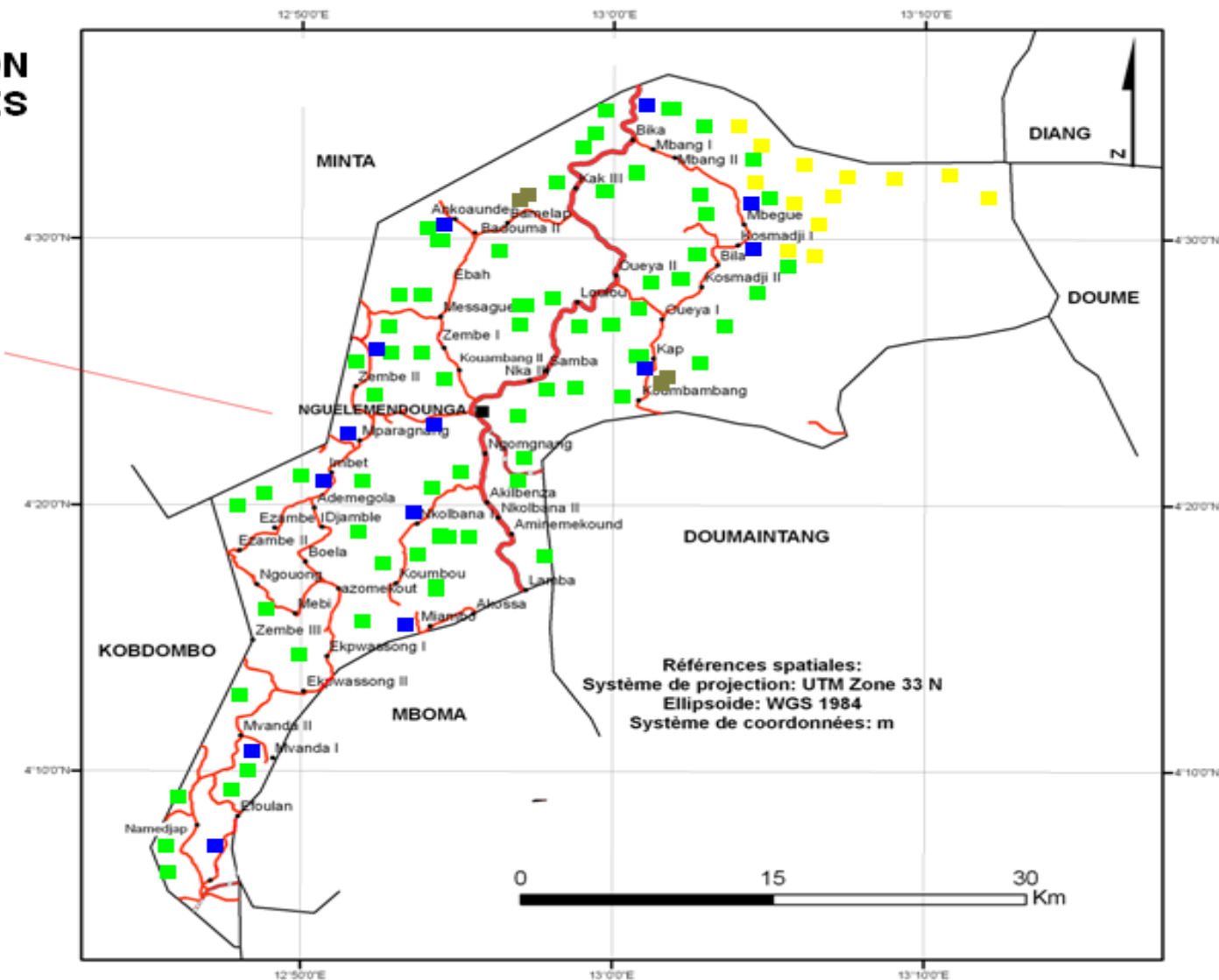
Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôle urs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
	NGUÉLÉMENDO UKA III ; MIAMBO ; AMINEMEKOUN D ; LAMBA; NGOMGNANG; MVANDA I; NAMEDJAP; ZEMBE III; EFOULAN; EKPWASSONG I; NKOLBANA I; NGOUONG; MPARAGNANG; MESSAGUE; MBANG II; KOUAMBANG II						-perte de la biodiversité aquatique ; -pauvreté des sols.	-Valoriser le potentiel minier ; - Promouvoir les constructions en matériaux définitif.
latérite	EFOULAN ; MEBI ; LOULOU ; ZEMBE II ; EZAMBE II ; NGOUONG ; ANKOUANDE. MPARAGNANG ; MESSAGUE		Population locale, sociétés de travaux publiques	Service MINEE	Libre non définie	Pollution des cours d'eau et champs environnant	-exploitation artisanale des carrières; -dégradation du sol, cours d'eau et végétation ; -disparition progressive de certains ruisseaux ; -perte de la biodiversité aquatique ; -pauvreté des sols.	- Explorer les différents sites afin de déterminer le potentiel réel ; -Vulgariser le code minier ; -Sensibiliser les populations sur la valeur des roches ; -Valoriser le potentiel minier ; -Promouvoir les constructions en matériaux définitif.

La figure ci-dessous représente le principal résultat de la consolidation des différentes matrices diagnostic des ressources naturelles et des unités de paysage identifiées dans les cartes du village :

PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES

LEGENDE

-  Rochers
 -  Carrière de Sable
 -  Zone de culture
 -  Zone de pâturage
 -  Village
 -  Chef-Lieu d'Arrondissement
 -  Limites de la commune
- CLASSEMENT**
-  Provinciale
 -  Departementale
 -  Route rurale



Carte 6 : Plan d'utilisation et de gestion des terres

6 PROGRAMMATION

6.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Le tableau 19 ci-dessous présente le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires de Nguélémondouka.

Tableau 19 : Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs/sources	Ressources financières (FCFA)			Périodes			Localisations/Observations	
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3		
AGRICULTURE	Formation de 120 GICS sur la dynamique de groupe	Identification des GIC bénéficiaires	Liste des GIC disponibles	10 000 000		10 000 000					
		Montage des modules									
		Tenue des ateliers	Rapport et listes de présences								
	Mise en place d'une coopérative d'utilisation du matériel agricole avec création de 03 antennes dans les différents groupements	Construction d'un bâtiment	PV de réception	150 000 000		150 000 000					
		Achat du matériel et des équipements	Factures disponibles								
		Mise en place des antennes	Un personnel et le matériel sont disponibles dans les antennes								
	Construction et Affectation du personnel dans les différents postes agricoles (Kosmadji I, Lamba, Ebah, Bika et Imbet)	Construction des bâtiments	PV de réception	50 000 000		50 000 000					
		Recrutement et affectation du personnel	Le personnel est disponible (liste du personnel)								
	Réhabilitation du poste agricole d'Ekpwassong I	Réfection du bâtiment	le bâtiment est réfectionné et prêt à l'utilisation	8 000 000		8 000 000					
	Construction et équipement des magasins de stockage (Azomekout, Messague, kosmadji I, Mparagnang, Ekpwassong II, Ngouong, Aminemekound, oueya I, Zembe II, Miambo)	Construction des bâtiments	PV de réception	200 000 000		200 000 000					05 magasins par an
		Achat des équipements	Factures disponibles								
	Construction de 10 pépinières agroforestières (Cacao, café, banane/plantain) dans les villages :Oueya II, Messague, Bila, Imbet, Nguélémondouka centre, Ekpwassong I, Ebah, Bika, Mvanda I, Lamba.	Identification des sites	Les sites sont disponibles (certificat de donation)	108 921 386	11 078 614	120 000 000					
		Mise en place des pépinières	Les plants sont disponibles								
Construction de 40 aires de séchage	Identification des sites	Les sites sont disponibles (certificat de donation)	20 000 000		20 000 000					20 aires de séchage par an	
	Mise en place des aires (construction et aménagement)	Les aires sont prêtes à l'utilisation									
Réhabilitation de la Délégation d'arrondissement du MINADER de Nguélémondouka	Réalisation des travaux	Le bâtiment est réfectionné	4 000 000		4 000 000						

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs/sources	Ressources financières (FCFA)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	Organisation de 02 campagnes annuelles de vaccination de petits bétails	Elaboration du calendrier et sensibilisation	Un calendrier est disponible ; les populations sont informées	20 000 000		20 000 000				
		Tenue des campagnes	Les animaux sont vaccinés							
	Formation des populations dans la production locale des aliments des animaux	Tenue des ateliers	Rapport et listes de présences	5 000 000			5 000 000			
		Mise en place d'une ferme communale	Identification du site	Le site est disponible	20 000 000		20 000 000			
	Construction des bâtiments		Le bâtiment est disponible et prêt à l'utilisation (PV de réception)							
	Achat des équipements et du matériel		Les factures sont disponibles							
	Construction d'un Abattoir à Nguélémdouka centre	Identification du site	Le site est disponible	15 000 000		15 000 000				
		Construction des bâtiments	Le bâtiment est disponible et prêt à l'utilisation (PV de réception)							
Accompagnement des producteurs à l'élevage non conventionnel	Information et sensibilisation	Les populations sont informées	5 000 000		5 000 000					
	Appui en intrants	Les intrants sont accessibles								
	Coaching des éleveurs	Nombre d'éleveurs accompagnés								
DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Sensibilisation et informations des populations sur les normes domaniales et la propriété foncière	Campagne de sensibilisation et d'information	Les populations sont informées	5 000 000		5 000 000				
		Elaboration d'un plan d'occupation des sols	Prélèvement des données	Les données topographiques sont disponibles	2 000 000		2 000 000			
	Planification		Le plan est disponible							
DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Elaboration des plans d'urbanisations (Azomekout, Bika, Mvanda II, et Nguélémdouka centre)	Planification	Le plan est disponible	2 000 000		2 000 000				
	Délimitation du périmètre urbain	Bornage des terrains	Le périmètre urbain est délimité	2 000 000		2 000 000				
ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Mise en place des bacs à ordures dans la ville de Nguélémdouka (25 bacs)	Achat des bacs à ordures	Les factures sont disponibles	1 000 000		1 000 000				
	Organisation et équipement d'un service d'hygiène et assainissement à Nguélémdouka			2 000 000		2 000 000				
EDUCATION DE BASE	Equiper en 10 bureaux de maître dans les écoles maternelles : Ademegola, Djamble, Mvanda II, Azomekout et Bika	Confection des bureaux	Les bureaux sont disponibles	1 000 000		1 000 000				
		Distribution des bureaux	Les bureaux sont prêts à l'utilisation							
	Equiper en bureau de maître dans les écoles	Confection des bureaux	Les bureaux sont	3 000 000		3 000 000				

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs/sources	Ressources financières (FCFA)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
	primaires		disponibles							
		Distribution des bureaux	Les bureaux sont prêts à l'utilisation							
	Construction des blocs administratifs dans 36 écoles primaires	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	400 000 000		400 000 000				
		Réalisation des travaux	Les écoles sont clôturées							
	Construction des clôtures dans les écoles maternelles	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	25 000 000		25 000 000				
		Réalisation des travaux	Les écoles sont clôturées							
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Création, construction et équipement de nouveaux établissements secondaires : Ebah (CES), Ngouong (CETIC), Kosmadji I (CES), Namedjap (CETIC).	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	120 000 000		120 000 000				
		Réalisation des travaux	Les écoles sont construites (PV de réception)							
		Achat et distribution d'équipements	Les factures et les équipements sont disponibles							
	réhabilitation des salles de classe au lycée de Nguélémendouka	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	4 000 000		4 000 000				
		Réalisation des travaux	Les salles sont réhabilitées (PV de réception)							
	Construction de 2 salles de classe au CES d'Azomekout	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	18 000 000		18 000 000				
		Réalisation des travaux	Les salles sont disponibles (PV de réception)							
	Equipement en table-bancs dans les établissements	Achat et distribution d'équipements	Les factures et les équipements sont disponibles	15 000 000		15 000 000				
	Equipement de tous les établissements en plaques solaires	Achat et distribution d'équipements	Les factures	50 000 000		50 000 000				
	Aménagement des aires de jeux et de loisirs dans les établissements	Réalisation des travaux	Les aires de jeux sont prêtes à l'utilisation	100 000 000		100 000 000				
	Construction et équipements des laboratoires dans les établissements	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	200 000 000		200 000 000				
		Réalisation des travaux	Les bâtiments sont construits (PV de réception)							
		Achat et distribution d'équipements	Les factures et les équipements sont disponibles							
	Construction et équipements des bibliothèques dans les établissements	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	200 000 000		200 000 000				
		Réalisation des travaux	Les bâtiments sont construits (PV de réception)							
Achat et distribution d'équipements		Les factures et les équipements sont disponibles								

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs/sources	Ressources financières (FCFA)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
			disponibles							
ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	Réhabilitation et équipement du foyer municipal	Réalisation des travaux	Le bâtiment est réfectionné	15 000 000		15 000 000				
		Achat et installation des équipements	Les factures et les équipements sont disponibles							
	Equipement de l'Hôtel de ville	Achat et installation des équipements	Les factures ; les équipements sont installés	5 000 000		5 000 000				
	Réfection de l'ancienne mairie	Réalisation des travaux	Le bâtiment est réfectionné	5 000 000		5 000 000				
	Acquisition d'un véhicule de liaison pour la mairie	Achat du véhicule	La facture est disponible	18 000 000		18 000 000				
	Etablissement des actes de naissance par jugements supplétifs	Organisation des séances de jugement	Nombre d'actes de naissance dressés	5 000 000	4 500 000	9 500 000				
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Octroi de 50 bourses aux meilleurs bacheliers locaux chaque année	Identification des bénéficiaires	Liste des bénéficiaires	20 000 000		20 000 000				
		Organisation des cérémonies d'octroi des bourses	Les bénéficiaires ont reçus bourses							
SANTÉ PUBLIQUE	Fourniture des centres de santé en 4 Groupes électrogènes : Mvanda II (1) ; Azoumekout (1) ; Nguélémdouka (1) ; Bika (1) : 2013	Achat et distribution	Les factures ; les groupes sont distribués	1 500 000		1 500 000				
	Affectation du personnel dans les centres de santé Médécins : Nguélémdouka (2) ; IDE ; Nguélémdouka (2) ; Comis : Nguélémdouka (1) ; Bika (1) ; Azoumekout (1) ; AS : Azoumekout (1) ; Nguélémdouka (08) ; Bika (2) IB : Azoumekout (1), Nguélémdouka (2) Assistant social: Nguélémdouka (1) Matrônes: Nguélémdouka (1) ; Bika (1) ; Azoumekout (1) ;									
	Aménagement d'un forage avec pompe au CSI de MVANDA	Recrutement d'un prestataire	Le prestataire est connu	8 500 000		8 500 000				
		Réalisation des travaux	Le forage est disponible (PV de réception)							
Aménagement d'un forage avec pompe au CSI d'Azoumekout	Recrutement d'un prestataire	Le prestataire est connu	8 500 000		8 500 000					

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs/sources	Ressources financières (FCFA)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
		Réalisation des travaux	Le forage est disponible (PV de réception)							
	Construction forage au CSI de BIKA	Recrutement d'un prestataire	Le prestataire est connu	8 500 000		8 500 000				
		Réalisation des travaux de construction	Le forage est disponible (PV de réception)							
EAU	Construction de 20 forages (Mebi, Miambo, Akilbenza, Effoulan, Mayos, Kap, Kosmadji I et II, Ebah, Mvanda I, Namedjap, Ekpwassong I et II, Akossa, Lamba, Nkolbana II, Koumbou, Oueya I et II, Samba.	Recrutement d'un prestataire	Le prestataire est connu	216 000 000		216 000 000				05 forages par an
		Réalisation des travaux de construction	Les forages sont livrés (PV de réception)							
	Construction de 01 puits équipés de PMH à Djamble (chefferie)	Recrutement d'un prestataire	Le prestataire est connu	16 500 000		16 500 000				
		Réalisation des travaux de construction	Les puits sont livrés (PV de réception)							
	Extension du réseau d'eau potable dans la ville de Nguélémeidouka	Achat du matériel	Le matériel est disponible (factures)	10 000 000		10 000 000				
		Réalisation des travaux	Les bornes fontaines sont installées							
	Construction de 08 puits d'eau équipés de PMH : Imbet (1), Ezambe I (1), Zembe III (1), Ezambe II (1), Nkolbana I (1), Aminemekound (1), Mbang I (1) et Zembe II (1)	Recrutement d'un prestataire	Le prestataire est connu	2 000 000	38 000 000	40 000 000				
		Réalisation des travaux de construction	Les puits sont livrés (PV de réception)							
		Réalisation des travaux de construction	Les puits sont livrés (PV de réception)							
	Aménagement de 56 sources dans tous les villages	Recrutement d'un prestataire	Le prestataire est connu	56 000 000		56 000 000				
Réalisation des travaux de construction		Les puits sont livrés (PV de réception)								
ENERGIE	Extension du réseau électrique (Nguélémeidouka – Azomekout)	Achat du matériel	Le matériel est disponible (factures)	110 000 000		110 000 000				
		Réalisation des travaux	Le réseau est installé et fonctionnel							
	Extension du réseau électrique (Nguélémeidouka – Doumaintang)	Achat du matériel	Le matériel est disponible (factures)	495 000 000		495 000 000				
		Réalisation des travaux	Le réseau est installé et fonctionnel							
AFFAIRES SOCIALES	Dotation du centre social en produits essentiels (ARV, antalgiques et analgiques, cartons de lait en poudre 1er âge (20/semestre), sacs de riz (20/semestre), sacs de soja (20/semestre), cartons de savon (20/semestre)	Achat et livraison des produits	Les produits sont disponibles (factures)	20 000 000		20 000 000				

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs/sources	Ressources financières (FCFA)			Périodes			Localisations/Observations	
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3		
	Aide et secours pour les affaires sociales	Versement financier aux responsables des affaires sociales	Le reçu de versement	250 000		250 000					
FEMME ET FAMILLE	Création d'un centre d'écoute et d'accompagnement des veuves	Création et mise en place d'un comité	Le comité est installé et fonctionnel	1 500 000		1 500 000					
JEUNESSE	Construction et équipement d'un centre multifonctionnel	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	45 000 000		45 000 000					
		Réalisation des travaux	Les bâtiments sont construits (PV de réception)								
		Achat et installation des équipements	Les factures et les équipements sont disponibles								
TRANS PORT	Construction d'une gare routière à Nguélémdouka III	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	2 250 000	12 750 000	15 000 000					
		Réalisation des travaux	Le bâtiment est construit (PV de réception)								
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Création, construction et équipement de 03 SAR/SM dans les villages : Nguélémdouka centre, Azomekout , Mvanda II,	Recrutement du prestataire	Le prestataire est connu	120 000 000		120 000 000					
		Réalisation des travaux	Les bâtiments sont construits (PV de réception)								
		Achat et installation des équipements	Les factures et les équipements sont disponibles								
	Facilitation de l'accès au crédit pour les promoteurs des PMEESA	Mise en place d'un comité de facilitation de création de PME	Le comité est installé	5 000 000		5 000 000					
		Organisation d'une campagne de sensibilisation et coaching	Nombre de campagnes organisées								
	Sensibilisation des promoteurs des PMEESA sur la nécessité de légaliser leur PME	Organisation d'une campagne de sensibilisation et coaching	Nombre de campagnes organisées	5 000 000		5 000 000					
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	Mettre à la disposition de l'IRAD d'un terrain pour la mise en place des champs semenciers	Identification des sites	Les certificats de donation sont disponibles	15 000 000		15 000 000					
		Octroi des sites à l'IRAD	Les sites sont réceptionnés et prêts à l'utilisation								
POSTE ET TELECOMMUNICATION	installation des antennes relais (Aminemekound, Bialesse, Badouma II, Nguélémdouka III)	Achat du matériel	Le matériel est disponible (factures)	60 000 000		60 000 000					
		Installation des	Les antennes sont								

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs/sources	Ressources financières (FCFA)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
		antennes	installées et prêtes à l'utilisation							
COMMUNICATION	Réhabilitation et équipement de la radio communautaire de Nguélémondouka	Réalisation des travaux de réhabilitation	Le bâtiment est réfectionné	15 000 000		15 000 000				
		Achat et installation des équipements	Les équipements sont installés (factures)							
COMMERCE	Construction d'un hangar de marché avec 100 comptoirs à Nguélémondouka centre	recrutement d'un prestataire	Le prestataire est connu	10 000 000	25 000 000	35 000 000				
		Réalisation des travaux	Le hangar est construit et prêt à l'utilisation (PV de réception)							

6.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

6.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels, mesures d'atténuation et d'optimisation

Le tableau 20 ci-dessous présente les Principaux Impacts Socio-environnementaux Potentiels ainsi que les mesures d'atténuations.

Tableau 20 : Principaux Impacts Socio-environnementaux Potentiels, mesures d'atténuations et d'optimisation

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
Construction, réhabilitation des points d'eau et aménagement des sources	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des revenus dus aux opportunités d'emploi ; - Amélioration de l'accès à l'eau potable - Réduction des maladies ; - Augmentation des conditions d'hygiène - Réduction des distances 'accès à l'eau. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non-pérennisation de l'ouvrage - Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts lies aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses - Perturbation de la qualité de l'eau - Manque de volonté des utilisateurs de questionner à l'achat des pièces de rechange ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - mettre en place un comité de gestion - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Conduire les travaux durant des périodes au horaires respectant les horaires de cours ; - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
		<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'information sur les magasins agréés de vente des pièces de rechange 		<p>eaux de pluie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés - Renforcer l'esprit participatif des bénéficiaires de l'ouvrage - Créer une caisse pour la maintenance des installations - Identifier les magasins agréés pour la vente des pièces de rechange - Veiller à ce que les produits de traitement des eaux n'altèrent pas la saveur de l'eau naturelle.

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
Construction d'un Abattoir	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du revenu communal - Amélioration de l'accès aux services - Augmentation des revenus dus aux opportunités d'emploi - Amélioration des conditions d'hygiène et sanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution odorantes lié à l'exploitation de l'ouvrage - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accidents - Impacts lies aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination du site pendant l'exploitation de l'ouvrage - Risque de zoonoses 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Construire l'abattoir au bord d'un cours d'eau irrigué - Désinfection permanente de l'abattoir et alentours 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtenir un acte de donation foncière - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au-delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Sécuriser l'ouvrage en le clôturant - Mettre en place un système de canalisation des déchets issus de l'exploitation de l'ouvrage - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie et des déchets liés à l'exploitation des ouvrages - Instaurer un contrôle systématique des installations

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
<p>Construction d'établissement commercial (hangar, gare routière)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du revenu communal - Amélioration de l'accès aux services - Augmentation des revenus dus aux opportunités d'emploi - Maitrise du contribuable et du désordre urbain 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Pollution auditives lié à l'exploitation de l'ouvrage - Risque de développement des fléaux sociaux dans les gares routières et marchés 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente 	<ul style="list-style-type: none"> - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au-delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier - Construire les ouvrages loin des établissements scolaires et sanitaires - Mise en place d'une police municipale

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
<p>Construction et réhabilitation des bâtiments (Education, administration, santé, aires de séchage, pépinière...)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services - Augmentation des revenus dus aux opportunités d'emploi - Réduction des déplacements - Augmentation du patrimoine communal et des infrastructures sanitaires et scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges des engins - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'accident dus aux travaux - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Perturbation du déroulement des cours dans les écoles - Insuffisance du personnel qualifié d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente 	<ul style="list-style-type: none"> - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser le site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser - Mettre les panneaux de signalisation du chantier - Sécuriser l'ouvrage en le clôturant - Programmer les constructions des salles de classe en période de vacances - Recrutement objectif du personnel qualifié

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
Extension du réseau électrique et hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services - Augmentation de l'activité économique - Réduction des déplacements - Accès au développement des NTIC - Réduction de l'exode rural - Amélioration du plateau technique sanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage - Impacts divers liés aux choix de site - Pollution du point d'eau en raison de la proximité de la latrine - Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage - Risques d'accident liés aux travaux - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet - Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Risques d'électrocution - Risques d'incendies - Développement des installations et distributions frauduleuses 	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre que les frais des dommages atteignent les bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Informer les personnes touchées; - Préparer éventuellement un PAR ; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Mettre en place un comité de gestion du Mp et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien, y compris le coût d'abonnement - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécage, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes etc. ; - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Utiliser les engins adaptés - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser les alentours de l'ouvrage - sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention - Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mettre en dépôt le papier

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> - Agrandissement et dynamisme élevé des bénéficiaires - Productivité élevée des bénéficiaires - Les techniques sont plus adaptées - Les rendements et la productivité sont élevés - Maîtrise de l'activité et accroissement de l'adhésion des bénéficiaires aux projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque lié à la non restitution des formations - Instauration d'activités parallèles autour du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Les personnes choisies doivent savoir lire et écrire - Les GICs sélectionnés doivent être des plus dynamiques - Intégrer toutes les couches sociales 	<ul style="list-style-type: none"> - L'échantillon des personnes formées doit être représentatif de toute la commune
Fourniture en matériels et équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des dépenses et des déplacements des familles - Amélioration des conditions de vie et d'habitat en zone rurale - Amélioration de l'accès aux services 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque lié au non accès à toute la population - Risques liés à la mauvaise utilisation des produits - Risques liés à la pérennité des actions - Le matériel ou l'équipement n'est pas de bonne qualité - Equipement non adapté à certaines zones - Réduction du culte de l'effort 		<ul style="list-style-type: none"> - Les matériels doivent être remis à des groupes pour permettre l'accès la majorité - Information/sensibilisation sur le mode d'utilisation - S'assurer de la bonne qualité des produits

6.2.2 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Le plan sommaire de gestion de l'environnement du CDMT est consigné dans le tableau 21 suivant :

Tableau 21 : Plan Sommaire de Gestion de l'Environnement

ACTIVITES	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE	PERIODES	ACTEURS DE SUIVI	COUTS	OBSERVATIONS
Recrutement d'un AD/responsabilisation d'un membre du comité de suivi du PCD	Mairie (commission communale de passation des marchés)		Conseil municipal, PNDP		
Formation de l'AD aux questions socio environnementales	PNDP		DD MINAS DD MINEP PNDP Mairie		
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Consultant chargé de monter le microprojet		DD MINAS DD MINEP PNDP Conseil municipal Agent de développement		Coût intégré dans la conception du MP
Formation du COMES aux ASE	PNDP Mairie		DD MINAS DD MINEP Cons muni		
Réalisation des EIE pour les MP assujettis : Préparer les TDR; Faire approuver les TDR; Recruter le consultant; Réaliser l'EIE	PNDP Mairie		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Agent de développement ; Conseil municipal		son coût est d'au moins 7millionsFCFA pour une étude simplifiée, et environ 8 à 10 millions FCFA pour étude détaillée
Provision pour la compensation des personnes déplacées	Mairie		Mairie; MINDAF		À évaluer
Suivi du PGES et des entrepreneurs ainsi que des mesures environnementales des MP : Extraction des mesures environnementales des MP; Élaboration du plan de suivi	AD				À évaluer

ACTIVITES	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE	PERIODES	ACTEURS DE SUIVI	COUTS	OBSERVATIONS
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des MP : Inclure les clauses dans le DAO; Mise en œuvre des clauses	Mairie, PNDP entrepreneur		DD MINEP DD MINAS AD Conseil municipal		PM (intégrer dans les coûts des MP)

6.3 Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1 Ressources mobilisables et échéances

Les différentes ressources mobilisables sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 22 : Ressources mobilisables et échéances

Secteur	Micro projet /activités	Responsable	Partenaires	Budget total	Sources de financement				
					Mairie	PNDP	FEICOM	BIP2012	Plan Cameroun
Eau et Energie	Construction de 01 puits équipés de PMH à Djamble (chefferie)			8 000 000				8 000 000	
	Construction de 05 forages à Mebi, Miambo, Akilbenza, Effoulan, Mayos.			40 000 000			40 000 000		
	Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Azomekout)			110 000 000			110 000 000		
	Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Doumaintang)			495 000 000			495 000 000		
	Extension du réseau d'eau potable dans la ville de Nguélémendouka			10 000 000	10 000 000				
	Construction de 08 puits d'eau équipés de PMH : Imbet (1), Ezambe I (1), Zembe III (1), Ezambe II (1), Nkolbana I (1), Aminemekound (1), Mbang I (1) et Zembe II (1)			40 000 000	2 000 000	38 000 000			
Affaires sociales	Aide et secours pour les affaires sociales			250 000	250 000				
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Etablissement des actes de naissance par jugements supplétifs			4 500 000					4 500 000
	Réhabilitation et équipement du foyer municipal			15 000 000	15 000 000				
	Acquisition d'un véhicule de liaison pour la mairie			18 000 000	18 000 000				
	Equipement de l'Hôtel de ville			5 000 000	5 000 000				
Transport	Construction d'une gare routière à Nguélémendouka III			15 000 000	2 250 000	12 750 000			
Commerce	Construction d'un hangar de marché avec 100 comptoirs à Nguélémendouka centre			35 000 000	10 000 000	25 000 000			

Secteur	Micro projet /activités	Responsable	Partenaires	Budget	Sources de financement					
Agriculture	Mise en place de 02 pépinières agroforestières avec petit magasin pour la production des plants agricoles (cacao, café, palmiers à huile, bananes/plantains) et forestiers à Ouéya II, Imbet			12 740 406	1 661 792	11 078 614				
	Réhabilitation de la Délégation d'arrondissement du MINADER de Nguélémdouka			4 000 000					4 000 000	
Education secondaire	Equiperment des salles de classe du lycée de Nguélémdouka en tables bancs			1 200 000					1 200 000	
	réhabilitation des salles de classe au lycée de Nguélémdouka			4 000 000					4 000 000	
	Construction de 2 salles de classe au CES d'Azomekout			18 000 000					18 000 000	
	Equiperment des salles de classe du CES d'Azomekout en tables bancs			1 200 000					1 200 000	
SANTE	Aménagement d'un forage avec pompe au CSI de MVANDA			8 500 000					8 500 000	
	Aménagement d'un forage avec pompe au CSI d'Azomekout			8 500 000					8 500 000	
	Construction forage au CSI de BIKA			8 500 000					8 500 000	
TOTAL GENERAL				862 390 406	54 171 792	86 828 614	645 000 000	61 900 000	4 500 000	

6.3.2 Programmation annuelle des projets prioritaires

Le tableau suivant présente les différents microprojets pour l'année 2012 :

Tableau 23 : Programmation annuelle des projets prioritaires

Secteur	Activités principales	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Délais				Localisations
						H	M	F	T1	T2	T3	T4	
Eau et Energie	Construction de 01 puits équipés de PMH à Djamble (chefferie)	Recrutement d'un prestataire	Préparation des TDR; Lancement des appels d'offre; Dépouillement des propositions; publication des résultats	Mairie	BIP2012								
		Mise en place et formation des CGPE	Réunion de constitution ; organisation d'un atelier de formation	Mairie AD									
		Réalisation des travaux de construction	regroupement du matériel ; tenue des travaux ; formation des artisans réparateurs	Prestataire Mairie									
	Construction de 05 forages	Recrutement d'un prestataire	Préparation des TDR; Lancement des appels d'offre; Dépouillement des propositions; publication des résultats	Mairie	FEICOM								Mebi (1), Miambo (1), Akilbenza(1), Effoulan(1), Mayos(1).
		Mise en place et formation des CGPE	Réunion de constitution ; organisation d'un atelier de formation	Mairie AD									
		Réalisation des travaux de construction	regroupement du matériel ; tenue des travaux ; formation des artisans réparateurs	Prestataire Mairie									
	Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Azomekout)	Recrutement d'un prestataire	Préparation des TDR; Lancement des appels d'offre; Dépouillement des propositions; publication des résultats	Mairie	FEICOM								
		Réalisation des travaux	regroupement du matériel ; tenue des travaux ; formation des artisans réparateurs	Prestataires Mairie									
	Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Doumaintang)	Recrutement d'un prestataire	Préparation des TDR; Lancement des appels d'offre; Dépouillement des propositions; publication des résultats	Mairie	FEICOM								
		Réalisation des travaux	regroupement du matériel ; tenue des travaux ; formation des artisans réparateurs	Prestataires Mairie									

Secteur	Activités principales	Activités	Tâches	Responsab	Partenaires	Ressources			Délais			Localisations	
	Extension du réseau d'eau potable dans la ville de Nguélémeudouka	Recrutement d'un prestataire	Préparation des TDR; Lancement des appels d'offre; Dépouillement des propositions; publication des résultats	Mairie									
		Réalisation des travaux	regroupement du matériel ; tenue des travaux ; formation des artisans réparateurs	Prestataires Mairie									
	Construction de 08 puits d'eau équipés de PMH : Imbet (1), Ezambe I (1), Zembe III (1), Ezambe II (1), Nkolbana I (1), Aminemekound (1), Mbang I (1) et Zembe II (1)	Mobilisation des ressources	Sensibilisation des populations ; collecte des fonds	Mairie AD		PNDP							
		Recrutement d'un prestataire	Préparation des TDR; Lancement des appels d'offre; Dépouillement des propositions; publication des résultats	Mairie									
Mise en place et formation des CGPE	Réunion de constitution ; organisation d'un atelier de formation	Mairie AD											
Réalisation des travaux de construction	regroupement du matériel ; tenue des travaux ; formation des artisans réparateurs	Prestataires Mairie											
Affaires sociales	Aide et secours pour les affaires sociales	Versement financier aux responsables des affaires sociales		Mairie									
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Etablissement des actes de naissance par jugements supplétifs	Organisation des séances de jugement	Elaboration et diffusion du calendrier ; tenue des ateliers	Mairie Juristes	Plan Cameroun								
	Réhabilitation et équipement du foyer municipal	Recrutement d'un prestataire	Préparation des TDR; Lancement des appels d'offre; Dépouillement des propositions; publication des résultats	Mairie									
		Réalisation des travaux	regroupement du matériel ; tenue des travaux ;	Prestataires Mairie									
		Achat et installation des équipements		Prestataires Mairie									
	Acquisition d'un véhicule de liaison pour la mairie	Achat du véhicule		Mairie									
	Equipement de l'Hôtel de ville	Achat et installation des équipements		Mairie Prestataires									
Transport	Construction d'une gare routière à Nguélémeudouka III	Mobilisation des ressources	Sensibilisation des populations ; collecte des fonds	Mairie AD									

6.4 Plan de Passation des marchés du PIA

Le calendrier de passation des marchés est consigné dans le tableau 24 suivant :

Tableau 24 : Plan de Passation des Marchés

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
Construction de 01 puits équipés de PMH à Djamble (chefferie)	CCPM	Appel d'offres restreint	16 500 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
Construction de 05 forages à Mebi, Miambo, Akilbenza, Effoulan, Mayos.	CCPM	Appel d'offres restreint	216 000 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
Réhabilitation de 02 puits à Mvanda II et Azomekout	CCPM	Appel d'offres restreint	17 000 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Azomekout)	CCPM	Appel d'offres ouvert	110 000 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2012
Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Doumaintang)	CCPM	Appel d'offres ouvert	495 000 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2012	2 au 7 Mars 2013
Extension du réseau d'eau potable dans la ville de Nguélémendouka	CCPM	Appel d'offres ouvert	10 000 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2012	2 au 7 Mars 2013
Construction de 20 forages (Mebi, Miambo, Akilbenza, Effoulan, Mayos, Kap, Kosmadji I et II, Ebah, Mvanda I, Namedjap, Ekpwassong I et II, Akossa, Lamba, Nkolbana II, Koumbou, Oueya I et II, Samba.	CCPM	Appel d'offres ouvert	40 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	26 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22 dec 2012	janv-13
Réfection du cercle municipal	CCPM	Appel d'offres restreints	5 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	6 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22 nov 2012	janv-13
Acquisition d'un véhicule de liaison pour la mairie	CCPM	Appel d'offres restreints	18 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	6 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22dec2012	janv-13
Equipement de l'Hôtel de ville	CCPM	Appel d'offres restreints	5 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	6 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 25 fev 2013	mars-13
Construction d'une gare routière à Nguélémendouka III, face EP II	CCPM	Appel d'offres ouvert	15 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	6 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22 dec 2012	janv-13

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
Construction d'un hangar de marché avec 100 comptoirs à Nguélémeidouka centre	CCPM	Appel d'offres ouvert	35 000 000	13 au 27 août 2012	28 août au 24sept. 2012	16 sept au 1er oct 2012	2oct au 8 oct 2012	11oct au 22 dec 2012	janv-13
Réhabilitation de la Délégation d'arrondissement du MINADER de Nguélémeidouka	CCPM	Appel d'offres restreint	4 000 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
Equiperment des salles de classe du lycée de Nguélémeidouka en tables bancs	CCPM	Appel d'offres restreint	1 200 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
réhabilitation des salles de classe au lycée de Nguélémeidouka	CCPM	Appel d'offres restreint	4 000 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
Construction de 2 salles de classe au ces d'Azomekout	CCPM	Appel d'offres restreint	18 000 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
Equiperment des salles de classe du CES d'Azomekout en tables bancs	CCPM	Appel d'offres restreint	1 200 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
Aménagement d'un forage avec pompe au CSI de MVANDA	CCPM	Appel d'offres restreint	8 500 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
Aménagement d'un forage avec pompe au CSI d'Azomekout	CCPM	Appel d'offres restreint	8 500 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013
Construction forage au CSI de BIKA	CCPM	Appel d'offres restreint	8 500 000	3au 17 Août. 2012	18Août. au 14Mars.2012	15 au 21 Sept. 2012	23 au 29 Sept. 2012	5 Avril au 30 Fev. 2013	2 au 7 Mars 2013

7 MECANISME DE SUIVI- EVALUATION

Après la planification, un mécanisme de suivi-évaluation est mis en place pour l'examen périodique et continu de la mise en œuvre du PCD. Un comité communal se suivi du PCD sera chargé d'accompagner l'exécutif municipal dans la mise en œuvre des actions planifiées dans le PIA. A la fin de l'année budgétaire, une évaluation participative de la mise en œuvre du PIA devra être faite, et la commune devra élaborer le nouveau PIA et actualiser le PCD à termes.

7.1 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

7.1.1 Composition du Comité de Suivi du PCD

Le tableau 25 qui suit présente la composition du comité de suivi-évaluation du PCD.

Tableau 25 : Composition du comité de suivi-évaluation du PCD

POSTES		NOMS ET PRENOMS	
1. Président :		Maire de la Commune	
2. Vice-Président :		Premier Adjoint au Maire	
3. Secrétaire du Comité		Secrétaire Général de la Commune	
4. Membres :			
4.1. Représentants des Associations des Communautés à la base (CC)		1.	2.
4.2. Représentant des Chefs traditionnels		1.	
4.3. Représentants du Conseil Municipal			
Secteur 1	1.		
Secteur 2	1.		
Secteur 3	1.		
4.4. Représentants des Services Déconcentrés de l'Etat (Sectoriels)			
MINEPAT	1. Délégué Départemental du Haut Nyong		
MINSANTE	1. Chef de district de santé territorialement compétent		
MINEE	1. Délégué Départemental du Haut Nyong		
MINTP	1. Délégué Départemental du Haut Nyong		
MINDUH	1. Délégué Départemental du Haut Nyong		
MINADER	1. Délégué Départemental du Haut Nyong		
MINESEC	1. Délégué Départemental du Haut Nyong		
MINEDUB	1. Inspecteur d'arrondissement territorialement compétent		
MINAS	1. Délégué Départemental du Haut Nyong		
4.5. Personnes ressources		1. 2.-	

7.1.2 Attributions du comité de suivi-évaluation

Les acteurs du comité de suivi-évaluation doivent s'assurer que le plan s'exécute selon la programmation prévue. Ainsi, chaque partie prenante a un rôle à jouer.

Les attributions du maire de la commune sont les suivantes :

- Convoquer et présider les réunions du comité et les assemblées générales de la commune ;
- Signer conjointement avec les partenaires au développement identifiés les contrats de prestations de services ;
- Signer les documents administratifs tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les PV des réunions ;
- Cosigner pour le compte de la commune auprès des établissements financiers.

Les attributions du 2^e Adjoint au Maire sont les suivantes :

- S'assurer que les résultats des projets financés sont en train de se réaliser comme décrit dans le cadre logique en termes qualitatifs et quantitatifs ;
- Vérifier que les informations financières collectées sont traitées dans le système comptable
- Pour ce qui est du Secrétaire général il doit :
- Préparer les convocations, invitations et toutes correspondances et les soumettre à la signature du Président du comité
- Rédiger les procès-verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- Conserver les archives.

Quant aux représentants des communautés de base, des chefs traditionnels, du conseil municipal leur mission se décline ainsi :

- Suivre les réactions des populations pour tous les biens, les services ou les infrastructures réalisés ;
- Détecter si ces produits offerts sont en lien avec les souhaits et besoins des populations.

En ce qui concerne les représentants des services déconcentrés de l'Etat (Sectoriels), leur rôle est de:

- Apporter leur expertise dans la conduite des projets en ce qui concerne les budgets, les ressources humaines nécessaires etc.
- Définir le contexte de la mise en œuvre d'un projet

Enfin, les personnes ressources sont les détenteurs de l'influence morale du comité de suivi, ils peuvent donner des conseils aux décideurs du comité de suivi.

7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

7.2.1 Suivi du PIA

Après la planification des actions programmées, la commune doit organiser le suivi de la mise en œuvre du PIA. Comme pour les autres actions de développement, la responsabilité du suivi des activités est à partager avec la communauté.

Le suivi se fait par :

- Des entretiens avec les participants de l'activité sur les lieux des réalisations;
- La consultation des documents s'il y en a et l'évaluation de la prise en compte des recommandations ou des résolutions;
- Synthèse des données dans un cahier de suivi : résumé et présentation des constats et des recommandations à ceux qui sont concernés par le suivi ou par l'exécution de l'activité.
- Des réunions mensuelles ou trimestrielles et par les rapports d'activités.

Ainsi, l'information continue relayée par le cadre technique de la commune permettra de relever les progrès ou les retards accusés pendant la mise en œuvre du PIA.

Les tableaux suivants représente quelques outils qui peuvent être utilisés pour le suivi des activités :

Tableau 26 : Exemple de tableau de suivi

<i>Projet</i>	<i>Activités</i>	<i>Prévues (Indicateurs)</i>	<i>Réalisées (Indicateurs)</i>	<i>Explication (Pourquoi les écarts)</i>	<i>Observations (actions à entreprendre)</i>

Tableau 27 Exemple de tableau de suivi des réunions

<i>Types de Réunions</i>	<i>Date de tenue de la réunion</i>	<i>Lieu</i>	<i>Ordre du jour</i>	<i>Nombre de participants</i>			<i>Recommandations</i>
				<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Jeunes</i>	

7.2.2 Evaluation du PIA

L'évaluation permettra de :

- apprécier et /ou mesurer les résultats des activités menées à leur terme ou à la fin de la campagne ;
- Mesurer le niveau de réalisation des objectifs de la planification;
- De réfléchir aux orientations à donner à la campagne suivante.
- D'identifier les qualités et les faiblesses de chaque action.

Deux types d'évaluation seront nécessaires. L'évaluation à mi-parcours permettra de réajuster la mise en œuvre du PIA et évaluation finale permettra de vérifier les résultats, d'apprécier l'efficacité, l'efficacité et la pertinence des interventions.

L'évaluation se fera par :

- Des entretiens avec les participants de l'activité sur les lieux des réalisations;
- La consultation des documents s'il y en a (cahiers de suivi de réalisation des activités);
- La synthèse des données dans un Tableau de bilan annuel.

Le tableau suivant présente un exemple d'outil d'évaluation :

Tableau 28 : Exemple de tableau de bilan annuel (grille d'évaluation)

<i>Projet</i>	<i>Activités</i>	<i>Prévues (Indicateurs)</i>	<i>Réalisées (Indicateurs)</i>	<i>Appréciation</i>	<i>Difficultés rencontrées</i>	<i>Solutions proposées</i>

7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

7.3.1 Dispositif du reporting

Le dispositif est constitué d'un ensemble d'acteurs interdépendants qui sont :

- Le Maire et le reste de l'exécutif communal;
- Le Comité de suivi - évaluation ;
- L'agent communal de développement ;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- Les OAL et prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD et des microprojets ;
- Les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- Les organisations/associations à base communautaire.

Le comité de suivi assure un rôle central et rend compte à l'exécutif, au conseil Municipal et aux populations.

7.3.2 Outils et fréquence du reporting

Le tableau 29 présente quelques outils, leur rôle et leur fréquence de réalisation :

Tableau 29 : Outils et fréquence du reporting

Réunions (mensuelles ou trimestrielles)	Ils serviront à informer sur l'avancement des activités et la présence des problèmes ou contraintes.
Rapports techniques (prestataires et consultants)	Ces rapports seront rédigés à des moments spécifiques entre autres, quand une activité est terminée. Ces rapports techniques permettront en particulier de décrire les aspects quantitatifs et qualitatifs du travail fait.
Comptes rendus des missions de terrain	Les rapports faits après une mission sur le terrain permettront de faire connaître aux membres du comité de suivi ce qui a été trouvé/constaté pendant la mission.
Diagrammes (bar charts)	Ces diagrammes faciliteront l'évaluation de l'avancement des activités par rapport à la planification originelle.
PDC/PIA ;	
Rapports périodiques des agents communaux ;	Ces rapports sont rédigés après une période donnée et permettent d'informer sur l'état d'avancement général des activités et sur le travail des agents communaux.
Fiches de collecte des données ;	Ils permettent de faciliter le prélèvement et la consolidation des données et de sécuriser celles-ci.

7.3.3 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

A la fin de l'année budgétaire, une évaluation participative de la mise en œuvre du PIA devra être faite, et la commune devra actualiser ses chiffres dans les tableaux de planification stratégiques et élaborer le nouveau PIA. Ainsi, le maire doit convoquer les sectoriels et les conseillers municipaux pour élaborer le nouveau PIA en tenant compte des problèmes prioritaires de la population.

Pour ce qui est de la révision du PCD, la commune devra évaluer le niveau de réalisation du PCD et ensuite réaliser un diagnostic participatif dans les villages afin de relever sur les problèmes et les nouveaux besoins des populations. Après ce diagnostic, l'OAL devra réajuster les cadres logiques existants en y intégrant les nouvelles aspirations des populations. Il leur faudra ensuite élaborer une nouvelle planification stratégique et une programmation triennale. Le processus devra être conduit avec l'appui des membres du comité de suivi et les autres parties prenantes.

7.3.4 Coût du mécanisme de suivi/évaluation

Le coût estimatif global du mécanisme de suivi-évaluation du PCD est consigné dans le tableau suivant :

Activités	Coûts
Réunions/Ateliers	1 000 000
Descentes sur le terrain	2 000 000
Secrétariat	500 000
Total	3 500 000

8 PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

8.1 Objectifs du plan

Les objectifs du PCD sont de:

- Informer et sensibiliser les différents acteurs au niveau communal
- Impliquer les acteurs au niveau local dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la commune ;
- Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires ;
- Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau local ;
- Capitaliser les actions de développement menées dans la commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion ;
- Favoriser l'exercice du dialogue social entre les communautés et les communes à travers la production et la diffusion des informations en rapport les activités de la commune, notamment la mise en œuvre du PCD;
- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement ;
- Appuyer le maire dans la recherche des financements pour la commune ;
- Assurer la bonne circulation de l'information au sein de la commune ;
- Promouvoir l'image de marque de la commune à l'extérieur.

8.2 Etapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan

Les étapes de la mise en œuvre du plan sont les suivantes :

- Etat des lieux du système de communication (par l'agent de développement) ;
- Elaboration du plan (agent communal) ;
- Finalisation du plan au cours d'un atelier ;
- Validation du plan (conseil municipal) ;
- Diffusion du plan auprès des différents acteurs (maire) ;
- Mise en œuvre (maire) ;
- Suivi-évaluation (agent de développement).

8.3 Stratégie

- Finalisation du plan par l'agent de développement lors d'un atelier ;
- production des outils de communication propres à la commune et aux communautés (compte tenu des réalités sociologiques différentes et des dynamiques locales de Développement qui varient d'un milieu à un autre) ;
- Spécialisation de l'agent de développement dans la conduite du plan de communication en attendant la mise à disposition du maire d'un expert en la matière ;
- Mise en place des relais de communication (point focaux) au niveau des communautés pour assurer la collecte et la remontée des informations au niveau local.
- Renforcement préalable des capacités du maire, de l'agent développement et des relais communautaires en matière de communication (séminaire sur la production des supports de

communication adaptés à la commune, séminaire sur la gestion de la communication au niveau communal, etc.)

8.4 Cibles de la commune

Les différentes cibles potentielles de la commune sont présentées dans le tableau suivant :

Cibles principales	Cibles indirectes
<ul style="list-style-type: none"> - Les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ; - Les partenaires techniques et financiers ; - Les projets et programmes de développement - Les bénéficiaires (communautés rurales,) ; - La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service...) ; - Les services déconcentrés de l'Etat - Les élites extérieures et la diaspora - Les entreprises locales - Les ONG et les Fondations occidentales 	<ul style="list-style-type: none"> - Les relais locaux (Conseillers municipaux, Députés, AGC, CC, Chefs traditionnels, Griots, leaders d'opinion, Imams/Pasteurs, toutes les forces endogènes ayant une certaine emprise sur les populations) ; - Les médias publics ou privés (Radios communautaires, etc.) ; - Les élites urbaines ; - Les associations locales.

8.5 Dispositif de communication au niveau communal

Le dispositif de communication de la Commune repose sur le maire qui en est le principal animateur appuyé dans cette mission par son chargé de la communication.

Ce dispositif comprend :

 **Le Conseil municipal qui :**

- valide le programme de communication de la commune;
- définit les grandes lignes et les orientations;

 **Le Maire qui :**

- met en œuvre les actions de communication au niveau communal
- conduit les actions de plaidoyer avec l'appui du chargé de la communication

 **le Chargé de la communication qui :**

- conseille le maire en matière de communication
- veille à la bonne circulation de l'information
- produit les supports et les outils de communication
- gère la communication interne et externe
- appuie le maire dans les activités de plaidoyer et de promotion pour capter les financements

 **Les Opérateurs contractuels et les médias (radios communautaires, télé centres communautaires,**

- Apportent un appui technique et logistique à la production des supports et messages

- Diffuse les messages

 **Les relais communautaires ont pour rôle de :**

- Faire passer les informations à la base à travers leurs canaux spécifiques
- Recevoir et transmettre les réactions de la base au niveau de la commune

8.6 Planification des activités de communication au niveau communal

8.6.1 Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution

Tableau 30 : plan de communication interne

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	indicateurs
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux	internet	Janvier – février 2012	
	créer un carnet d'adresses	Chargé de la communication	Conseillers municipaux			
	créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	Maire et ses adjoints			
	créer une boîte postale	Chargé de communication				Clé postale et fiche d'ouverture

8.6.2 La communication institutionnelle

❖ La communication avec les autorités et les sectoriels

Tableau 31 : plan de communication avec les autorités et les sectoriels

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Informers régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune les autorités	Produire et diffuser un rapport trimestriel d'activités	- Chargé de la communication - Agent de développement	du gouvernement - gouverneur - sectoriels - préfet	Rapport trimestriel	trimestriel	Cahier de transmission

❖ La communication avec les bénéficiaires

Tableau 32 : Plan de communication avec les bénéficiaires

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	indicateur
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	organiser des causeries éducatives avec les populations	- maires - conseillers municipaux	communautés	Plan communal de développement	Jan 2012- Déc. 2020	Enquêtes participative
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation sur le DSCE au niveau des communautés	Délégué départemental du MINEPAT	- communes - communautés	DSCE	Janvier 2012 – Décembre 2012	Liste de présence
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	- Maire - Conseillers municipaux	communautés	Plans communaux de développement		Au moins 25 séances organisées
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	maire	communautés	- Médias locaux - Site internet communal - concertation avec les communautés - babillard de la commune	Janvier 2012- décembre 2014	20 extraits de compte administratifs et de budget affichés

❖ **Communication avec la société civile et le secteur privé**

Tableau 33 : Plan de communication avec la société civile et le secteur privé

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	Indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	correspondances	Janvier 2012- décembre 2014	
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire	Chargé de la communication	maire	Livret des acteurs	Janvier – décembre 2012	Répertoire disponible
Informers régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	- Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel - site internet - mailing	Jan 2012- Déc. 2020	Liste de diffusion du rapport

❖ **la Communication avec les partenaires techniques et financiers**

Tableau 34 : Plan de communication avec les partenaires techniques et financiers

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	maires	Plan communal de développement	Janvier – décembre 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	maires	Séances de travail	Janvier 2012- décembre 2014	Compte rendu disponible
Informers régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds ONG	Rapport d'activités	Janvier 2012- décembre 2014	Rapport diffusé

❖ **Communication avec les élites extérieures et la diaspora**

Tableau 35 : Plan de communication avec les élites extérieures et la diaspora

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des élites extérieures et acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	maires		Janvier – décembre 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	Janvier 2012- décembre 2014	Compte rendu disponible
Informer régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	Janvier 2012- décembre 2014	Rapport diffusé

8.6.3 La communication de masse

Tableau 36 : Plan de communication de masse

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Informer le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	Janvier – décembre 2012	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	Jan 2012- Déc. 2020	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	dossiers de presse	Janvier 2012- décembre 2014	Au moins 10 points de presse organisés
	Réaliser des reportages et	Chargé de la	Grand public	Médias de	Janvier 2012-	Au 02

	des documentaires sur les activités de la commune	communication		masse	décembre 2014	documentaires réalisés
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public	Journal communal	Janvier – décembre 2012	Nombre d'éditions

8.6.4 Actions de plaidoyer

Tableau 37 : Plan d'action de plaidoyer

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Support/ outil	Période	Indicateur
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres auprès du MINEPAT	maire	MINEPAT	PCD et état de mise en œuvre	Jan 2012- Déc. 2020	Aux moins 30 séances de travail
	Organiser des rencontres auprès des bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	partenaires	PCD et état de mise en œuvre	Jan 2012- Déc. 2020	Au moins 30 réunions organisées
	Organiser des rencontres auprès du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre	Jan 2012- Déc. 2020	Au moins 20 séances de travail
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora	Rapport d'activités	Jan 2012- Déc. 2020	Au moins 30 réunions organisées

8.7 Coûts du plan de communication

Le coût estimatif global du plan de communication est présenté dans le tableau suivant ;

Tableau 38 : Coût du plan de communication

Activités	Coûts
Etat des lieux du système de communication (par l'agent de développement) ;	200 000
Elaboration du plan (agent communal) ;	200 000
Finalisation du plan au cours d'un atelier ;	300 000
Validation du plan (conseil municipal) ;	200 000
Diffusion du plan auprès des différents acteurs (maire) ;	150 000
Mise en œuvre (maire) ;	0
Suivi-évaluation (agent de développement)	150 000
TOTAL	1 200 000

CONCLUSION

Le présent Plan Communal de Développement met en exergue le processus de planification qui s'est déroulé dans la commune de Nguélémdouka. A la fin du processus, l'on peut retenir que la commune de Nguélémdouka est située sur le même territoire que l'Arrondissement de Nguélémdouka. Cette commune a été créée le 27 novembre 1952. Elle est située dans le département du Haut Nyong, Région de l'Est ; elle couvre une superficie de 1068km² répartie en une cinquantaine de villages. Sa population est estimée à environ 31 799 âmes. La population de la commune est constituée des ethnies Maka (Omvang et Ebessep) ; à celle-ci, il faut ajouter de nombreuses autres communautés ethniques originaires des différentes Régions du Cameroun. La grande partie de cette population tire ses revenus de l'agriculture.

Par ailleurs, la localité regorge d'énormes potentialités. Elle dispose de vastes étendues de forêts secondaires riches en essences commercialisables, en PFNL et en faune, propices à l'existence d'un sol fertile et une répartition annuelle de la pluviométrie, favorable au calendrier agricole. Toutefois, on relève un certain frein au développement économique dû à l'enclavement et l'insuffisance en énergie électrique.

Ainsi, le diagnostic participatif a permis d'identifier les problèmes dans 28 secteurs d'activités. A partir des problèmes soulevés, des besoins ont été exprimés par les populations. L'atelier de planification s'est tenu pour amender et valider les différents cadres logiques par les sectoriels et les conseillers municipaux. Au terme de cet atelier, des projets prioritaires ont été retenus pour répondre efficacement aux besoins et aux aspirations des populations. Dès lors, les ressources mobilisables de la commune sont la principale source de financement des projets qui seront initiés à partir de 2012. Pour cela, le plan annuel d'investissement (PIA) s'élève à **862 390 406 FCFA**, tandis que le plan triennal de dépenses est évalué à **3 146 200 000 FCFA** (2012-2014). Quant au plan de passation des marchés, il est planifié à partir de Juillet 2012 pour la première année.

Pour une meilleure mise en œuvre du PCD, un comité de suivi-évaluation a été mis en place et le plan de communication élaboré. La communication est un moyen pour rendre les actions du PCD visibles et lisibles par les populations et les différents partenaires de la commune. En répondant aux besoins et aux aspirations des populations consignés dans le PCD, La commune de Nguélémdouka participera à la réalisation de la vision du Cameroun horizon 2035.

BIBLIOGRAPHIE

Journal des projets

Cameroun, **Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi**, Août 2009.

Cameroun, **Matrice de suivi des stratégies sectorielles**, Août 2009

Commission européenne, **Manuel de gestion du cycle de projet**, mars 2001.

Document stratégique pour la croissance et l'emploi (DSCE)

MINEPAT, **Cameroun Vision 2035**, Document de travail, Février 2009

MINEPAT, **Guide méthodologique de planification régionale et locale**, Avril 2010

Réseau africain sur les approches participatives, **Participation villageoise au développement rural, manuel du praticien**, Institut Royal des Tropiques, 1999.

ANNEXES

Annexe 1: Fiches des projets du PIA

FICHE DE PROJET N°1

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka
Département	Haut Nyon
Région	Est
Titre du Projet	Construction de 01 puits équipés de PMH à Djamble (chefferie)

3	Financement du PROJET (sur 1 an)
Libellés	Montants
Contribution sur budget Communal	0
Contribution sur budget de l'Etat	8 000 000
Autres co-financements confirmés	0
Montant sollicité	8 000 000
Total	8 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes bénéficiaires	Population des villages de la commune
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'eau potable
Objectifs globaux	Développer les infrastructures hydrauliques
Objectifs spécifiques	Construire un forage
Résultats attendus	un forage est construit
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	Le PCD prévoit de construire 51 points et de réhabiliter 36
Stratégie sectorielle	Au moins 80% des villages ont accès à l'eau potable
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

Construction de 01 puits équipés de PMH à Djamble (chefferie)	BIP		X
---	-----	--	---

FICHE DE PROJET N°2

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka
Département	Haut Nyon
Région	Est
Titre du Projet	Construction d'un forage au CSI de Bika

3	Financement du PROJET (sur 1 an)
Libellés	Montants
Contribution sur budget Communal	0
Contribution sur budget de l'Etat	8 500 000
Autres co-financements confirmés	0
Montant sollicité	8 500 000
Total	8 500 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes bénéficiaires	Population des villages de la commune
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'eau potable
Objectifs globaux	Développer les infrastructures hydrauliques
Objectifs spécifiques	Construire un forage
Résultats attendus	un forage est construit
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	Le PCD prévoit de construire 51 points et de réhabiliter 36
Stratégie sectorielle	Au moins 80% des villages ont accès à l'eau potable
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Construction d'un forage au CSI de Bika	BIP		X

FICHE DE PROJET N°3

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Aménagement de 01 forage au CSI de Mvanda II		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	8 500 000	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	8 500 000	
Total	8 500 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires	cible Population des villages de la commune	
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'eau potable	
Objectifs globaux	Développer les infrastructures hydrauliques	
Objectifs spécifiques	Aménager un forage	
Résultats attendus	un forage est aménagé	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoit de construire 51 points et de réhabiliter 36	
Stratégie sectorielle	Au moins 80% des villages ont accès à l'eau potable	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Aménagement d'un forage avec pompe au CSI de MVANDA II	BIP		X

FICHE DE PROJET N°4

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Aménagement de 01 forage au CSI de d'Azomekout		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	8 500 000	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	8 500 000	
Total	8 500 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires	cible Population des villages de la commune	
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'eau potable	
Objectifs globaux	Développer les infrastructures hydrauliques	
Objectifs spécifiques	Aménager un forage	
Résultats attendus	un forage est aménagé	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoit de construire 51 points et de réhabiliter 36	
Stratégie sectorielle	Au moins 80% des villages ont accès à l'eau potable	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Aménagement d'un forage avec pompe au CSI d'Azomekout	BIP		X

FICHE DE PROJET N°5

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka
Département	Haut Nyon
Région	Est
Titre du Projet	Construction de 05 forages (Mebi, Miambo, Akilbenza, Effoulan, Mayos)

3	Financement du PROJET (sur 1 an)
Libellés	Montants
Contribution sur budget Communal	0
Contribution sur budget de l'Etat	40 000 000
Autres co-financements confirmés	0
Montant sollicité	40 000 000
Total	40.000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Population des villages de la commune
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'eau potable
Objectifs globaux	Développer les infrastructures hydrauliques
Objectifs spécifiques	Construire cinq forages
Résultats attendus	Cinq forages sont construits
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	Le PCD prévoit de construire 51 points et de réhabiliter 36
Stratégie sectorielle	Au moins 80% des villages ont accès à l'eau potable
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Construction de 5 forages (Mebi, Miambo, Akilbenza, Effoulan, Mayos)	FEICOM		X

FICHE DE PROJET N°6			
----------------------------	--	--	--

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	6	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction de 08 puits d'eau équipés de PMH : Imbet (1), Ezambe I (1), Zembe III (1), Ezambe II (1), Nkolbana I (1), Aminemekound (1), Mbang I (1) et Zembe II (1).		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			2 000 000
Contribution sur budget de l'Etat			38 000 000
Autres co-financements confirmés			0
Montant sollicité			40 000 000
Total			40 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires	cible	Population des villages de la commune
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'eau potable	
Objectifs globaux	Développer les infrastructures hydrauliques	
Objectifs spécifiques	Construire huit forages	
Résultats attendus	Huit forages sont construits	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoit de construire 51 points et de réhabiliter 36	
Stratégie sectorielle	Au moins 80% des villages ont accès à l'eau potable	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Construction de 08 puits d'eau équipés de PMH : Imbet (1), Ezambe I (1), Zembe III (1), Ezambe II (1), Nkolbana I (1), Aminemekound (1), Mbang I (1) et Zembe II (1)	PNDP		X
	Mairie		

FICHE DE PROJET N°7

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2		INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Extension du réseau d'eau potable dans la ville de Nguélémendouka		

3		Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			10 000 000
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres co-financements confirmés			0
Montant sollicité			
Total			10 000 000

4		OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Population des villages de la commune		
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'eau potable		
Objectifs globaux	Développer les infrastructures hydrauliques		
Objectifs spécifiques	Étendre le réseau d'eau potable dans la ville de Nguélémendouka		
Résultats attendus	réseau d'eau potable est étendu dans la ville de Nguélémendouka		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		

5		LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description		
PCD	Le PCD prévoit de construire 51 points et de réhabiliter 36		
Stratégie sectorielle	80% des villages ont accès à l'eau potable		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			

6		COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours		
		Cocher			
Extension du réseau d'eau potable dans la ville de Nguélémendouka	Mairie			X	

FICHE DE PROJET N°8

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2		INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka	
Département	Haut Nyon	
Région	Est	
Titre du Projet	Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Doumaintang)	

3		Financement du PROJET (sur 1 an)
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	495 000 000	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité		
Total	495 000 000	

4		OBJECTIFS DU PROJET
Groupes cibles bénéficiaires	Population des villages de la commune	
Problèmes à résoudre	Faible couverture en électricité	
Objectifs globaux	Développer les infrastructures énergétiques	
Objectifs spécifiques	Étendre le réseau électrique de Nguélémendouka à Doumaintang	
Résultats attendus	Axe Nguélémendouka – Doumaintang est électrifié	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5		LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoit l'électrification de 40 villages de l'arrondissement	
Stratégie sectorielle	Au moins 75 % des villages sont alimentés en électricité	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6				COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Doumaintang)	FEICOM		X	

FICHE DE PROJET N°9

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Azomekout)		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	110 000 000	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité		
Total	110 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires	cible	Population des villages de la commune
Problèmes à résoudre	Faible couverture en électricité	
Objectifs globaux	Développer les infrastructures énergétiques	
Objectifs spécifiques	Étendre le réseau électrique de Nguélémendouka à Azomekout	
Résultats attendus	Axe Nguélémendouka – Azomekout est électrifié	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoit l'électrification de 40 villages de l'arrondissement	
Stratégie sectorielle	Au moins 75 % des villages sont alimentés en électricité	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
Extension du réseau électrique (Nguélémendouka – Azomekout)	FEICOM		X	

FICHE DE PROJET N°10

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	6	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka
Département	Haut Nyon
Région	Est
Titre du Projet	Construction d'un hangar de marché avec 100 comptoirs à Nguélémendouka centre)

3	Financement du PROJET (sur 1 an)
Libellés	Montants
Contribution sur budget Communal	10 000 000
Contribution sur budget de l'Etat	25 000 000
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	35 000 000
Total	35 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes bénéficiaires cible	Population des villages de la commune
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'infrastructures commerciales dans l'arrondissement
Objectifs globaux	Favoriser le développement économique
Objectifs spécifiques	Construire un hangar de marché avec 100 comptoirs à Nguélémendouka centre
Résultats attendus	un hangar de marché avec 100 comptoirs est construit à Nguélémendouka centre
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	Le PCD prévoit la construction d'un complexe commercial, et un hangar de marché à Nguélémendouka (200 comptoirs), 2. des 10 hangars de marché dans les villages ...
Stratégie sectorielle	Améliorer le cadre de départ des activités économiques
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Construction d'un hangar de marché avec 100 comptoirs à Nguélémendouka centre	PNDP, Mairie		X

FICHE DE PROJET N°11

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	6	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction d'une gare routière à Nguélémendouka III		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	2 250 000	
Contribution sur budget de l'Etat	12 750 000	
Autres co-financements confirmés		
Montant sollicité	15 000 000	
Total	15 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires cible	Population des villages de la commune	
Problèmes à résoudre	Insuffisance d'infrastructures de transport	
Objectifs globaux	Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	
Objectifs spécifiques	Construire une gare routière à Nguélémendouka III, face EP II	
Résultats attendus	Une gare routière est construction à Nguélémendouka III	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoit la construction d'un complexe commercial, et un hangar de marché à Nguélémendouka (200 comptoirs), 2. des 10 hangars de marché dans les villages ...	
Stratégie sectorielle	Faciliter la circulation des biens et des personnes	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
Construction d'une gare routière à Nguélémendouka III	PNDP		X	
	Mairie			

FICHE DE PROJET N°12

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	6	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Mise en place de 02 pépinières agroforestières avec petit magasin pour la production des plants agricoles (cacao, café, palmiers à huile, bananes/plantains) et forestiers à Ouéya II, Imbet		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			1 661 792
Contribution sur budget de l'Etat			11 078 614
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			12 740 406
Total			15 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes bénéficiaires cible	Population des villages de la commune		
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès au matériel végétal de qualité Utilisation d'intrants de qualité douteuse		
Objectifs globaux	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricole		
Objectifs spécifiques	Mettre sur pied 02 pépinières agroforestières avec petit magasin pour la production des plants agricoles (cacao, café, palmiers à huile, bananes/plantains) et forestiers à Ouéya II, Imbet		
Résultats attendus	02 pépinières agroforestières avec petit magasin pour la production des plants agricoles (cacao, café, palmiers à huile, bananes/plantains) et forestiers sont existe à Ouéya II, Imbet		
Activités	Identification des sites Acquisition du matériel Mise en place des pépinières		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Le PCD prévoir de mettre sur pied 05 pépinières agricoles (Cacao, café, banane/plantain) dans les villages :Oueya II, Messague, Bila, Imbet, Nguélémendouka centre		
Stratégie sectorielle	Promouvoir les activités agricoles dans la commune de Nguélémendouka		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		

Autres à préciser	
--------------------------	--

6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Mise en place de 02 pépinières agroforestières avec petit magasin pour la production des plants agricoles (cacao, café, palmiers à huile, bananes/plantains) et forestiers à Ouéya II, Imbet	PNDP		X
	Mairie		

FICHE DE PROJET N°13

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	6	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Etablissement des actes de naissance par jugements supplétifs		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	4 500 000	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	0	
Total	4 500 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires	cible Les enfants de CM2 et CM1	
Problèmes à résoudre	Faible établissement des pièces administratives	
Objectifs globaux	Faciliter accès à la citoyenneté	
Objectifs spécifiques	Etablir des actes de naissance par jugements supplétifs de CM2 et CM1	
Résultats attendus	actes de naissance par jugements supplétifs sont établis aux enfants de CM2 et CM1	
Activités	Organisation des séances de jugement	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoir la construction de 17 centre état civile pour facilite établissement des pièces administratives	
Stratégie sectorielle	Permettre aux populations de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Etablissement des actes de naissance par jugements supplétifs	PLAN Cameroun		X

FICHE DE PROJET N°14

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Réfection du cercle municipal		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	5 000 000	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	0	
Total	5 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires	cible La commune	
Problèmes à résoudre	Insuffisance des infrastructures administratives	
Objectifs globaux	Développer les infrastructures administratives	
Objectifs spécifiques	Réfectionner le cercle municipal	
Résultats attendus	Le cercle municipal est réfectionné	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoit la construction, réhabilitation et équipement de plusieurs infrastructures administratives	
Stratégie sectorielle	Améliorer le cadre de travail du personnel administratif	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Réfection du cercle municipal	Mairie		X

FICHE DE PROJET N°15

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Equipement de l'Hôtel de ville		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	5 000 000	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	0	
Total	5 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires cible	La commune	
Problèmes à résoudre	Insuffisance des infrastructures administratives	
Objectifs globaux	Développer les infrastructures administratives	
Objectifs spécifiques	Equiper le l'Hôtel de ville I	
Résultats attendus	L l'Hôtel de ville équipe	
Activités	Achat et installation des équipements	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoir la construction, réhabilitation et équipement de plusieurs infrastructures administratives	
Stratégie sectorielle	Améliorer le cadre de travail du personnel administratif	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Equipement de l'Hôtel de ville	Mairie		X

FICHE DE PROJET N°16

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012/2013	

2		INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka	
Département	Haut Nyon	
Région	Est	
Titre du Projet	Acquisition d'un véhicule de liaison pour la mairie	

3		Financement du PROJET (sur 1 an)
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	18 000 000	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	0	
Total	18 000 000	

4		OBJECTIFS DU PROJET
Groupes bénéficiaires cible	La commune	
Problèmes à résoudre	Insuffisance des infrastructures administratives	
Objectifs globaux	Développer les infrastructures administratives	
Objectifs spécifiques	Acquérir d'un véhicule de liaison pour la mairie	
Résultats attendus	Un véhicule de liaison pour la mairie est acquis	
Activités	Achat du véhicule	

5		LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoir la construction, réhabilitation et équipement de plusieurs infrastructures administratives	
Stratégie sectorielle	Améliorer le cadre de travail du personnel administratif	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6				COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
Acquisition d'un véhicule de liaison pour la mairie	Mairie		X	

FICHE DE PROJET N°17

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012/2013	

2		INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyong		
Région	Est		
Titre du Projet	Aide et secours à la délégation des affaires sociales de Nguélémeudouka		

3		Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			250 000
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres co-financements confirmés			0
Montant sollicité			
Total			250 000

4		OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires cible	Les couches vulnérables		
Problèmes à résoudre	Faible encadrement des populations vulnérables		
Objectifs globaux	Encadrer les couches vulnérables		
Objectifs spécifiques	Aider et secourir des d'un montant de 250 000 FCFA		
Résultats attendus	Un montant de 250 000 FCFA est dote à la délégation affaires sociales de Nguélémeudouka		
Activités	Versement financier aux responsables des affaires sociales		

5		LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description		
PCD	Le PCD prévoir de doter à la délégation affaires sociales de Nguélémeudouka du nécessaire pour la prise en charge des couches vulnérable (fonds, médicament, denrée alimentaire, prothèses, cannes blanches, Tricycle...)		
Stratégie sectorielle	Permettre aux populations vulnérables de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			

6				COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS					
Titre				Bailleur (s)		Terminé		En cours	
Aide et secours à la délégation des affaires sociales de Nguélémeudouka				Mairie				X	

FICHE DE PROJET N°18

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Réhabilitation de la Délégation d'arrondissement du MINADER de Nguélémendouka		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	4 000 000	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	4 000 000	
Total	4 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires	cible	Population des villages de la commune
Problèmes à résoudre	Bâtiment du DAADER vétuste	
Objectifs globaux	Renforcer la DAADER	
Objectifs spécifiques	Réhabiliter les bâtiments	
Résultats attendus	Un bâtiment est réhabilité	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Le PCD prévoit la Construction et équipement de 04 bâtiments pour le CEAC et DAADER à Nguélémendouka	
Stratégie sectorielle	Promouvoir les activités agricoles dans la commune	
Politique nationale (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
Réhabilitation de la Délégation d'arrondissement du MINADER de Nguélémendouka	BIP		X	

FICHE DE PROJET N°19

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka
Département	Haut Nyon
Région	Est
Titre du Projet	Equiperment des salles de classe du lycée de Nguélémendouka en tables bancs

3	Financement du PROJET (sur 1 an)
Libellés	Montants
Contribution sur budget Communal	0
Contribution sur budget de l'Etat	1 200 000
Autres co-financements confirmés	0
Montant sollicité	1 200 000
Total	1 200 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes bénéficiaires cible	Population des villages de la commune
Problèmes à résoudre	Insuffisance en table-bancs dans les salles de classe
Objectifs globaux	Favoriser l'accès à une éducation de qualité
Objectifs spécifiques	Equiper les salles de classe du lycée classique en table-bancs
Résultats attendus	Les salles de classes sont équipées en table-bancs
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	L'équipement des écoles en table-bancs
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et la qualité de la formation
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Equiperment des salles de classe du lycée de Nguélémendouka en tables bancs	BIP		X

FICHE DE PROJET N°20

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET
Nom de la Commune bénéficiaire	Nguélemendouka
Département	Haut Nyon
Région	Est
Titre du Projet	Equiper des salles de classe du CES d'Azomekout en tables bancs

3	Financement du PROJET (sur 1 an)
Libellés	Montants
Contribution sur budget Communal	0
Contribution sur budget de l'Etat	1 200 000
Autres co-financements confirmés	0
Montant sollicité	1 200 000
Total	1 200 000

4	OBJECTIFS DU PROJET
Groupes bénéficiaires cible	Population des villages de la commune
Problèmes à résoudre	Insuffisance en table-bancs dans les salles de classe
Objectifs globaux	Favoriser l'accès à une éducation de qualité
Objectifs spécifiques	Equiper les salles de classe du CES d'Azomekout en table-bancs
Résultats attendus	Les salles de classes sont équipées en table-bancs
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION
Orientations	Description
PCD	L'équipement des écoles en table-bancs
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et la qualité de la formation
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire
Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Equiper des salles de classe du CES d'Azomekout en tables bancs	BIP		X

FICHE DE PROJET N°21

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	réhabilitation des salles de classe au lycée de Nguélémendouka		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	4 000 000	
Autres cofinancements confirmés	0	
Montant sollicité	4 000 000	
Total	4 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires	cible Population des villages de la commune	
Problèmes à résoudre	Insuffisance en salles de classe	
Objectifs globaux	Favoriser l'accès à une éducation de qualité	
Objectifs spécifiques	réhabiliter les salles de classe du Lycée classique de Ngélémendouka	
Résultats attendus	Les salles de classes sont réhabilitées	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Réhabiliter les salles de classes dans les établissements	
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et la qualité de la formation	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
réhabilitation des salles de classe au lycée de Nguélémendouka	BIP		X

FICHE DE PROJET N°22

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	7	2012/2013	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Ngéulemendouka		
Département	Haut Nyon		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction de 2 salles de classe au CES d'Azomekout		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	18 000 000	
Autres cofinancements confirmés	0	
Montant sollicité	18 000 000	
Total	18 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes bénéficiaires	cible Population des villages de la commune	
Problèmes à résoudre	Insuffisance en salles de classe	
Objectifs globaux	Favoriser l'accès à une éducation de qualité	
Objectifs spécifiques	Construire de 2 salles de classe au CES d'Azomekout	
Résultats attendus	deux salles de classes sont construites au CES d'Azomekout	
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Construire des salles de classes dans les établissements	
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et la qualité de la formation	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Construction de 2 salles de classe au CES d'Azomekout	BIP		X